

## Extension de la STEP de Rassuen à Istres (13) Dossier de demande d'autorisation environnementale

### P.J. n°3 : Justificatif de la maîtrise foncière du terrain



#### CONSULTING

SAFEGE  
Aix Métropole - Bâtiment D  
30, Avenue Henri Malacrida  
13100 AIX EN PROVENCE

Agence PACA Corse

SAFEGE SAS - SIÈGE SOCIAL  
Parc de l'île - 15/27 rue du Port  
92022 NANTERRE CEDEX  
[www.safeg.com](http://www.safeg.com)

## P.J. n 3 : Justificatif de la maîtrise foncière du terrain

Extension de la STEP de Rassuen à Istres (13)

Dossier de demande d'autorisation environnementale

Le présent document constitue la **pièce jointe n°3** liée au Cerfa n°15964\*01 de la demande d'autorisation environnementale selon les articles R.181-13 et suivants du code de l'environnement.

**P.J. n°3. - Un justificatif de la maîtrise foncière du terrain [3° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]**

La station d'épuration de Rassuen est implantée sur les parcelles cadastrales référencées AC n°65, 67, 68 72, 91 de la commune d'Istres comme présenté sur la figure suivante.



Figure 1. Extrait cadastral de la commune d'Istres (source : Geoportail)

La Métropole a la maîtrise foncière d'une partie des parcelles. Les autres font l'objet d'une convention entre la Métropole et la Commune.



L'extension de la station se fera au sud de la STEP actuelle, sur un terrain mitoyen (voir périmètre en bleu sur la figure ci-dessous).

Les parcelles cadastrales acquises par la Métropole en vue de l'extension sont les n° 56, 61, 62, 63, 64 de la section AC (voir attestations de propriété ci-jointes).

Une partie de la parcelle 147 de la section AC est également concernée par l'extension. Celle-ci est propriété de la ville d'Istres qui a autorisé la Métropole à y déposer un permis de construire pour la réalisation de l'extension de la station d'épuration de Rassuen (voir extrait du registre des délibérations du conseil municipal de la commune d'Istres joint ci-joint).



Figure 2. Emprise de l'extension de la STEP de Rassuen

S'agissant des ouvrages dans lesquels sont rejetées les eaux traitées par la STEP, les gestionnaires de ces ouvrages sont les suivants :

- ☐ Canalisations du réseau d'eaux pluviales d'Istres : Commune ;
- ☐ Fossé revêtu, milieu de transition, roubine des Platanes puis darse 1 : GPMM.

Les ouvrages concernés par les rejets sont identifiés depuis l'arrêté d'autorisation de la STEP en date du 18 février 1994 complété par l'arrêté du 2 juin 2005.

A ce titre, la commune en a été destinataire. Son accord apparaît donc implicite.

S'agissant des installations du GPMM, l'arrêté a été pris après avis du Directeur de l'Exploitation de Fos, Port Autonome de Marseille en date du 6 mai 1994. Le GPMM a donc connaissance des rejets qui interviennent sur ses installations et est impliqué dans la gestion et le maintien de leur fonctionnement pour le rejet des eaux traitées par la STEP de Rassuen.

Le GPMM a été sollicité pour un accord de principe concernant le rejet des volumes supplémentaires d'eaux traitées dans ces ouvrages.



## JUSTIFICATIFS DE MAITRISE FONCIERE

2000019070:328645VB

L'AN DEUX MILLE TREIZE  
Le VINGT QUATRE OCTOBRE  
Et le VINGT DEUX NOVEMBRE

Maître Sabrina DRIS, notaire associé membre de la Société Civile  
Professionnelle ' Roland CEAGLIO, Sabrina DRIS, Anne-Sophie HUGEL-FAUVEL'  
titulaire d'un office notarial dont le siège est à ISTRES (Bouches-du-Rhône), 14 Bd  
Jean-Marie l'Huillier.

A RECU le présent acte authentique à la requête des parties ci-après  
identifiées, contenant : VENTE DE TERRAIN NU

#### IDENTIFICATION DES PARTIES

##### VENDEUR

1/ Monsieur Maurice François BONNAUD, invalide, époux de Madame  
Graziella Marie ANGUILLA demeurant à ISTRES (13800) Hameau de Saint Félix,  
Batiment C, - Rue Paul Verlaine.

Né à ISTRES (13800) le 20 juillet 1951.

Marié sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à  
défaut de contrat préalable à son union célébrée à la mairie de PORT DE BOUC  
(13110) le 6 septembre 1975.

Ce régime non modifié.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.

2/ Monsieur Vivian BONNAUD, VRP, demeurant à NORROY LES PONT A  
MOUSSON (54700) 6 rue du Bois Le Prêtre, célibataire.

Né à PONT A MOUSSON (54700) le 12 mai 1963.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.

N'ayant pas signé de pacte civil de solidarité, ainsi déclaré.

Ci-après dénommé(e)s 'LE VENDEUR', agissant solidairement entre eux.

##### ACQUEREUR

L'établissement public dénommé SYNDICAT D'AGGLOMERATION  
NOUVELLE OUEST PROVENCE EN ABREGE "SAN OUEST PROVENCE", ayant  
son siège social ISTRES (13800) Chemin du Rouquier - BP10647, identifié sous le  
numéro SIREN 241300177.

Ci-après dénommé 'L'ACQUEREUR'.

#### PRESENCE - REPRESENTATION

Monsieur Maurice BONNAUD est ici présent.

Monsieur Vivian BONNAUD est ici non présent, mais représenté par Madame  
Vanessa TAVARES, clerc de notaire, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés  
aux termes d'une procuration sous seing privé en date à NORROY du 16 septembre  
2013, qui est annexée aux présentes après mention.

HB

VT



VF

L'établissement public dénommé SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PROVENCE EN ABREGE "SAN OUEST PROVENCE" est ici représenté par Monsieur Frédéric VIGOUROUX ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu d'une délibération n°9/13 en date du 13 février 2013 qui est annexée aux présentes après mention. Monsieur VIGOUROUX déclare que la délibération n'a fait l'objet d'aucun recours ni retrait.

### **VENTE**

Par les présentes, LE VENDEUR s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit, vend à L'ACQUEREUR qui accepte, les biens dont la désignation suit :

### **DESIGNATION**

Sur la commune d'ISTRES (13800) MOurette Ouest ,  
Une parcelle de terre  
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	Nature	Contenance		
				ha	a	ca
AC	56	MOurette Ouest		1	74	75

### **BORNAGE**

Pour l'application de l'article L 111-5-3 du Code de l'urbanisme, LE VENDEUR déclare que le descriptif du terrain objet des présentes ne résulte pas d'un bornage.

Tel que cet immeuble se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

### **NATURE ET QUOTITE**

#### **NATURE ET QUOTITE DES DROITS VENDUS**

LE BIEN objet des présentes appartient à :

- Monsieur Maurice BONNAUD à concurrence de la moitié en pleine propriété.
- Monsieur Vivian BONNAUD à concurrence de la moitié en pleine propriété.

#### **NATURE ET QUOTITE DES DROITS ACQUIS**

LE BIEN objet des présentes est acquis par l'établissement public SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PROVENCE EN ABREGE "SAN OUEST PROVENCE" à concurrence de la totalité en pleine propriété.

### **REFERENCES DE PUBLICATION**

#### **EFFET RELATIF**

Attestation notariée dressée par Maître Germain BANON, lors notaire à ISTRES le 6 mars 1997 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE le 7 avril 1997, volume 1997 P, numéro 2347



Suivi d'une attestation rectificative en date du 16 juin 1997 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE le 18 juin 1997 volume 1997P numéro 3789.

Attestation notariée dressée par Maître Sylvain MAZET, lors notaire à ISTRES le 5 novembre 2004 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE le 9 décembre 2004, volume 2004 P, numéro 7848

Attribution suivant acte de partage reçu par Maître Sylvain MAZET, lors notaire à ISTRES le 5 novembre 2004 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE le 9 décembre 2004, volume 2004 P, numéro 7849.

### **CHARGES ET CONDITIONS**

Les charges et conditions générales du présent acte sont énoncées en seconde partie.

### **PROPRIETE – JOUISSANCE**

L'ACQUEREUR sera propriétaire du BIEN vendu à compter de ce jour.

L'entrée en jouissance aura lieu à compter de ce jour, par la prise de possession réelle, LE BIEN vendu étant entièrement libre de location ou occupation, ainsi que LE VENDEUR le déclare et que L'ACQUEREUR a pu le constater en le visitant.

### **PRIX**

La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix de SOIXANTE QUATORZE MILLE EUROS ( 74.000,00 € ).

### **PAIEMENT DU PRIX**

Monsieur Frédéric VIGOUROUX ès-qualités, oblige le SAN OUEST PROVENCE qu'il représente, à payer le prix de vente, au vu du certificat du notaire prévu à l'annexe du décret n° 88 74 du 21 janvier 1988.

Le VENDEUR conformément aux dispositions ci-après visées, requiert l'ACQUEREUR de faire effectuer le paiement entre les mains du notaire soussigné, à charge par celui-ci, s'il y a lieu, de faire effectuer la purge de tous privilèges, hypothèques ou saisies pouvant grever le BIEN.

Ce paiement devra intervenir conformément aux dispositions du décret n°83-16 du 13 janvier 1983, portant établissement des pièces justificatives paiements des commune, département, région et établissements publics locaux, modifié par le décret n°88-74 du 21 Janvier 1988, refondu par un décret n° 2003-301 du 2 avril 2003 et du décret n°2007-450 du 25 mars 2007 traitant des acquisitions immobilières à titre onéreux sous le chapitre 51, et sous réserve de l'éventuelle réquisition de l'ordonnateur sur présentation :

- 1- de la délibération autorisant l'acquisition,
- 2- de l'avis des domaines éventuel,
- 3- du certificat du notaire prévu à l'annexe de l'article D1617-19 du code général des collectivités territoriales,

Et ce conformément à l'instruction n°07-024 du 30 mars 2007.

Le règlement de ce mandat entre les mains du notaire soussigné libérera entièrement et définitivement le SAN OUEST PROVENCE acquéreur envers le vendeur à l'égard du prix de la présente vente.

MB

15

15

15

### **ABSENCE DE COMMISSION D'INTERMEDIAIRE**

Les parties déclarent que la présente vente a été négociée directement entre elles sans recours à aucun intermédiaire.

### **DECLARATIONS FISCALES**

#### **TAXATION DES PLUS-VALUES**

Pour satisfaire aux dispositions légales sur les plus-values immobilières visées aux articles 150 U et suivants du Code général des impôts, LE VENDEUR déclare :

- qu'il a son domicile à l'adresse indiquée ci-dessus et qu'il dépend du centre des impôts de :

> pour Monsieur Maurice BONNAUD : ISTRES (13800), 54 avenue Aldéric Chave.

> pour Monsieur Vivian BONNAUD : NANCY (54043), CS 84312, 45 rue Sainte Catherine.

- que L'IMMEUBLE vendu lui appartient pour l'avoir :

- En ce qui concerne Monsieur Vivian BONNAUD,

Pour l'avoir recueilli dans la succession de Madame RAYMOND Marie Victoire Françoise Louise, en son vivant sans profession, veuve en premières noces de Monsieur BONNAUD Maurice François, et veuve en secondes noces de Monsieur COSTE Lucien Clarius Joseph, demeurant à PUY SAINTE REPARADE (Bouches du Rhône), Maison de retraite, née à ISTRES le 31 mars 1909, décédée à PUY SAINTE REPARADE le 16 janvier 1996,

Aux termes d'un acte reçu par Maître Germain BANON, lors notaire à ISTRES, le 6 mars 1997, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE 2ème BUREAU, le 7 avril 1997 volume 1997 P, numéro 2347, moyennant une valeur à l'époque de CENT TRENTE CINQ MILLE FRANCS ( 135.000,00 FRS )

Suivi d'une attestation rectificative en date du 16 juin 1997 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE le 18 juin 1997 volume 1997P numéro 3789.

- En ce qui concerne Monsieur Maurice BONNAUD,

Partie pour l'avoir recueilli dans la succession de Monsieur BONNAUD Régis Jacques Philippe, en son vivant retraité, veuf de Madame DAUMAS Raymonde Rose, demeurant à ISTRES (13800), Rassuen, né à ISTRES (13800) le 15 juillet 1929 décédé à ISTRES (13800) le 3 mai 1999,

Aux termes d'un acte reçu par Maître Sylvain MAZET, lors notaire à ISTRES, le 5 novembre 2004, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE 2ème BUREAU, le 9 décembre 2004 volume 2004 P, numéro 7848, moyennant une valeur à l'époque de DIX SEPT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-QUATORZE EUROS ( 17.474,00 € )

Partie pour lui avoir été attribué aux termes d'une acte de partage entre lui et :

- Madame Josette Henriette Maryse BONNAUD, employée de Mairie, épouse de Monsieur Jean Claude Joseph TRONC demeurant à L'ESTRECHURE (Gard) Le Village

Née à ISTRES (Bouches-du-Rhône) le 29 Mai 1950

Mariés sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à leur union célébrée à la mairie de SAINT MITRE LES REMPARTS (Bouches-du-Rhône) le 31 Octobre 1973

- Monsieur Serge Louis Régis BONNAUD, conducteur d'engins, demeurant à ISTRES (Bouches-du-Rhône) Hameau de St Félix -Bâtiment E Rassuen,  
Né à ISTRES (Bouches-du-Rhône) le 23 Août 1956

Divorcé, non remarié, de Madame Danièle ANSSERU suivant jugement du Tribunal de Grande Instance de Aix en Provence en date du 25 Octobre 1991

Aux termes d'un acte reçu par Maître Sylvain MAZET, lors notaire à ISTRES, le 5 novembre 2004, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE 2ème BUREAU, le 9 décembre 2004 volume 2004 P, numéro 7849, moyennant une valeur à l'époque de DIX SEPT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-QUATORZE EUROS ( 17.474,00 € )

La présente vente étant consentie au profit d'un Etablissement Public, et le prix de vente payable au vendeur ne pouvant être payé aujourd'hui même par l'ACQUEREUR au VENDEUR comme dit ci-dessus au paragraphe « Paiement du prix », en conséquence, le montant de la plus value concernant l'immeuble présentement vendu, ne sera pas acquitté lors de la publication du présent acte.

Le VENDEUR, conformément aux dispositions des articles 150 VH III 2° du CGI, et de l'article 150 VH II du CGI, requiert le notaire soussigné de publier le présent acte en l'absence de paiement de la plus value exigible et d'effectuer le paiement de ladite plus value aussitôt après paiement du prix de vente par Le SAN OUEST PROVENCE, ce, au vue du certificat sus-visé.

**La plus-value fera l'objet :**

- d'une déclaration qui sera déposée par le notaire aux centres des impôts de SALON DE PROVENCE, 414 avenue de Wertheim, dont une copie a été remise ce jour au VENDEUR qui le reconnaît.

Cette déclaration sera accompagnée du montant de l'impôt exigible.

A cet égard, LE VENDEUR donne au notaire soussigné l'autorisation de prélever sur le prix lui revenant, les sommes nécessaires au paiement de l'impôt.

- d'une déclaration faite personnellement par le VENDEUR avec ses éventuelles autres plus-values, dans sa déclaration annuelle de revenus (cerfa n°2042).

#### **IMPOTS SUR LA MUTATION**

Pour la perception des droits, LE VENDEUR déclare :

- ne pas être assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée ;  
- que LE BIEN vendu n'est pas un terrain à bâtir, n'étant pas situé dans un secteur désigné comme constructible par un document d'urbanisme.

En conséquence, la présente mutation :

- n'entre pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée,  
- ne donne lieu à aucune perception au profit du Trésor Public s'agissant d'une mutation réalisée au profit d'une collectivité publique, conformément aux prescriptions de l'article 1042 du Code général des impôts. Elle est donc exonérée de droits d'enregistrement, de taxe de publicité foncière.

Pour la perception de la Contribution de sécurité immobilière qui demeure à la charge de la collectivité publique ACQUEREUR, de même que les frais et émoluments des présentes et de leurs suites, le BIEN est estimé à SOIXANTE QUATORZE MILLE EUROS ( 74.000,00 € ).

MB

✓

1

✓



**PUBLICITE FONCIERE**

L'acte sera soumis à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière au Service de la publicité foncière de AIX EN PROVENCE 2ème BUREAU.

**MENTION DE CLOTURE**

Le notaire soussigné atteste que la partie normalisée établie sur six (6) pages contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication et à l'assiette des droits.

**FIN DE PARTIE NORMALISEE**

### **DECLARATIONS DES PARTIES**

Les parties aux présentes attestent par elles-mêmes ou leurs représentants que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles vont prendre et déclarent notamment :

- que leur identité et leur situation juridique personnelle sont conformes à celles indiquées en tête des présentes ;
- qu'elles ne sont pas et n'ont jamais été en état de cessation des paiements ou frappées d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires ;
- qu'elles ne sont pas dans un état civil, civique ou commercial mettant obstacle à la libre disposition de leurs biens ;
- qu'elles ne font pas, en ce qui concerne les personnes physiques, l'objet d'une quelconque mesure de protection légale ou conventionnelle (mandat de protection future ayant pris effet), ni l'objet d'une procédure de règlement des situations de surendettement.

Monsieur Vivian BONNAUD déclare ne pas avoir conclu de pacte civil de solidarité.

### **ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font éléction de domicile :

- LE VENDEUR et L'ACQUEREUR en leurs demeures respectives.

### **CHARGES ET CONDITIONS GENERALES**

#### **ETAT DU BIEN**

L'ACQUEREUR prend LE BIEN dans son état au jour de l'entrée en jouissance, tel qu'il l'a vu et visité, sans recours contre LE VENDEUR pour quelque cause que ce soit et notamment pour mauvais état de la ou des constructions, du sol ou du sous-sol, vices même cachés, erreur dans la désignation, le cadastre ou la contenance, toute différence, excédât-elle un vingtième devant faire son profit ou sa perte.

#### **SERVITUDES**

L'ACQUEREUR supporte les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever LE BIEN, sauf à s'en défendre, et profiter de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls, et sans recours contre LE VENDEUR.

LE VENDEUR déclare qu'il n'a créé aucune servitude et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune à l'exception de celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, de l'urbanisme ou de la loi.

LE VENDEUR supportera les conséquences de l'existence de servitudes qu'il aurait conférées sur LE BIEN vendu et qu'il n'aurait pas indiqué aux présentes.

#### **IMPOTS ET TAXES**

L'ACQUEREUR acquitte, à compter de l'entrée en jouissance, toutes les charges fiscales afférentes au BIEN.

MB

✓

✓

VP

Concernant les taxes foncières, L'ACQUEREUR remboursera au VENDEUR, à première demande, le prorata de la taxe foncière couru depuis la date fixée pour l'entrée en jouissance jusqu'au 31 décembre suivant.

## **RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE BIEN VENDU**

### **DROIT DE DISPOSER**

LE VENDEUR déclare que LE BIEN ne fait l'objet d'aucune restriction à sa libre disposition pour quelque cause que ce soit, ni d'aucune procédure en cours.

### **SITUATION HYPOTHECAIRE**

Il résulte d'un état hors formalité du chef du VENDEUR, que LE BIEN vendu n'est grevé d'aucune inscription.

Le VENDEUR déclare qu'à sa connaissance la situation hypothécaire n'est pas modifiée à ce jour.

### **Risques naturels et technologiques**

LE VENDEUR déclare au vu des informations mises à sa disposition par le Préfet du département ou par le maire, que la commune sur laquelle est situé LE BIEN objet des présentes est concernée par un plan de prévention des risques naturels approuvé le 20 février 1997, le ou les risques naturels pris en compte sont : Mouvements de terrain (glissements).

L'immeuble objet des présentes est situé dans le périmètre d'exposition délimité par ce plan ainsi qu'il résulte de la copie du dossier communal d'information et de la carte du diagnostic concernant le bien demeures ci-annexées. A ce jour, il n'existe pas de plan de prévention des risques technologiques.

Les parties sont informées que l'immeuble objet des présentes se situe en zone de sismicité 3 (modéré) et qu'il y a lieu de respecter pour les constructions nouvelles, les agrandissements, les surélévations ou les transformations les règles édictées par les articles L 111-26 et R 111-38 du Code de la construction et de l'habitation, notamment quant au contrôle technique.

Un état des risques naturels et technologiques en date du 11 septembre 2013, soit de moins de six mois, a été visé par les parties et est demeuré ci-annexé.

De même, il déclare qu'à sa connaissance, la commune a fait l'objet d'un arrêté de reconnaissance de l'état de catastrophes naturelles ou technologiques. De même, il déclare qu'à sa connaissance, LE BIEN n'a jamais connu de sinistres résultant de catastrophes naturelles ou technologiques et qu'il n'a jamais perçu d'indemnité à ces titres.

### **ARCHEOLOGIE PREVENTIVE**

Le notaire soussigné informe L'ACQUEREUR qu'un diagnostic d'archéologie préventive peut être demandé par le préfet sur LE BIEN objet du présent acte et que ceci peut avoir des conséquences sur les délais et les coûts de construction.

### **VESTIGES ARCHEOLOGIQUES**

L'ACQUEREUR reconnaît avoir été informé par le notaire soussigné des dispositions de l'article L. 541-1 du Code du patrimoine qui prévoit que par exception aux dispositions de l'article 552 du Code civil, les vestiges archéologiques immobiliers éventuellement découverts dans son terrain seront présumés appartenir à l'Etat.

Cette présomption étatique de propriété ne peut être combattue que par un titre ou par la prescription.



**CONTRAT D'AFFICHAGE**

LE VENDEUR déclare qu'il n'a consenti aucun contrat d'affichage pouvant grever à ce titre LE BIEN objet des présentes.

**URBANISME****ENONCIATION DES DOCUMENTS OBTENUS**

Est demeurée ci-annexée :

- note de renseignement d'urbanisme en date du 27 novembre 2012
- Duquel document il résulte ce qui suit, littéralement rapporté :

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU ZONAGE :**

- L'ensemble du Département des Bouches-du-Rhône a été classé en zone de risque d'exposition au **plomb** par Arrêté Préfectoral du 24 Mai 2000. Cet arrêté implique qu'avant toute vente d'immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation construit avant le 1<sup>er</sup> Janvier 1949, un contrôle datant de moins d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat doit être effectué (décret n°2006-474 du 25 Avril 2006).

- Par Arrêté Préfectoral du 19 Juillet 2001, l'ensemble du département des Bouches-du-Rhône est décrété en zone de surveillance et de lutte contre les **termites et autres insectes xylophages**. En cas de cession d'un immeuble bâti, un état parasitaire doit être établi depuis moins de six mois à la date de l'acte authentique (décret n°2006-1653 du 21 Décembre 2006).

- Suivant les indications du Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), la Commune est exposée aux risques naturels et technologiques ci-dessous :

**feu de forêt, inondation, mouvement de terrain, séisme, risque industriel, risque nucléaire, transport de matières dangereuses.**

La Commune est concernée par :

- un PPRn relatif aux mouvements de terrain (glissements) approuvé le 20 Février 1997.

Suivant les dispositions du PLU d'ISTRES approuvé le 28 Septembre 1983, dont la révision simplifiée a été approuvée le 26 Juin 2009, dernièrement modifié le 28 Avril 2011, pouvant être modifiées à l'approbation de la révision prescrite :

**NOTE PRELIMINAIRE**

Immeuble situé dans une commune pour laquelle Monsieur le Préfet a ordonné la révision du PLU pour y inclure les zones inondables en cas de crues, de ruissellement des versants par pluies torrentielles, ou d'inondation de plaine.

En l'absence d'études détaillées définissant les limites des zones devenues inconstructibles ou constructibles sous conditions suivant ces critères à l'étude, l'administration peut refuser provisoirement d'accorder des demandes d'occupation des sols en confortant sa position par l'article R 111-2 du Code de l'Urbanisme.

**ZONE NATURELLE** comprenant les parties du territoire communal dont le maintien à l'état naturel doit être assuré.

MB

15

1

VR

**SECTEUR ND2** de protection de la nature, où peuvent être admis sous conditions les aménagements et équipements d'infrastructure à usage de loisirs, les campings et les caravanings sur des terrains d'une superficie minimale de 2 hectares.

Cet immeuble est, pour quasi-totalité, situé dans la réserve foncière n°28 destinée à la création du Cimetière des Mourettes au bénéfice de la Commune.

**AUTRES SERVITUDES D'URBANISME GREVANT L'IMMEUBLE :**

CET IMMEUBLE EST SITUE DANS une **ZONE DE PREEMPTION DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE** créée par A.P du 29/12/82 au bénéfice du Département, et dont Mr le Président du Conseil Général est titulaire du droit de préemption.

PAR CONTRE, CET IMMEUBLE N'EST PAS SITUE DANS :

- une zone soumise au droit de préemption urbain,
- une zone d'aménagement différé,

**SERVITUDES D'URBANISME PARTICULIERES :**

Suivant les décrets 2010-1254 et 2010-1255 du 22 Octobre 2010, applicables à compter du 1<sup>er</sup> Mai 2011, portant délimitation des nouvelles zones de sismicité, le territoire de la commune est situé dans la zone 3 (sismicité modérée) où les constructions doivent respecter les règles de construction parasismique du DTU.

Servitude T5 aéronautique de dégagement.

Immeuble très faiblement intéressé par une servitude d'espaces boisés classés et donc soumis aux dispositions des articles L 130.1 et suivants du Code de l'Urbanisme (zone dans laquelle les demandes de défrichement sont irrecevables en raison de cette servitude).

Cet immeuble n'est pas situé dans le périmètre du syndicat autorisé des Arrosants de Craonne. Par contre, en l'état des servitudes publiques d'urbanisme et des documents du PLU, nous ne pouvons préciser si cet immeuble est situé dans un périmètre d'un autre syndicat autorisé d'arrosants.

Servitude I4 : immeuble situé dans une zone de servitudes relatives aux canalisations électriques de distribution générale.

**SERVITUDES D'ALIGNEMENT** : Néant en l'état du PLU.

## DROITS DE PREEMPTION

### DROIT DE PREEMPTION DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE

LE BIEN sus-désigné étant situé dans la zone de préemption d'un espace naturel sensible, son aliénation donnait ouverture au droit de préemption institué par l'article L.142-3 du Code de l'urbanisme.

La déclaration d'intention d'aliéner prescrite par les articles L.142-4 et R.142-9 du Code de l'urbanisme a été notifiée au président du Conseil général du département, par lettre recommandée dont une copie et le récépissé délivré par lui sont demeurés ci-annexés.

Par lettres recommandées avec demande d'avis de réception dont les originaux sont demeurés ci-annexés, les titulaires des droits de préemption et de substitution ont notifié leur décision de renoncer à leur droit.

La vente du BIEN peut donc, en vertu des articles L.142-7 et L.213-8 alinéa 1 du Code de l'urbanisme, être réalisée au prix indiqué dans la déclaration d'intention d'aliéner.

### SAFER - DROIT DE PREEMPTION

Le notaire soussigné déclare qu'en application des articles L 143-1 et suivants et R 143-1 et suivants du Code rural, une notification de la présente vente a été faite auprès de la SAFER compétente par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 15 mai 2013. La copie de cette pièce ainsi que l'accusé de réception sont demeurés ci-annexés.

Par courrier en date du 25 juin 2013 dont l'original est demeuré ci-annexé, la S.A.F.E.R. compétente a fait savoir qu'elle renonçait au bénéfice de son droit de préemption.

### REMISE DE TITRES – CORRESPONDANCE

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à L'ACQUEREUR concernant LE BIEN, mais il pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, et sera subrogé dans tous les droits du VENDEUR à ce sujet. Par suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à L'ACQUEREUR devront s'effectuer à l'adresse indiquée en tête des présentes.

La correspondance auprès du VENDEUR s'effectuera à l'adresse indiquée en tête des présentes.

### ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens immobiliers objet des présentes appartiennent à Monsieur Vivian BONNAUD et Monsieur Maurice BONNAUD à concurrence de la moitié indivise chacun, par suite des faits et actes suivants :

#### A l'origine : Décès de Monsieur et Madame RAYMOND Jean-Baptiste :

Le bien objet des présentes appartenait en propre à Madame RAYMOND Marie Victoire Françoise, veuve en premières noces de Monsieur BONNAUD Maurice, et veuve en secondes noces de Monsieur COSTE Lucien Clarius Joseph, né à ISTRES (13800) le 31 mars 1909, pour l'avoir recueilli dans la succession de Monsieur RAYMOND Jean-Baptiste et Madame MENDRAS Rosalie Louise, ses père et mère, décédés respectivement à SALON DE PROVENCE le 20 janvier 1940 et à ISTRES le 26 janvier 1940, dont elle était la seule fille et unique héritière ainsi que le constate un acte de notoriété dressé par Maître GAUTIER, lors notaire à ISTRES le 6 août 1940.

MB

VT

1

VR



**Décès de Madame RAYMOND Marie :**

Madame RAYMOND Marie Victoire Françoise, veuve en premières noces de Monsieur BONNAUD Maurice, et veuve en secondes noces de Monsieur COSTE Lucien Clarius Joseph, né à ISTRES (13800) le 31 mars 1909, est décédée à PUY SAINT REPARADE le 16 janvier 1996,

Laissant pour lui succéder :

1/ Monsieur BONNAUD Régis Jacques Philippe, retraité, demeurant à ISTRES (13800), Quartier de Rassuen, époux de Madame DAUMAS Raymonde Rose, mariés sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de ISTRES le 2 mars 1950,

Son fils issu de son union avec Monsieur BONNAUD Maurice

2/ Monsieur BONNAUD Vivian, nommé en tête des présentes,

Son petit-fils, venant de son chef comme seul enfant vivant de Monsieur BONNAUD Jacques Pierre Henri, prédécédé à NORROY LES PONT A MOUSSON le 16 mars 1986, lui-même issu de son union avec Monsieur BONNAUD Maurice.

Etant ici précisé que de Monsieur BONNAUD Jacques a eu un autre enfant : Monsieur BONNAUD Yves Marcel Maurice né à VITRY SUR SEINE le 27 avril 1967 et décédé le 28 août 1985, célibataire et sans postérité.

Héritiers conjointement pour le tout et divisément chacun pour la moitié.

Observation étant ici faite que l'union BONNAUD / RAYMOND, sont nés :

- Monsieur BONNAUD Henri Jean Joseph né à ISTRES le 11 avril 1928, décédé à SAINT MITRE LES REMPARTS le 29 juillet 1973, célibataire, sans enfant
- Monsieur BONNAUD Marcel André Claude Maurice né à ISTRES le 24 avril 1940, décédé à ISTRES le 28 décembre 1963, célibataire, sans enfant.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés dans un acte de notoriété dressé par Maître Germain BANON, lors notaire à ISTRES le 6 mars 1997

La transmission par décès des droits réels immobiliers a été d'autre part constatée en un acte d'attestation notariée dressé par Maître Germain BANON, lors notaire à ISTRES le 6 mars 1997

Une copie authentique de cet acte a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE le 7 avril 1997, volume 1997 P, numéro 2347.

Suivi d'une attestation rectificative en date du 16 juin 1997 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE le 18 juin 1997 volume 1997P numéro 3789.

**3/ Décès de Monsieur BONNAUD Régis :**

Monsieur BONNAUD Régis Jacques Philippe, retraité, demeurant à ISTRES (13800), Quartier de Rassuen, époux de Madame DAUMAS Raymonde Rose, mariés sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de ISTRES le 2 mars 1950, est décédé à ISTRES (13800) le 3 mai 1999,

Laissant pour lui succéder :

- Madame Josette Henriette Maryse BONNAUD, employée de Mairie, demeurant à L'ESTRECHURE (Gard) Le Village

Née à ISTRES (Bouches-du-Rhône) le 29 Mai 1950

Epouse de Monsieur TRONC Jean Claude Joseph avec lequel elle est mariée sans contrat à la mairie de SAINT MITRE LES REMPARTS le 31 octobre 1973

- Monsieur Serge Louis Régis BONNAUD, conducteur d'engins, demeurant à ISTRES (Bouches-du-Rhône) Hameau de St Félix -Bâtiment E Rassuen, Né à ISTRES (Bouches-du-Rhône) le 23 Août 1956  
Divorcé, non remarié, de Madame Danièle ANSSERU suivant jugement du Tribunal de Grande Instance de Aix en Provence en date du 25 Octobre 1991  
- Monsieur Maurice BONNAUD, nommé en tête des présentes, Héritiers conjointement pour le tout et divisément chacun pour un tiers.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés dans un acte de notoriété dressé par Maître Sylvain MAZET, lors notaire à ISTRES le 19 juillet 2004

La transmission par décès des droits réels immobiliers a été d'autre part constatée en un acte d'attestation notariée dressé par Maître Sylvain MAZET, lors notaire à ISTRES le 5 novembre 2004

Une copie authentique de cet acte a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE le 9 décembre 2004, volume 2004 P, numéro 7848.

#### **4/ Partage des biens dépendant de la succession de Monsieur BONNAUD Maurice**

Le bien objet des présentes a été attribué à Monsieur BONNAUD Maurice à concurrence de la moitié indivise, aux termes d'un acte de partage entre lui, Monsieur Serge BONNAUD et Madame Josette BONNAUD des biens dépendant de la succession de Monsieur BONNAUD Régis.

Suivant acte reçu par Maître Sylvain MAZET, lors notaire à ISTRES le 5 novembre 2004

Ce partage a eu lieu sans soulte à la charge du disposant.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE le 9 décembre 2004, volume 2004 P, numéro 7849.

#### **AVIS DU DIRECTEUR DES SERVICES FISCAUX**

Le présent acte a fait l'objet d'un avis préalable du directeur des services fiscaux qui demeure ci-annexé.

#### **CONCILIATION MEDIATION CONVENTIONNELLE**

En cas de litige entre les parties, l'une d'elles pourra préalablement à toute instance judiciaire soumettre leur différend à un conciliateur désigné et missionné par le Président de la Chambre des Notaires dont dépend le rédacteur de l'acte.

Le Président de la Chambre des Notaires sera saisi sans forme ni frais.

Cette clause ne s'appliquera pas aux litiges ayant pour cause la défaillance du débiteur ou l'exigibilité d'une créance.

#### **PUBLICITE FONCIERE**

Cet acte sera soumis par les soins du notaire soussigné à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière au Service de la publicité foncière compétent dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires et aux frais de L'ACQUEREUR.

Si LE BIEN est grevé d'inscriptions, LE VENDEUR sera tenu d'en rapporter à ses frais mainlevées et de justifier de l'exécution de la radiation de ces inscriptions, dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile élu.

MB

vt

VR

### **POUVOIRS**

Les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires cadastraux ou d'état civil.

### **FRAIS**

L'ACQUEREUR paiera tous les frais, droits et émoluments des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence en application de l'article 1593 du Code civil.

### **LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES**

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978, le notaire soussigné déclare disposer d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment des formalités d'actes. A cette fin, il est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre à certaines administrations, notamment au Service de la publicité foncière, en vue de leur publication, ainsi qu'à des fins cadastrales, comptables, fiscales, ou statistiques. Les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant auprès du notaire soussigné ou via le Correspondant « Informatique et Libertés » désigné par ce dernier : [cpd-adsn@notaires.fr](mailto:cpd-adsn@notaires.fr).

### **BASE DE DONNEES IMMOBILIERES**

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières, déclarée à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, pour assurer la production d'informations statistiques d'intérêt général.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 56 et 57 de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que d'un droit d'accès et de rectification.

### **AFFIRMATION DE SINCERITE**

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix. En outre, elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

**CERTIFICATION DE L'IDENTITE DES PARTIES**

Le notaire soussigné certifie et atteste que l'identité complète des parties dénommées aux termes des présentes, telle qu'elle est indiquée à la suite de leurs noms et dénominations, lui a été régulièrement justifiée.

Et notamment en ce qui concerne le SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PROVENCE EN ABREGE "SAN OUEST PROVENCE" au vu de son numéro SIREN.

**DONT ACTE sur quinze (15) pages**

**Cet acte comprenant :**

- Lettre(s) nulle(s) : sans
- Blanc(s) barré(s) : sans
- Ligne(s) entière(s) rayée(s) nulle(s) : sans
- Chiffre(s) nul(s) : sans
- Mot(s) nul(s) : sans
- Renvoi(s) : sans

MB

UP

LT

FAIT

Pour le VENDEUR en l'étude du notaire soussigné, le 24 octobre 2013

Pour l'ACQUEREUR à l'Hôtel de Ville de MIRAMAS, le 22 novembre 2013.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes, les déclarations les concernant, puis le notaire soussigné a recueilli leur signature et a lui-même signé.

*Bonnet*

*[Signature]*

*[Signature]*

*[Signature]*

VENTE

ETAT / SAN OUEST PROVENCE

11 JANVIER 2010

2010 D N° 3072

Volume : 2010 P N° 1650

Publié et enregistré le 12/02/2010 à la conservation des Hypothèques de

AIX EN PROVENCE 1 ER BUREAU

Droits : Néant

Salaires : Néant

Reçu : Néant

Le Conservateur,  
Gerard LEZACPar délégation  
Jean-Pierre MARTIN**VENTE****ETAT / SAN OUEST PROVENCE**

L'AN DEUX MILLE DIX

Le HUIT JANVIER

Maître Cyril COURANT notaire soussigné, membre de la Société Civile Professionnelle dénommée "Yves RAYBAUDO, Michel DUTREVIS, Jean-Pierre BRINÈS, Cyril COURANT, Jean-Christophe LETROSNE, Notaires", titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à AIX EN PROVENCE (13100), Hôtel du Poët, Haut du Cours Mirabeau.

A reçu le présent acte authentique, contenant **VENTE**, à la requête des personnes ci-après identifiées.

**IDENTIFICATION DES PARTIES**

Les personnes requérantes, parties au présent acte sont :

**VENDEUR****L'ETAT**

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 4 janvier 1955, il est mentionné que l'Etat n'est pas inscrit au répertoire des entreprises prévu par le décret n° 73-314 du 14 mars 1973 modifié (SIREN).

Ci-après dénommé par abréviation "Le VENDEUR".

**ACQUEREUR**

Le **SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PROVENCE**  
en abrégé «**SAN OUEST PROVENCE** »

Etablissement public administratif régi, notamment, par les dispositions des articles L 5333-1 et suivants et L 5311-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, dont le siège est situé à 13800 ISTRES, Chemin du Rouquier, .

Numéro SIREN : 241 300 177

L



Ci-après dénommé par abréviation "l'ACQUEREUR".

**DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile, savoir :

- Le VENDEUR, en les locaux du Département France Domaine, situés 38 Bd Baptiste Bonnet à Marseille (8<sup>ème</sup>),
- l'ACQUEREUR, en son siège sis à 13800 ISTRES, Chemin du Rouquier

**PRESENCE ou REPRESENTATION**

↳ La personne identifiée ci-dessus sous le vocable "VENDEUR" est représentée par Madame Michèle GAUCI-MAROIS agissant aux présentes en sa qualité de Directeur Départemental, Responsable du Service Local France Domaine des Bouches du Rhône, dont les bureaux sont situés 38 Bd Baptiste Bonnet à Marseille, agissant en exécution de l'article R\*18 du Code du Domaine de l'Etat et conformément à la délégation de signature donnée par Monsieur le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, Préfet du Département des Bouches du Rhône, aux termes d'un arrêté en date du 23 mai 2008 pris dans le cadre des dispositions du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié.

Précision étant ici faite que le vocable "VENDEUR" s'applique tant à la personne morale elle-même qu'à son représentant au présent acte.

↳ Le SAN OUEST PROVENCE est représenté par Monsieur Bernard GRANIE, agissant en qualité de Président du « SAN OUEST PROVENCE », fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Comité Syndical, portant le numéro 191-08 en date du 25 avril 2008, transmise en sous préfecture d'Istres, le 6 mai 2008, et spécialement habilité à l'effet des présentes en vertu d'une délibération dudit Comité Syndical en date du 17 décembre 2009 portant le numéro 543-09 dont copie certifiée conforme est demeurée ci-jointe et annexée après mention .

Ladite délibération motivée au vu d'un avis du service du domaine et ce conformément aux dispositions du décret n°86-455 du 14 mars 1986, modifié.

Ladite délibération régulièrement transmise en Préfecture le 21 décembre 2009 et n'ayant pas fait l'objet de recours à ce jour ; le tout ainsi déclaré par le représentant du SAN OUEST PROVENCE.

Précision étant ici faite que le vocable "ACQUEREUR" s'applique tant à la personne morale elle-même qu'à son représentant au présent acte.

\*

\*

\*

**EXPOSE**

Les biens et droits immobiliers objet de la présente cession se situent sur le territoire des Communes d'Istres, et de Miramas, Communes situées à l'Ouest de l'Etang de Berre.

❶ Il est ici rappelé que, après la Seconde guerre mondiale, face à l'émergence économique des villes situées au bord de l'Etang de Berre, la zone de Fos fut aménagée en « Ville nouvelle ».

Aux termes d'un Décret pris en Conseil d'Etat, l'aménagement de la zone de Fos sur Mer a été qualifiée d'Opération d'Intérêt National.

Les équipements à construire furent d'abord confiés à la Mission d'aménagement et d'étude de l'Etang de Berre, rebaptisée par la suite Mission interministérielle pour l'aménagement de la région Fos - Etang de Berre.

❷ En 1973, leur fut substitué l'Etablissement public d'aménagement des rives de l'étang de Berre ou « EPAREB », ci-après plus amplement dénommé.

❸ En 2000, le gouvernement a considéré que la Ville Nouvelle des Rives de l'Etang de Berre était arrivée à maturité et que l'établissement public chargé de l'aménagement de la ville nouvelle ne pouvait pas poursuivre sa mission.

❹ Aux termes d'un décret n°200-1383 du 31 décembre 2001, ledit EPAREB a été dissous et mis en liquidation.

❺ En date du 4 juin 2002, l'Etat, l'EPAREB, le SAN OUEST PROVENCE, et les Communes, d'Istres, Miramas et Fos sur Mer, ont régularisé la Convention dite « convention d'achèvement de l'opération d'intérêt national de la Ville des Rives de l'Etang de Berre »,

Cette convention avait pour objet de définir :

- les modalités d'achèvement du réseau routier des voiries primaires,
- les modalités permettant de procéder à l'achèvement juridique des ZAC,
- les conditions de cession des terrains et modalités de poursuite de la commercialisation des ZAC, à l'EPAD,
- les conditions de cession aux collectivités du patrimoine de l'Etat et de l'EPAREB,
- les conditions de suivi de ladite convention.

❻ Par délibération n°150/02 du 9 avril 2002, le Comité Syndical DU SAN OUEST a approuvé ladite convention d'achèvement de l'Opération d'Intérêt National de la Ville Nouvelle des Rives de l'Etang de Berre.

❼ Par délibération n°975/03 du 19 décembre 2003 le Comité Syndical a approuvé l'avenant N°1 à la convention prorogeant la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2007, puisque nombre des actions précitées ne pouvaient aboutir avant le 31 Décembre 2003, et apportant des modifications et précisions à certaines dispositions de la convention.

❽ Par délibération n°603/07 du 14 décembre 2007 le Comité Syndical a validé le procès verbal de la réunion du Comité Stratégique de suivi de la convention d'achèvement de l'OIN tenu le 5 décembre 2007, a approuvé les modalités de cession du patrimoine de l'Etat et EPAREB, recensé en « bloc stratégique » et par commune et la signature du compromis de vente portant sur l'équipement dénommé « Domaine de Lavalduc » avec prise de jouissance immédiate.

⑨ Par délibération n°724/08 du 22 Octobre 2008 le Bureau Syndical a approuvé les modalités d'acquisition de l'immeuble dénommé « Domaine de Lavalduc » constitué des parcelles, bâties et non bâties, pour un montant de 110 956,22 €, détaché du « bloc stratégique » d'Istres.

⑩ Par délibération n°120/09 du 03 avril 2009 le Bureau Syndical a approuvé les modalités d'acquisition des parcelles CL 222/223, au prix global de 219 111,17 €, détachées du « bloc stratégique » d'Istres, pour permettre la réalisation du projet des Carmes, initié par la Commune d'Istres.

⑪ Il est enfin précisé, que la mise en évidence de la pollution sur les terrains de Rassuen, dans le cadre de la phase « étude des sols » du programme AIGRETTE, avait interrompu le processus d'acquisition du « bloc stratégique » d'Istres dans l'attente d'un accord de l'Etat, sur les principes de la mise en œuvre du processus réglementaire de dépollution et notamment sur la participation au surcoût des travaux à engager par le SAN Ouest Provence.

Les principes consistaient à ce que le SAN Ouest Provence lance un marché de maîtrise d'œuvre destiné à chiffrer et mettre en œuvre la dépollution sur un périmètre qui prend en compte plusieurs propriétaires des terrains impactés par la pollution (l'Etat, Salins du Midi, RFF, SAN Ouest Provence)

A ce jour, compte tenu de l'avancement de ce dossier, le chiffrage des études et des travaux, incombant à l'Etat est évalué à 700 000 € HT.

Suite à la tenue du Comité stratégique de suivi de la convention d'achèvement OIN, en date du 2 décembre 2009, il a été accepté que l'acquisition du bloc dit « stratégique » d'Istres pouvait être envisagée sur la base des principes de médiation proposés par le SAN Ouest Provence, et approuvés par les services de la DREAL. En conséquence, il sera déduit du prix conventionnel de cession fixé pour le bloc dit « stratégique » d'Istres en décembre 2007 soit 4 446 165,32 € le montant de l'estimation des études et travaux indiqué précédemment soit 700 000,00€. La valorisation de l'acquisition sera portée à :  $4\,446\,165,32\text{ €} - 700\,000\text{ €} = 3\,746\,165,32\text{ €}$ .

Ceci exposé, il est passé à la cession objet des présentes.

\*  
\*       \*

### **OBJET DU CONTRAT**

Par les présentes, Le VENDEUR cède à L'ACQUEREUR, qui accepte, les biens ci-après désignés sous le vocable "L'IMMEUBLE", tel qu'il existe avec toutes ses dépendances, tous immeubles par destination qui en dépendent et tous droits y attachés, sans aucune exception, ni réserve.

### **DESIGNATION**

#### **I / EN CE QUI CONCERNE LE PREMIER ARTICLE :**

**A- SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'ISTRES (BOUCHES DU RHONE), DIVERSES PARCELLES DE TERRE NON BATIES**

Figurant au cadastre rénové de ladite commune sous les références suivantes :

SECTION	N°	LIEUDIT OU VOIE	NATURE	CONTENANCE		
				HA	A	CA
A	482	LA LEGUE			23	60
A	702	LA LEGUE			96	00
A	953	LA LEGUE		1	04	77
A	955	LA LEGUE		7	29	69
A	956	LA LEGUE		3	53	54
A	958	LA LEGUE			57	96
AB	4	RASSUEN SUD		1	08	21
AB	7	RASSUEN SUD		1	26	41
AB	28	RASSUEN SUD		11	21	83
AB	29	RASSUEN SUD		24	38	97
AB	30	RASSUEN SUD		1	06	46
AB	31	RASSUEN SUD		2	86	30
AB	33	RASSUEN SUD			44	22
AB	34	RASSUEN SUD		8	24	63
AB	36	RASSUEN SUD			14	54
AB	37	RASSUEN SUD		5	60	79
AB	38	RASSUEN SUD			9	85
AB	39	RASSUEN SUD			40	93
AB	40	RASSUEN SUD		1	72	76
AC	49	MAURETTE OUEST			18	84
AC	51	MAURETTE			42	92
AC	55	MAURETTE OUEST		1	09	07
AC	61	MAURETTE OUEST			12	32
BA	348	LES CRAUX DE BOISGELIN		1	87	05
BC	7	LES CRAUX DE BOISGELIN			23	79
BC	10	LES CRAUX DE BOISGELIN		1	32	19
BC	26	LES CRAUX DE BOISGELIN			19	91
BM	27	LES CRAUX NORD			32	27
BT	69	REGANAS		2	03	97
BT	70	REGANAS			35	27
BT	71	TOUR DE L'ETANG L'OLIVI			89	06

BT	78	REGANAS			9	31
G	246	LAVALDUC			27	96
G	247	LAVALDUC			43	40
G	306	LAVALDUC		1	44	60
G	307	LAVALDUC		1	15	20
G	308	LAVALDUC			95	40
G	309	LAVALDUC		1	42	20
G	310	LAVALDUC		1	05	00
G	311	LAVALDUC		2	13	60
G	314	LAVALDUC		1	63	80
G	315	LAVALDUC		1	37	00
G	316	LAVALDUC			8	01
G	317	LAVALDUC		1	29	94
G	318	LAVALDUC			43	80
G	319	LAVALDUC		2	29	60
G	320	LAVALDUC			64	40
G	321	LAVALDUC			88	80
G	322	LAVALDUC			39	50
G	323	LAVALDUC			48	00
G	324	LAVALDUC		1	79	80
G	325	LAVALDUC		1	07	40
G	326	LAVALDUC		2	56	40
G	327	LAVALDUC			52	25
G	328	LAVALDUC			85	20
G	329	LAVALDUC			18	40
G	330	LAVALDUC		1	32	80
G	334	LAVALDUC		17	67	20
G	338	LAVALDUC			78	20
G	339	LAVALDUC		2	27	60
G	361	VIGNE CASTE		2	44	20
G	367	VIGNE CASTE			7	80
G	368	VIGNE CASTE			3	65

G	436	ETANG DE LAVALDUC		3	68	00
G	437	ETANG DE LAVALDUC		1	42	80
G	440	ETANG DE LAVALDUC			06	20
G	441	ETANG DE LAVALDUC			40	20
G	442	ETANG DE LAVALDUC			27	60
G	443	ETANG DE LAVALDUC			10	50
K	52	PRIGNAN		3	79	20
K	53	PRIGNAN		1	59	40
K	54	PRIGNAN			28	00
K	209	PRIGNAN		1	02	00
K	355	PRIGNAN		3	09	90
K	356	PRIGNAN		1	54	70
K	359	PRIGNAN		27	72	20
K	397	LA LEGUE			09	03
K	399	LA LEGUE			12	90
		TOTAL		181	55	58

B SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'ISTRES (BOUCHES DU RHONE), LES BIENS BATIS SUIVANTS :

**1ent**

Dans un immeuble situé sur ladite Commune, 20, 22 boulevard de la République,

Figurant au cadastre rénové sous les références suivantes :

SECTION	N°	LIEUDIT OU VOIE	NATURE	CONTENANCE		
				HA	A	CA
CL	222	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE			1	35

Ledit ensemble immobilier soumis au régime de la copropriété suivant acte reçu par Me Jean NICOLAS, notaire à SAINT CHAMAS (13), le 30 juillet 1992, dont une copie authentique a été publiée au premier bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 14 août 1992 volume 92P numéro 5043.

LES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS SUIVANTS :

**LE LOT NUMERO DEUX (2)**

Un appartement élevé de deux étages sur rez-de-chaussée, comprenant :

Au rez-de-chaussée : entrée, dégagement, couloir, WC, salle à manger cuisine,

Au premier étage auquel on accède par un escalier intérieur : trois chambres, salle de bains, WC

L



Au deuxième étage auquel on accède par un escalier intérieur : une chambre, salon combles.

Et les 784/1.000èmes de la propriété des parties communes générales.

On accède à ce lot depuis un couloir privatif.

### 2ent

Une propriété bâtie située sur ladite Commune d'Istres, à laquelle on accède par une impasse donnant sur le boulevard de la République, figurant au cadastre de ladite Commune sous les références suivantes :

SECTION	N°	LIEUDIT OU VOIE	NATURE	CONTENANCE		
				HA	A	CA
CL	223	BD DE LA REPUBLIQUE			10	02

Ladite propriété consistant en un bâtiment à usage d'habitation élevé d'un étage sur rez-de-chaussée, comprenant :

Au rez-de-chaussée : un appartement de type 3,

A l'étage : un appartement de type 3 avec terrasse

Dépendances diverses, et jardin attenant

### 3ent

Une propriété bâtie, située sur ladite Commune d'Istres

Et figurant au cadastre rénové de ladite Commune sous les références suivantes :

SECTION	N°	LIEUDIT OU VOIE	NATURE	CONTENANCE		
				HA	A	CA
BT	71	TOUR DE L'ETANG L'OLIVI			89	06

## I / EN CE QUI CONCERNE LE SECOND ARTICLE :

**Diverses parcelles de terre situées sur la Commune de MIRAMAS, et figurant au cadastre rénové de ladite Commune sous les références suivantes :**

SECTION	N°	LIEUDIT OU VOIE	NATURE	CONTENANCE		
				HA	A	CA
B	3934	COUVENT		1	03	40
B	3937	COUVENT			1	99
B	3938	COUVENT		1	84	75
B	3941	COUVENT			20	13
B	3897	COMBE			43	64
B	3899	COMBE			12	73
B	3901	COMBE			60	53
B	3904	COMBE			2	72

B	3907	COMBE			74	20
B	3908	COMBE				84
B	3910	COMBE			66	16
B	3911	COMBE			5	65
B	3912	COMBE			47	45
B	3887	MOURRE BLANC		1	44	32
B	3890	MOURRE BLANC		1	66	17
B	3893	MOURRE BLANC		5	73	11
B	417	PALOUQUIN			80	12
B	418	PALOUQUIN			11	70
B	439	PALOUQUIN			18	52
B	440	PALOUQUIN			30	66
B	441	PALOUQUIN		1	08	40
AM	60	AV DU LEVANT		3	02	97
AK	14	AV DU LEVANT		3	93	10
B	39	COUVENT			14	42
B	3925	COUVENT		1	43	39
B	3927	COUVENT		3	57	32
B	3930	COUVENT		9	51	53
B	3931	COUVENT				18
B	74	COMBE		9	13	62
B	75	COMBE			53	90
B	77	COMBE			25	95
B	78	COMBE			42	69
B	79	COMBE			40	38
B	80	COMBE		1	40	02
B	81	COMBE			12	32
B	82	COMBE			10	60
B	83	COMBE			4	37
B	84	COMBE		1	96	83
B	85	COMBE			10	95
B	1250	COMBE		1	43	94

B	1251	COMBE		5	13	19
B	1252	COMBE				85
B	1255	COMBE			12	34
B	1724	COMBE			27	46
B	1727	COMBE				44
B	1728	COMBE				43
AP	138	TAUSSANNE BAUQUIERES			16	62
AP	98	PALOUQUIN		1	23	39
B	1206	PALOUQUIN			95	20
B	1207	PALOUQUIN		5	45	38
B	426	PALOUQUIN			6	40
B	427	PALOUQUIN			49	45
B	428	PALOUQUIN			13	87
B	429	PALOUQUIN				9
AT	173	PALOUQUIN		1	27	01
AV	54	COUGNIL			12	17
AV	55	COUGNIL			6	13
AV	53	COUGNIL			3	70
AV	56	COUGNIL			4	01
AV	52	COUGNIL			7	78

### **ORIGINE PARCELLAIRE**

Pour une meilleure compréhension de l'effet relatif qui va suivre, il est ici rappelé :

#### **En ce qui concerne les biens visés sous l'article PREMIER**

- ☞ -La parcelle cadastrée section AB numéro 4 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section G Numéro 6.
- La parcelle cadastrée section AB numéro 7 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section G Numéro 9.
- La parcelle cadastrée section AB numéro 28 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section G Numéro 482.
- La parcelle cadastrée section AB numéro 29 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section G Numéro 19.
- La parcelle cadastrée section AB numéro 30 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section G Numéro 15.
- La parcelle cadastrée section AB numéro 31 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section G Numéro 18.

-La parcelle cadastrée section AB numéro 33 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section G Numéro 16.

-La parcelle cadastrée section AB numéro 34 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section G Numéro 14.

-La parcelle cadastrée section AB numéro 36 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section G Numéro 12.

-La parcelle cadastrée section AB numéro 37 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section G Numéro 465.

-La parcelle cadastrée section AB numéro 38 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section G Numéro 10.

-La parcelle cadastrée section AB numéro 39 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section G Numéro 5.

-La parcelle cadastrée section AB numéro 40 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section G Numéro 4.

-La parcelle cadastrée section AC numéro 49 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section G Numéro 469.

-La parcelle cadastrée section AC numéro 55 provient de la réunions des parcelles qui figuraient à l'ancien cadastre de ladite Commune section G Numéros : 166, 181, 182, 183, et 506.

-La parcelle cadastrée section AC numéro 61 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section G Numéro 176.

Ainsi qu'il résulte d'un procès verbal du cadastre publié au 2<sup>ème</sup> bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 30 mai 1988 volume 88P numéro 3179.

✎ -La parcelle cadastrée section BM numéro 27 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section I Numéro 348.

-La parcelle cadastrée section BT numéro 69 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section C Numéro 143.

-La parcelle cadastrée section BT numéro 70 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section C Numéro 280 .

-La parcelle cadastrée section BT numéro 71 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section C Numéro 139

-La parcelle cadastrée section BT numéro 78 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section C Numéro 140

Ainsi qu'il résulte d'un procès verbal du cadastre publié au 2<sup>ème</sup> bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 5 septembre 1989 volume 89P numéro 5612.

## **2-En ce qui concerne les biens visés sous l'article SECOND**

❶ ✎ Les parcelles cadastrées section B numéro 3934 et 3937 proviennent de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section B numéro 41.

-La parcelle cadastrée section B numéro 3938 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section B Numéro 42

-La parcelle cadastrée section B numéro 3941 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section B Numéro 43

-La parcelle cadastrée section B numéro 3897 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section B Numéro 57

-La parcelle cadastrée section B numéro 3899 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section B Numéro 60

- La parcelle cadastrée section B numéro 3901 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section B Numéro 61
- La parcelle cadastrée section B numéro 3904 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section B Numéro 62
- La parcelle cadastrée section B numéro 3907 et 3908 proviennent de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section B numero 63
- La parcelle cadastrée section B numéro 3911 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section B Numéro 87
- La parcelle cadastrée section B numéro 3912 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section B Numéro 88
- La parcelle cadastrée section B numéro 3887 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section B Numéro 91
- La parcelle cadastrée section B numéro 3890 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section B Numéro 92
- La parcelle cadastrée section B numéro 3893 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section B Numéro 1138
- La parcelle cadastrée section B numéro 3925 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section B Numéro 37
- La parcelle cadastrée section B numéro 3927 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section B Numéro 38
- Les parcelles cadastrées section B numéro 3930 et 3931 proviennent de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de la commune section B 40.

Ainsi qu'il résulte d'un procès verbal du cadastre publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 20 janvier 2006 volume 2006P numéro 626.

↳ La parcelle cadastrée section AK numéro 14 provient de la réunion des parcelles qui figuraient à l'ancien cadastre de ladite Commune section B numéros 1381, 3372, 3573, 4104, 20, 3914, 3916, 23, 24, 25, 4022.

Ainsi qu'il résulte d'un procès verbal du cadastre du 9 décembre 2005 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 9 décembre 2005 volume 2005P numéro 12932.

↳ La parcelle cadastrée section AM numéro 60 provient de la réunion des parcelles qui figuraient à l'ancien cadastre de ladite Commune section B numéros 4105, 3920, 3923, 4021, 3918, 3919,

Ainsi qu'il résulte d'un procès verbal du cadastre du 9 décembre 2005 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 9 décembre 2005 volume 2005P numéro 12932.

↳ La parcelle cadastrée section B numéro 3925 provient de la division de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B numéros 37,

Ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal du cadastre du 2 décembre 2004 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 20 janvier 2005 volume 2005P numéro 626.

↳ La parcelle cadastrée section B numéro 3927 provient de la division de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B numéros 38,

Ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal du cadastre du 2 décembre 2004 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 20 janvier 2005 volume 2005P numéro 626.

↳ Les parcelles cadastrées section B numéro 3930 et B 3931, provenaient elles-mêmes de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B numéro 40.

Ainsi qu'il résulte d'un procès-verbal du cadastre du 2 décembre 2004 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 20 janvier 2005 volume 2005P numéro 626.

↳ La parcelle cadastrée section B numéro 1724 provient de la division de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B numéro 86.

Ainsi qu'il résulte d'un acte administratif du cadastre du 12 décembre 1978 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, les 31 janvier et 12 mars 1979 volume 3689 numéro 13.

↳ Les parcelles cadastrées section B numéro 1727 et 1728, provenaient elles-mêmes de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B numéro 73.

Ainsi qu'il résulte d'un acte administratif du cadastre du 12 décembre 1978 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, les 31 janvier et 12 mars 1979 volume 3689 numéro 13.

↳ La parcelle cadastrée section AP numéro 138 provient de la division de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B numéro 911.

Ainsi qu'il résulte d'un acte administratif du cadastre du 9 décembre 2005 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 9 décembre 2005 volume 2005P numéro 12932

↳ La parcelle cadastrée section AP numéro 98 provient de la réunion des parcelles qui figuraient à l'ancien cadastre de ladite Commune section B numéros 1289 et 2692

Ainsi qu'il résulte d'un acte administratif du cadastre du 9 décembre 2005 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 9 décembre 2005 volume 2005P numéro 12932

↳ -La parcelle cadastrée section AV numéro 53 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B 694.

-La parcelle cadastrée section AV numéro 54 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B 692.

-La parcelle cadastrée section AV numéro 555 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B 699

-La parcelle cadastrée section AV numéro 56 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B 696

-La parcelle cadastrée section AV numéro 52 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B 2740

-La parcelle cadastrée section AT numéro 173 provient de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B 396



Ainsi qu'il résulte d'un acte administratif du cadastre du 28 avril 2005 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 29 avril 2005 volume 2005P numéro 4215.

② Les parcelles cadastrées section B numéro 3372 et B 3573, provenaient elles-mêmes de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B numéros 1385.

Ainsi qu'il résulte d'un procès verbal du cadastre du 31 juillet 2000 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 31 juillet 2000 volume 2000P numéro 8808.

Les parcelles cadastrées section B numéro 3920 et 3922, provenaient elles-mêmes de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section 3250 .

Ainsi qu'il résulte d'un procès verbal du cadastre du 2 décembre 2004 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 20 janvier 2005 volume 2005P numéro 626.

La parcelle cadastrée section B numéro 3923, provenait elle-même de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section 3252 .

Ainsi qu'il résulte d'un procès verbal du cadastre du 2 décembre 2004 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 20 janvier 2005 volume 2005P numéro 626.

La parcelle cadastrée section B numéro 4021, provenait elle-même de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B numéros 26.

Ainsi qu'il résulte d'un procès verbal du cadastre du 3 septembre 2004 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 6 septembre 2004 volume 2004P numéro 9550.

Les parcelles cadastrées section B numéros 3918 et 3919, provenaient elles-mêmes de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B numéros 27

Ainsi qu'il résulte d'un procès verbal du cadastre du 2 décembre 2004 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 20 janvier 2005 volume 2005P numéro 626.

La parcelle cadastrée section B numéro 2740, provenait elle-même de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B numéros 695

Ainsi qu'il résulte d'un acte reçu par Me LAGNEL, notaire à Istres, le 4 septembre 1992, publié au premier bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 22 septembre 1992, volume 92P numéro 8407.

③ La parcelle cadastrée section B numéro 4104, provenait elle-même de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B numéros 1386

Ainsi qu'il résulte d'un procès verbal du cadastre du 7 février 2005 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 7 février 2005 volume 2005P numéro 1831

La parcelle cadastrée section B numéro 3916, provenait elle-même de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B numéros 22

Ainsi qu'il résulte d'un procès verbal du cadastre du 2 décembre 2004 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 20 janvier 2005 volume 2005P numéro 1831.

↳ La parcelle cadastrée section B numéro 3914, provenait elle-même de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B numéros 21.

Ainsi qu'il résulte d'un procès verbal du cadastre du 2 décembre 2004 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 20 janvier 2005 volume 2005P numéro 1831.

↳ La parcelle cadastrée section B numéro 4022, provenait elle-même de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B numéros 26.

Ainsi qu'il résulte d'un procès verbal du cadastre du 3 septembre 2004 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 6 septembre 2004 volume 2004P numéro 9550.

↳ La parcelle cadastrée section B numéro 3250, provenait elle-même de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B numéros 29.

Ainsi qu'il résulte d'un procès verbal du cadastre du 12 mai 1999 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 30 juin 1999 volume 99P numéro 7132.

↳ La parcelle cadastrée section B numéro 3252, provenait elle-même de la parcelle qui figurait à l'ancien cadastre de ladite Commune section B numéros 32

Ainsi qu'il résulte d'un procès verbal du cadastre du 12 mai 1999 publié au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 30 juin 1999 volume 99P numéro 7132.

#### **EFFET RELATIF**

##### **En ce qui concerne les biens visés sous l'article PREMIER**

↳ En ce qui concerne les parcelles A numéros 953, 955, 956, 958, AC numéro 51, BA numéro 348, BC numéros 7, 10, 26, K numéro 52, 53, 54, 209, 359, 397, 399.

Acquisition suivant acte administratif en date du 28 décembre 2007 publié au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 16 janvier 2008 volume 2008P numéro 272.

↳ En ce qui concerne les parcelles AB numéros 4, 7, 28, 29, 30, 31, 33, 34, 36, 37, 38, 39, 40, G numéros 246, 247, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 334, 338, 339, 361, 367, 368, 436, 437, 440, 441, 442, 443.

Acquisition suivant acte reçu par Me BANON, lors notaire à ISTRES, en date du 26 novembre 1971 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 6 décembre 1971 volume 90 numéro 11.

↳ En ce qui concerne les parcelles A numéros 482 et 702 K numéros 355 et 356.

Acquisition suivant acte reçu par Me BANON, lors notaire à ISTRES, les 18, 20 et 26 janvier 1983 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 7 février 1983 volume 3988 numéro 18.

L

↳ En ce qui concerne les parcelles AC numéros 49 et partie de la AC 55 ( ex G 183,182 et 166) :

Acquisition suivant acte reçu par Me BANON, lors notaire à ISTRES, le 8 novembre 1973 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 10 décembre 1973 numéro 648 volume 12.

↳ En ce qui concerne une partie de la AC 55( ex G 181 et 506) :

Acquisition suivant acte reçu par Me BANON, lors notaire à ISTRES, le 8 novembre 1973 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 10 décembre 1973 numéro 665 volume 2.

↳ En ce qui concerne la parcelle AC numéros 61 :

Acquisition suivant acte reçu par Me BANON, lors notaire à ISTRES, le 26 mai 1982 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 3 juin 1982 volume 3719 numéro 5.

↳ En ce qui concerne la parcelle BM numéros 27 :

Acquisition suivant acte reçu par Me BANON, lors notaire à ISTRES, le 12 juin 1974 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 1<sup>er</sup> juillet 1974 volume 864 numéro 7

↳ En ce qui concerne les parcelles BT numéros 69, 70, 71 et 78 :

Acquisition suivant acte reçu par Me BANON, lors notaire à ISTRES, le 15 novembre 1974 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 21 janvier 1975 volume 1046 numéro 6.

↳ En ce qui concerne la parcelle CL 223 et le lot 2 de la CL numéro 222

Acquisition suivant acte reçu par Maître CEAGLIO des 15, 24 et 28 février 1994 publié au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 11 mars 1994 - Volume 94P n° 1519.

### **En ce qui concerne les biens visés sous l'article SECOND**

↳ En ce qui concerne les parcelles cadastrées B numéros 74, 75, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 1250, 1251, 1252, 1255, 1724, 1727, 1728,

Acquisition suivant acte administratif en date du 1<sup>ER</sup> février 2008 publié au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 7 février 2008 volume 2008P numéro 1590.

↳ En ce qui concerne les parcelles cadastrées B numéros 1206, 1207, 426, 427, 428, 429, AP Numéros 138 et 98, AT numéro 173, et AV numéros 52.54, 55, 53, et 56.

Acquisition suivant acte administratif en date du 12 mars 2008 publié au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 20 mars 2008 volume 2008P numéro 3313.

↳ En ce qui concerne les parcelles cadastrées B numéros 3934, 3937, 3938, 3941, 3897, 3899, 3901, 3904, 3907, 3908, 3910, 3911, 3912, 3887, 3890, 3893, 39, 3925, 3927, 3930, 3931, AK numéro 14, AM numéro 60,

Acquisition suivant acte administratif en date du 6 juin 1974 publié au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 11 juin 1974 volume 1401 numéro 16.

↳ En ce qui concerne les parcelles cadastrées B numéros 417, 418 et B 441

Acquisition suivant acte administratif en date du 5 décembre 1973 publié au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 6 décembre 1973 volume 1143 numéro 13.

↳ En ce qui concerne les parcelles cadastrées B numéros 439 et B 440

Acquisition suivant acte administratif en date du 12 juillet 1973 publié au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 19 juillet 1973 volume 959 numéro 19.

### **CHARGES ET CONDITIONS**

La présente cession a lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière et notamment sous celles figurant ci-après en seconde partie que L'ACQUEREUR s'oblige à exécuter et à accomplir.

### **PROPRIETE-JOUISSANCE**

L'ACQUEREUR sera propriétaire de l'immeuble au moyen et par le seul fait des présentes à compter de ce jour.

Il en aura la jouissance également à compter de ce jour par la prise de possession réelle, l'immeuble étant libre de toute location et occupation ainsi que le VENDEUR le déclare, **à l'exception des trois bâtis visés au premier article, qui sont vendus occupés, savoir :**

↳ En ce qui concerne le lot numéro 2 de la parcelle cadastre CL 222 : par Madame Nathalie POLO-FOUQUET, laquelle occupe le bien en vertu d'une convention d'occupation précaire.

A cet égard le VENDEUR déclare avoir adressé, par lettre recommandée avec accusé de réception, en date du 6 janvier 2010, à ladite Mme POLO-FOUQUET, la résiliation de ladite convention. Copie dudit courrier est demeurée ci-annexée aux présentes après mention.

Aux termes de ce courrier, il a été indiqué à Mme POLO-FOUQUET qu'elle devait quitté les lieux dans les trois mois de la réception de ce courrier.

Il est ici expressément convenu entre les parties, que L'ACQUEREUR prendra le bien en l'état, aucun remboursement de loyer ou de dépôt de garantie ne sera effectué par le VENDEUR.

L'ACQUEREUR. fera son affaire personnelle de la bonne libération des lieux, sans recours contre le VENDEUR.

↳ En ce qui concerne le bâti édifié sur la parcelle cadastre CL 223 : le VENDEUR déclare que ce bâtiment est occupé par un occupant sans droit ni titre.

L'ACQUEREUR déclare prendre lesdits biens en l'état, et vouloir expressément en faire son affaire personnelle, sans recours contre le VENDEUR.

L

↳ En ce qui concerne le bâti édifié sur la parcelle cadastre BT 71 : le VENDEUR déclare que ce bâtiment est occupé par un occupant sans droit ni titre.

L'ACQUEREUR déclare prendre lesdits biens en l'état, et vouloir expressément en faire son affaire personnelle, sans recours contre le VENDEUR.

### **PRIX**

#### **1 En ce qui concerne les biens vendus à l'ARTICLE PREMIER**

Cette cession est consentie et acceptée moyennant le prix de **TROIS MILLIONS SEPT CENT QUARANTE-SIX MILLE CENT SOIXANTE-CINQ EUROS ET TRENTE-DEUX CENTIMES (3.746.165,32€).**

Il est ici rappelé que ce prix a été convenu entre les parties, à charge pour l'ACQUEREUR de procéder, à ses frais exclusif, à l'établissement des diagnostics relatifs à la pollution du site, et le cas échéant, à la dépollution de celui-ci, ainsi qu'il a été dit dans l'exposé qui précède.

#### **2 En ce qui concerne les biens vendus à l'ARTICLE SECOND**

Cette cession est consentie et acceptée moyennant le prix de **TROIS MILLIONS CENT SOIXANTE-DIX-SEPT MILLE CINQ CENT SOIXANTE-NEUF EUROS ET CINQUANTE-QUATRE CENTIMES (3.177.569,54€).**

### **AVIS DU SERVICE DES DOMAINES**

#### **1 En ce qui concerne les biens vendus à l'ARTICLE PREMIER**

Il est ici précisé que la présente cession a été précédée d'un avis du Service du Domaine, en date du 19 novembre 2009 dont copie est demeurée jointe et annexée aux présentes.

#### **2 en ce qui concerne les biens vendus à l'ARTICLE SECOND**

Il est ici précisé que la présente cession a été précédée d'un avis du Service du Domaine, en date du 3 décembre 2009 dont copie est demeurée jointe et annexée aux présentes.

### **PAIEMENT DU PRIX.**

#### **1 En ce qui concerne les biens vendus à l'ARTICLE PREMIER**

Conformément aux dispositions de l'avenant n°1 à la Convention d'achèvement de l'opération d'intérêt national de la ville Nouvelle des Rives de l'Etang de Berre, du 30 décembre 2003, visé dans l'exposé qui précède, le prix de la présente cession est stipulé intégralement payable à terme, par quarts, suivant l'échelonnement suivant :

- A concurrence de 25% du prix de vente, dans le mois suivant la réception de l'expédition de l'acte authentique revêtu des mentions de publicité foncière,
- A concurrence de 25 % du prix de vente, douze mois après le paiement de la première échéance,
- A concurrence de 25 % du prix de vente, douze mois après le paiement de la deuxième échéance,
- A concurrence de 25 % du prix de vente, douze mois après le paiement de la troisième échéance,

Etant ici précisé que, passé le délai d'un mois à compter la réception de l'acte authentique publié, les sommes restant dues seront productives d'intérêts calculés au taux de l'intérêt légal.

A défaut de règlement aux dates d'échéances, les sommes dues en capital et intérêt porteront elles-mêmes intérêt au taux légal majoré de 4 points.

Le VENDEUR requiert l'ACQUEREUR de faire effectuer le paiement du prix entre les mains de Madame Michèle GAUCI-MAROIS, agissant en vertu de la délégation de pouvoirs qui lui a été consentie par Monsieur Patrick GATIN, Trésorier Payeur Général des Bouches du Rhône, en date du 23 mai 2008, ci-avant analysée.

Le représentant du SAN OUEST PROVENCE, es-qualité, oblige ledit établissement public à payer ledit prix entre les mains de ladite Madame Michèle GAUCI-MAROIS au vu du certificat du Notaire prévu à l'annexe 1 de l'article D 1617-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par le décret n° 2003-301 du 02 avril 2003, aux dates sus indiquées.

Le règlement de ce mandat entre les mains de ladite Madame Michèle GAUCI-MAROIS libèrera entièrement et définitivement le SAN OUEST PROVENCE envers le VENDEUR au titre de la présente vente.

## **2 en ce qui concerne les biens vendus à l'ARTICLE SECOND**

Conformément aux dispositions de l'avenant n°1 à la Convention d'achèvement de l'opération d'intérêt national de la ville Nouvelle des Rives de l'Etang de Berre, du 30 décembre 2003, visé dans l'exposé qui précède, le prix de la présente cession est stipulé intégralement payable à terme, par quarts, suivant l'échelonnement suivant :

- A concurrence de 25% du prix de vente, dans le mois suivant la réception de l'expédition de l'acte authentique revêtu des mentions de publicité foncière,
- A concurrence de 25 % du prix de vente, douze mois après le paiement de la première échéance,
- A concurrence de 25 % du prix de vente, douze mois après le paiement de la deuxième échéance,
- A concurrence de 25 % du prix de vente, douze mois après le paiement de la troisième échéance,

Etant ici précisé que, passé le délai d'un mois à compter la réception de l'acte authentique publié, les sommes restant dues seront productives d'intérêts calculés au taux de l'intérêt légal.

A défaut de règlement aux dates d'échéances, les sommes dues en capital et intérêt porteront elles-mêmes intérêt au taux légal majoré de 4 points.

Le VENDEUR requiert l'ACQUEREUR de faire effectuer le paiement du prix entre les mains de Madame Michèle GAUCI-MAROIS, agissant en vertu de la délégation de pouvoirs qui lui a été consentie par Monsieur Patrick GATIN, Trésorier Payeur Général des Bouches du Rhône, en date du 23 mai 2008, ci-avant analysée.

Le représentant du SAN OUEST PROVENCE, es-qualité, oblige ledit établissement public à payer à payer ledit prix entre les mains de ladite Madame Michèle GAUCI-MAROIS au vu du certificat du Notaire prévu à l'annexe 1 de l'article D 1617-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par le décret n° 2003-301 du 02 avril 2003, aux dates sus indiquées.

Le règlement de ce mandat entre les mains de ladite Madame Michèle GAUCI-MAROIS libèrera entièrement et définitivement le SAN OUEST PROVENCE envers le VENDEUR au titre de la présente vente.

**RESERVE DE PRIVILEGE ET ACTION RESOLUTOIRE**

A la sûreté et garantie du paiement du solde du prix de la présente vente et de tous frais et accessoires l'IMMEUBLE vendu demeure affecté par privilège spécial expressément réservé au VENDEUR, indépendamment de l'action résolutoire.

**AFFECTATION DU PRIX**

Le produit de l'aliénation de l'immeuble sera affecté au Budget Général de l'ETAT.

**DECLARATIONS POUR L'ADMINISTRATION**

En application des dispositions de l'article 26 de la loi de finances rectificative pour 2000, le présent acte ne donne lieu à aucune indemnité ni perception d'impôts, de droits ou taxes ou à aucun versement de salaires ou honoraires au profit des agents de l'Etat.

**IMPOT SUR LA PLUS-VALUE**

Sans objet eu égard à la qualité du Vendeur.

**FIN DE PARTIE NORMALISEE**



#### **4-) FRAIS - DROITS ET EMOLUMENTS**

L'ACQUEREUR paiera tous les frais, droits et émoluments des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, en application de l'article 1593 du Code Civil, à **l'exception des émoluments du présent acte, qui resteront à la charge de l'Etat.**

#### **DECLARATIONS**

##### **1/- Concernant l'état-civil et la capacité des parties**

Le représentant du SAN OUEST PROVENCE déclare :

- qu'il ne se trouve pas frappé d'incapacité légale d'exercer ses fonctions;
- que la délibération du SAN OUEST PROVENCE en vertu de laquelle il agit aux présentes n'a fait l'objet, à ce jour, d'aucun recours ou annulation.

##### **2/- Concernant l'IMMEUBLE cédé**

Le représentant de l'Etat déclare sous sa responsabilité, concernant l'IMMEUBLE cédé, qu'il fait partie du domaine privé de l'Etat.

##### **3/- Concernant la copropriété dans laquelle est situé le lot numéro 2 de la parcelle CL 222.**

Le VENDEUR déclare :

- qu'aucun syndic n'administre la copropriété de l'IMMEUBLE.
- subroger expressément l'ACQUEREUR, qui l'accepte, dans tous les droits et actions susceptibles d'être exercés à l'encontre de toute assemblée des copropriétaires.
- et qu'à sa connaissance, il n'existe pas de travaux en cours ou votés.

Le notaire soussigné a informé les parties aux présentes, que ce de fait, il sera dans l'impossibilité de procéder à la notification des présentes conformément à l'article 20 de la loi numéro 65-557 du 10 juillet 1965 d'une part et d'autre part conformément à l'article 6 du décret numéro 67-223 du 17 mars 1967.

#### **VESTIGES IMMOBILIERS ARCHEOLOGIES-AVERTISSEMENT**

Maître COURANT, notaire rédacteur des présentes, rappellent aux parties qu'aux termes de l'article 552 du Code Civil *« La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous. Le propriétaire peut faire au-dessus toutes les plantations et constructions qu'il juge à propos, sauf les exceptions établies au titre Des servitudes ou services fonciers. Il peut faire au-dessous toutes les constructions et fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir, sauf les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines, et des lois et règlements de police »*.

Toutefois, les dispositions de l'article 18-1 de la loi numéro 2001-44 du 17 janvier 2001 disposent que *« s'agissant des vestiges archéologiques immobiliers, il est fait exception aux dispositions de l'article 552 du Code Civil »*.

Il y a lieu de distinguer entre :

- Le vestige archéologique immobilier enfoui ou dissimulé, et donc ignoré du propriétaire du sol, la propriété de ce vestige ne peut être acquise par prescription ni encore moins par titre. Ce vestige appartient à l'Etat quel qu'en soit le découvreur ou « inventeur ». Un dédommagement est prévu pour les propriétaires des terrains traversés à l'effet d'accéder à ce vestige. Si la découverte du vestige est effectuée par le

### **URBANISME - VOIRIE**

L'ACQUEREUR dispense expressément le notaire soussigné de la production d'un certificat d'urbanisme concernant l'immeuble vendu, déclarant parfaitement connaître la situation dudit immeuble au regard des règles d'urbanisme, et en faire son affaire personnelle.

### **ABSENCE DE DROIT DE PRIORITE**

Ainsi qu'il a été dit dans l'exposé qui précède, la présente cession constituant une l'aliénation, par l'Etat, d'immeubles en vue de réaliser les opérations d'intérêt national mentionnées au premier alinéa de l'article L. 121-2, entre dans le champ d'application de l'article L 240-2 du Code de l'Urbanisme, lequel article énumère les cas où le droit de priorité ne trouve pas à s'appliquer.

### **ORIGINE DE PROPRIETE**

Les parties dispensent le notaire soussigné d'établir plus longuement ici l'origine de propriété de L'IMMEUBLE, déclarant vouloir s'en référer aux anciens titres visés au paragraphe effet relatif.

### **CHARGES ET CONDITIONS GENERALES**

La cession est faite sous les charges et conditions que L'ACQUEREUR s'oblige à exécuter et à accomplir, savoir :

#### **1-) ETAT - MITOYENNETE - DESIGNATION - CONTENANCE**

L'IMMEUBLE est cédé dans son état actuel, sans garantie de la contenance indiquée, la différence avec celle réelle, même supérieure à un vingtième, devant faire le profit ou la perte de l'ACQUEREUR.

Le VENDEUR ne sera pas tenu à la garantie des vices cachés pouvant affecter le sol ou le sous-sol.

Pour le cas où le VENDEUR serait un professionnel de l'immobilier, la clause d'exonération des vices cachés ne pourra pas s'appliquer. Il devra en outre garantir à l'acquéreur la contenance indiquée à un vingtième près ainsi qu'il est prévu à l'article 1619 du Code civil.

En outre, le VENDEUR déclare que l'immeuble cadastré Section CL numéro 222, ci-dessus plus amplement désigné, est actuellement affectée d'une fuite en toiture. Le VENDEUR s'oblige à remédier à ce désordre, dans les meilleurs délais .

#### **2-) SERVITUDES**

Il profitera des servitudes actives et supportera celles passives conventionnelles ou légales, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever l'IMMEUBLE cédé.

#### **DECLARATION DU VENDEUR**

LE VENDEUR déclare qu'il n'a créé, ni laissé créer aucune servitude sur l'IMMEUBLE cédé, et qu'à sa connaissance il n'en existe pas d'autres que celles pouvant résulter de la situation des lieux, de la loi, des règles d'urbanisme .

#### **3-) IMPOTS**

Il acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance tous les impôts, contributions, taxes et charges de toute nature auxquels l'IMMEUBLE peut et pourra être assujéti, étant précisé à ce sujet que la taxe foncière se répartira prorata temporis entre VENDEUR et l'ACQUEREUR..

propriétaire du sol, ce dernier pourra toucher une indemnité en cas d'exploitation commerciale, indemnité soit forfaitaire soit liée aux résultats de l'exploitation. Le tout, bien entendu, si le vestige en question présente un intérêt scientifique ou historique. Lorsque le vestige n'est pas incorporé au domaine public, il peut être cédé à l'amiable par l'Etat, et si dans les six mois de la découverte l'immeuble n'est ni incorporé au domaine public ni cédé à l'amiable, l'Etat est censé avoir renoncé à sa propriété, le propriétaire du fonds peut alors demander au préfet de constater cette renonciation par un acte qui doit être publié au bureau des hypothèques, le tout aux termes des dispositions du décret numéro 2002-89 du 16 janvier 2002.

- Le vestige archéologique non enfoui ou non dissimulé mentionné dans les actes fait titre de propriété du propriétaire du sol. A défaut de mention dans les actes sa propriété pourra être revendiquée par le propriétaire du sol en invoquant la prescription acquisitive.

### **ARCHEOLOGIE PREVENTIVE**

Les parties sont informées, d'une part, qu'en vertu de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 et du décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002, le préfet de région a la possibilité de demander l'établissement d'un diagnostic en matière d'archéologie préventive et, d'autre part, des conséquences qui peuvent en résulter tant sur les pièces d'urbanisme que sur les délais.

### **ENVIRONNEMENT**

#### **Rappel Législatif :**

Les parties reconnaissent à ce sujet que le notaire soussigné les a informés des dispositions dudit article L514-20 du Code de l'Environnement, ci-après relatées :

*"Lorsqu'une installation soumise à autorisation a été exploitée sur un terrain, le vendeur de ce terrain est tenu d'en informer par écrit l'acheteur ; il l'informe également pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation.*

*Si le vendeur est l'exploitant de l'installation, il indique également par écrit à l'acheteur si son activité a entraînée la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives. L'acte de vente atteste de l'accomplissement de cette formalité.*

*A défaut, l'acheteur a le choix de poursuivre la résolution de la vente ou de se faire restituer une partie du prix ; il peut aussi demander la remise en état du site aux frais du vendeur, lorsque le coût de cette remise en état ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente."*

A cet égard le VENDEUR déclare, sans pouvoir fournir de diagnostic ou étude le confirmant, qu'à sa connaissance :

- le terrain vendu, et tout particulièrement, le terrain de « Rassuen », est susceptible d'être frappé de pollution pouvant résulter notamment de l'exploitation actuelle ou passée ou de la proximité d'une installation soumise à autorisation (loi numéro 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement).

- il a pu être déposé, ou utilisé sur le terrain ou enfoui dans celui-ci, des déchets ou substances quelconques telles que, par exemple, amiante, PCB (polychlorobiphényles) ou

L

PCT (Polychloroterphényles), directement ou dans des appareils ou installations pouvant entraîner des dangers ou des inconvénients pour la santé de l'environnement.

- il a pu être exercé sur le terrain ou les terrains voisins d'activités entraînant des dangers ou inconvénients pour la santé ou l'environnement (notamment air, eaux superficielles ou souterraines, sols ou sous-sols), notamment celles visées par la loi numéro 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

- il est susceptible de contenir en son sous-sol une pollution.

#### **DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'ACQUEREUR**

L'**ACQUEREUR** reconnaît que le **VENDEUR** a satisfait à son obligation d'information résultant de l'article L 514-20 du Code de l'Environnement.

L'**ACQUEREUR** s'engage à faire réaliser, avant toute vente, afin que le **VENDEUR** ne soit jamais inquiété par d'éventuel sous-acquéreur,

- un diagnostic environnemental ( de type « phase 1 » ou « phase 2 »)
- les travaux de dépollution du site nécessaires,
- et de manière générale, les travaux qui pourraient être préconisés par la Préfecture et la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE), et les travaux éventuellement nécessaires pour une remise en état du site.

L'**ACQUEREUR** s'engage :

- à transmettre dans les meilleurs délais au **VENDEUR**, l'ensemble des études, diagnostics, audits..., relatifs à l'état de pollution du site et aux éventuels travaux à réaliser (rapport de fin de travaux, études complémentaires...) et notamment ceux nécessaires à l'obtention du récépissé de cessation d'activité pour transmission à la Préfecture des BOUCHES-DU-RHONE, si besoin était.

- à répondre aux demandes de l'administration de quelque nature que ce soit dans les délais qui lui seront imposés,

- à entreprendre tous travaux ou démarches qui lui seraient imposés par l'administration, dans les délais qui lui seront impartis.

- à informer sans délai le **VENDEUR** de tout événement susceptible de porter atteinte à la bonne exécution des travaux de réhabilitation du site.

- à mener à bien toutes les actions, négociations nécessaires à l'obtention du récépissé des éventuelles déclaration de cessation d'activité et du procès-verbal de recollement relatif aux arrêtés préfectoraux qui pourraient être notifiés au **VENDEUR**.

Le **VENDEUR** pourra à tout moment accéder au site pendant toute la durée des travaux et plus généralement pendant la durée des éventuelles prescriptions imposées par l'administration.

#### **Garantie**

Les Parties rappellent qu'il résulte de leur accord que le **VENDEUR** ne supportera aucune somme au titre de la remise en état du **BIEN**, le prix de la présente vente tenant compte, ainsi qu'il a été dit en première partie de l'acte, de cette situation

Par conséquent dans l'hypothèse où, malgré les engagements de l'**ACQUEREUR**, le **VENDEUR** devait être amené à payer une dépense au titre de la remise en état du **BIEN** sur demande formelle de l'administration, l'**ACQUEREUR** devra rembourser cette somme dans les dix jours calendaires de la réception de la demande du **VENDEUR** accompagné du justificatif.

A défaut de paiement à la date convenue, l'**ACQUEREUR** sera redevable d'une pénalité journalière de retard d'un montant égal au taux **EONIA** majoré de quatre points appliqué sur la somme due.

Si l'**ACQUEREUR** ne paye pas les sommes demandées et les pénalités de retard, le **VENDEUR** pourra, si bon lui semble, signifier par voie d'huissier une mise en demeure en indiquant sa volonté de résoudre la vente en cas de non exécution par l'**ACQUEREUR** de ses obligations. A défaut d'exécution sous un mois de la réception de la mise en demeure, la vente pourra être résolue de plein droit, au frais de l'**ACQUEREUR**.

L'**ACQUEREUR** sera redevable envers le **VENDEUR** d'une indemnité forfaitaire et contractuelle arrêtée à cinquante pour cent (50 %) du prix de vente. Cette indemnité pourra faire l'objet par le **VENDEUR**, d'une compensation jusqu'à due concurrence avec les sommes à restituer par ce dernier à l'**ACQUEREUR**.

Une copie exécutoire de l'acte de vente pourra être délivrée au **VENDEUR** à première demande de sa part.

#### CONSEQUENCES DE L'APPLICATION DES PRINCIPES DE PRISE EN CHARGE DES TRAVAUX DE DEPOLLUTION

Une fois ces principes appliqués, l'**ACQUEREUR** renonce d'ores et déjà, à toute action et à tout recours contre le **VENDEUR**, ainsi que contre ses assureurs, trouvant sa cause dans l'état du sous-sol, du sol, et des eaux du site et dû à la présence d'une éventuelle pollution.

L'**ACQUEREUR** s'engage à relever et à garantir le **VENDEUR** de toutes réclamations, recours ou actions dont le **VENDEUR** serait l'objet de la part de tout tiers, en ce compris les pouvoirs publics, à raison de dommages environnementaux relatifs aux lieux d'exploitation quelle qu'en soit l'origine ou les circonstances.

Il est ici rappelé que, compte tenu de l'état de pollution du bien vendu l'**ACQUEREUR** ne pourra pas procéder à une quelconque cession du bien avant d'avoir répondu à ses obligations, telles que visées au paragraphe supra « DECLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'ACQUEREUR »

#### Convention des Parties

La présente vente a lieu sans aucune garantie ni aucune obligation du **VENDEUR** à l'égard de l'**ACQUEREUR** qui fera son affaire personnelle, à ses frais et sous sa responsabilité, des traces résiduelles de déchets ou contaminations et plus généralement de l'état environnemental du **BIEN**, sans aucun recours contre le **VENDEUR**, sur quelque fondement que ce soit, notamment au cas de changement d'usage ou de destination de l'immeuble.

Il y a donc transfert de tous risques éventuels à l'**ACQUEREUR**.

Les éventuelles prescriptions et mesures imposées dans le cadre de la réhabilitation du site a également pour conséquences, d'entraîner diverses sujétions qui s'imposeront tant à l'**ACQUEREUR** qu'à tous les propriétaires successifs des biens objet des présentes.

En raison de l'intuitu personae des relations entre les Parties, l'**ACQUEREUR** ne pourra jamais subrogé un sous-acquéreur dans ses droits à l'encontre du **VENDEUR**.

L

### **FORMALITE DE PUBLICITE FONCIERE**

Une copie authentique de l'acte de vente sera publiée au bureau des hypothèques de la situation de l'IMMEUBLE.

Le VENDEUR sera tenu de rapporter les mainlevées et certificats de radiation à ses frais, dans le mois de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile ci-dessus élu, des inscriptions, transcriptions, publications ou autres empêchements révélés par l'état hypothécaire délivré suite à cette formalité.

### **MARCHE IMMOBILIER DES NOTAIRES**

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières déclarée à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, pour assurer la production d'informations statistiques d'intérêt général.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 26 et 27 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi qu'un droit d'accès et de rectification.

### **REMISE DE TITRES**

Le VENDEUR ne sera pas tenu de délivrer les anciens titres de propriété mais l'ACQUEREUR sera subrogé dans tous ses droits pour se faire délivrer à ses frais ceux dont il pourrait avoir besoin concernant le bien vendu.

### **POUVOIRS**

Les parties, agissant dans un intérêt commun donnent pouvoirs à tous clercs et employés de l'étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes, pour mettre celles-ci en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux et avec ceux d'état civil.

### **CERTIFICAT D'IDENTITE**

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête et à la suite de leur nom lui a été régulièrement justifiée.

**DONT ACTE rédigé sur VINGT-NEUF (29) pages.**

La lecture du présent acte a été donnée aux parties et les signatures de celles-ci sur ledit acte ont été recueillies par le notaire soussigné,

Fait et passé, savoir :

L'an deux mille dix,

- Le huit janvier, au siège du SAN OUEST PROVENCE, en ce qui concerne le représentant du SAN OUEST PROVENCE,
- Le onze janvier , à AIX EN PROVENCE, 10 avenue de la Cible, en ce qui concerne Madame GAUCI-MAROIS.

Et le notaire a lui-même signé le onze janvier deux mille dix.

Les parties approuvent :

- Renvois : un
- Mots rayés nuls : néant
- Chiffres rayés nuls : néant
- Lignes entières rayées nulles : néant
- Barres tirées dans les blancs : néant

Suivent les signatures

**ATTESTATION FINALE :**

Pour les besoins de la publicité foncière, Maître Jean-Christophe LETROSNE , notaire associé soussigné, membre de la Société Civile Professionnelle dénommée " Yves RAYBAUDO, Michel DUTREVIS, Jean-Pierre BRINÈS, Cyril COURANT, Jean-Christophe LETROSNE, Notaires", titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à AIX EN PROVENCE (13100), Hôtel du Poët, Haut du Cours Mirabeau, atteste et certifie qu'il y a lieu d'apporter à l'acte de VENTE ETAT / SAN OUEST PROVENCE DU 11/01/2010, les modifications suivantes :

**Au paragraphe**

**1° ) DESIGNATION**

**I/ EN CE QUI CONCERNE LE PREMIER ARTICLE :**

**A- SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE D'ISTRES (BOUCHES DU RHONE), DIVERSES PARCELLES DE TERRE NON BATIES**

**Il y a lieu de supprimer purement et simplement la parcelle suivante :**

BT	71	TOUR DE L'ETANG L'OLIVI		89	06
----	----	-------------------------	--	----	----

**Au paragraphe :**

L

**EFFET RELATIF :**

**En ce qui concerne les biens visés sous l'article SECOND :**

**Tous les actes ont été publiés au premier bureau des hypothèque d'AIX EN PROVENCE**

Le reste étant sans changement.

Fait à AIX EN PROVENCE, le 19 janvier 2010

**POUR COPIE AUTHENTIQUE** rédigée sur TRENTE pages, délivrée et certifiée comme étant la reproduction exacte de l'original par le notaire soussigné, et ne comportant ni autre renvoi approuvé, ni autre blanc, ligne, mot ou chiffre rayé, et le notaire soussigné approuve la mention sus énoncée.





Le 12 Avril 2011

**ECHANGE**

**SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE  
OUEST PROVENCE /  
Monsieur Clément LIVON**

2011 D N° 6528

Volume : 2011 P N° 3344

Publié et enregistré le 19/05/2011 à la conservation des Hypothèques de

AIX EN PROVENCE 2EME BUREAU

Droits : 273,00 EUR

Salaires : 30,00 EUR

Reçu : Trois cent trois Euros

TOTAL : 303,00 EUR

Le Conservateur,

Marc TRINQUET



10705101

VP/ALB/

**L'AN DEUX MILLE ONZE ,  
LE ONZE AVRIL, à ISTRES (Bouches-du-Rhône), 10, Boulevard Jean-Marie L'Huillier, au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé, pour le 2<sup>ème</sup> échangiste**

**LE DOUZE AVRIL à FOS SUR MER (Bouches-du-Rhône), Hôtel de Ville, pour le 1<sup>er</sup> échangiste,**

**A ISTRES (Bouches-du-Rhône), Impasse du Rouquier, à la Trésorerie d'ISTRES, pour le RECEVEUR MUNICIPAL,**

**Maître Véronique PIOMBO-ODDOUX, Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle « Véronique PIOMBO-ODDOUX et Richard JUMELET », titulaire d'un Office Notarial à ISTRES, 10, Boulevard Jean-Marie L'Huillier,**

**A RECU le présent acte d'ECHANGE.**

#### **IDENTIFICATION DES PARTIES**

##### **"PREMIER ECHANGISTE"**

Le **SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PROVENCE**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département des Bouches-du-Rhône, ayant son siège social à ISTRES CEDEX (13808), Chemin du Rouquier, identifiée au SIREN sous le numéro 241 300 177.

##### **"DEUXIEME ECHANGISTE"**

Monsieur Clément Séraphin **LIVON**, retraité, époux de Madame Chantal Huguette Berthe **SOURISSEAU**, demeurant à ISTRES (13800), Quartier de Pépi, Chemin des Tartugues,

Né à ISTRES (13800) le 10 octobre 1936,

Marié sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de THUILLEY AUX GROSEILLES (54170), le 11 juin 1965.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.



## **INTERVENTION DU COMPTABLE PUBLIC**

Aux présentes et à l'instant même est intervenu et a comparu en tant que de besoin, connaissance prise des présentes dès avant ce jour :

### **DECLARATIONS**

Les co-échangistes déclarent par eux-mêmes ou par leurs représentants que leur nationalité et leur résidence sont celles indiquées en tête des présentes et qu'ils ne sont soumis à aucune mesure pouvant porter atteinte à leur capacité.

### **ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en l'Office Notarial

### **PRESENCE - REPRESENTATION**

- Le SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PROVENCE est représentée à l'acte par Monsieur René RAIMONDI, agissant en sa qualité de vice président du SAN OUEST PROVENCE et autorisé à l'effet des présentes en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes de la délibération n°5/10, en date du 5 février 2010, visée en en Sous-Préfecture d'ISTRES, le 11 février 2010, dont l'original demeure ci-joint et annexé aux présentes.

- Monsieur Clément LIVON est présent à l'acte.

### **DELIBERATION MUNICIPALE**

Le représentant du Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence est spécialement autorisé à réaliser la présente opération pour le compte de celle-ci aux termes d'une délibération motivée de son Bureau en date du 05 février 2010 visée par la Sous-Préfecture d'ISTRES le 11 février 2010, dont une ampliation est demeurée ci-jointe et annexée après mention.

Ladite délibération a été publiée sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance effectué dans la huitaine ainsi que l'article L 2121-25 du Code des général collectivités territoriales le prévoit.

Observation étant faite que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code sus-visé s'est écoulé sans que la Commune ait reçu notification d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif, ainsi que son représentant sus-nommé le déclare.

### **TERMINOLOGIE**

Le mot "échangistes" désigne les « premier échangiste » et « deuxième échangiste », présents ou représentés. En cas de pluralité de chacun d'eux, ils contractent les obligations mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois.

### **ECHANGE**

**LESQUELS ont procédé entre eux à l'ECHANGE ci-après :**

**- A -**

**Le SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PROVENCE  
CEDE à titre d'ECHANGE, en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires et de droit,**



Au profit de :  
Monsieur Clément **LIVON** Qui accepte.

**L'IMMEUBLE** dont la désignation suit :

**DESIGNATION**

A ISTRES (BOUCHES-DU-RHÔNE) 13800 Rassuen.  
Une parcelle de terre.

Cadastré :

Section	N°	Lieudit	Surface
AB	42	RASSUEN	00 ha 57 a 71 ca

Précision étant ici faite que pour l'accès au terrain, le SAN OUEST PROVENCE a obtenu une permission de voirie délivrée le 29 mars 2011 par Monsieur Le Président du Conseil Général des Bouches du Rhône.

Monsieur Clément **LIVON** déclare avoir parfaite connaissance de cette autorisation et notamment de son caractère temporaire. Il déclare vouloir en faire son affaire personnelle.

Tel que ledit **BIEN** se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

**EFFET RELATIF**

Acquisition suivant acte reçu par Maître Germain BANON, Notaire à ISTRES le 17 septembre 1987 dont une copie authentique a été publiée au 2EME bureau des hypothèques de AIX-EN-PROVENCE, le 16 octobre 1987 volume 1987P, numéro 6249.

**- B -**

**EN CONTRE ECHANGE,**

Monsieur Clément **LIVON CEDE** à titre d'**ECHANGE**, en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires et de droit,

Au profit du :

**SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PROVENCE** Qui accepte.

**L'IMMEUBLE** dont la désignation suit :

**DESIGNATION**

A ISTRES (BOUCHES-DU-RHÔNE) (13800) Quartier des Maurettes.  
Une parcelle de terre en nature de verger inculte.

Cadastré :

Section	N°	Lieudit	Surface
AC	62	MAURETTES	00 ha 12 a 97 ca

Tel que ledit **BIEN** se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

## Fiche N° 151 - Facture

### TERRAIN NU AB-43 CESSION AB-42 - Compte 2111

Date mandat	N° facture	Libellé	Montant	Bordereau	Mandat	Ordre	Fournisseur	Date engagement	N° engagement	Date commande	N° commande
31/12/1996		ACQUISITION	30 412,21	0	0	0					
28/07/2011		OONB DELIB 225/11	-3 300,00	0	0	0	TRESORIER				

7594,17

### EFFET RELATIF

- Attestation de propriété suite au décès de Madame Marie Rose Eugénie GUIIS épouse LIVON suivant acte reçu par Maître Maurice AYMES, Notaire à SOLLIES-PONT le 31 janvier 1974 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE, le 6 février 1974 volume 721, numéro 11.

- Attestation de propriété suite au décès de Monsieur Emile LIVON suivant acte reçu par Maître Maurice AYMES, Notaire à SOLLIES-PONT le 17 décembre 1984 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE, le 28 février 1985 volume 4832, numéro 15.

### CHARGES ET CONDITIONS

Le présent échange a lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière qui, ne donnant lieu ni à taxation ni à publicité foncière, seront développées dans la suite de la partie normalisée du présent acte.

### PROPRIETE - JOUISSANCE

Les échangistes seront respectivement propriétaires des immeubles qu'ils reçoivent en vertu de l'échange au moyen et par le seul fait des présentes à compter de ce jour.

Ils en auront la jouissance également à compter de ce jour, par la prise de possession réelle, les immeubles étant libres de toute location, occupation ou réquisition quelconque, ainsi que les échangistes le déclarent sous leur responsabilité.

### REPARTITION DU DROIT DE PROPRIETE

#### Le SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PROVENCE :

Le bien cédé appartenant personnellement à cette partie, le bien reçu en contre-échange lui appartiendra également personnellement.

#### MONSIEUR CLEMENT LIVON :

Le bien cédé appartenant personnellement à cette partie, le bien reçu en contre-échange lui appartiendra également personnellement.

### EVALUATION DES IMMEUBLES ECHANGES

#### SOULTE

Les co-échangistes évaluent, savoir :

#### Le BIEN cédé par le SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PROVENCE :

A la somme de HUIT MILLE SIX CENT CINQUANTE SIX EUROS ET CINQUANTE CENTIMES (8.656,50 EUR).

#### Le BIEN cédé par Monsieur Clément LIVON :

A la somme de TROIS MILLE TROIS CENTS EUROS (3.300,00 EUR).

En conséquence, le présent échange est fait moyennant à la charge de Monsieur LIVON, d'une soulte de CINQ MILLE TROIS CENT CINQUANTE SIX EUROS ET CINQUANTE CENTIMES (5.356,50 EUR).

### PAIEMENT - SOULTE

La somme de CINQ MILLE TROIS CENT CINQUANTE SIX EUROS ET CINQUANTE CENTIMES (5.356,50 EUR), formant le montant de la soulte a été

payée comptant à l'instant même, ainsi qu'il résulte de la comptabilité du notaire soussigné par le redevable, ce que le bénéficiaire reconnaît et en consent bonne et valable quittance.

### **DONT QUITTANCE**

### **INTERVENTION DU COMPTABLE PUBLIC**

Aux présentes et à l'instant même est intervenu et a comparu en tant que de besoin, connaissance prise des présentes dès avant ce jour :

Monsieur Jean-Paul CHABRERIE, Comptable Public de la Trésorerie Principale d'ISTRES.

Lequel déclare prendre acte des modalités de paiement du prix telles qu'elles sont définies ci-dessus.

### **AVIS DU DIRECTEUR DES SERVICES FISCAUX**

En application des dispositions de l'article 23 de la loi numéro 2001-1168 du 11 Décembre 2001, les présentes ont été précédées de l'avis du Directeur des Services Fiscaux Départementaux délivré à la date du 12 Février 2010 pour la parcelle AC 62 et du 6 février 2009 pour la parcelle AB 42, lequel sont demeurés ci-joint et annexé après mention.

### **DECLARATIONS FISCALES**

Le présent échange est exonéré de taxe de publicité foncière en vertu des dispositions de l'article 1040 du Code général des impôts.

### **DROITS**

			<u>Mt à payer</u>
5.356,00	x 3,80 %	=	204,00
5.356,00	x 1,20 %	=	64,00
204,00	x 2,37 %	=	5,00
<b>TOTAL</b>			<b>273,00</b>

Les co-échangistes déclarent que le présent échange est soumis au droit d'enregistrement prévu par l'article 684 du Code général des impôts sur le **BIEN** le plus faible, et au tarif prévu par l'article 1594D dudit code sur le montant de la soulte, comme s'agissant d'un échange d'immeubles.

### **TAXATION DES PLUS-VALUES**

Les **ECHANGISTES** déclarent respectivement :

#### **- Le SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PROVENCE :**

- Que l'immeuble échangé est entré dans son patrimoine par suite de l'acquisition qu'il en a faite suivant acte reçu par Maître Germain BANON, Notaire à ISTRES le 17 septembre 1987 pour une valeur de cent quatre-vingt dix neuf mille quatre cent quatre-vingt onze francs (199.491,00 frs).

- Qu'il n'est pas soumis à l'impôt sur les plus values compte tenu de sa qualité.

#### **- Monsieur LIVON :**

- Que l'immeuble échangé est entré dans son patrimoine par suites des faits et actes suivants, savoir :

- partie pour l'avoir recueillie dans la succession de sa mère, Madame Marie Rose Eugénie GUIZ épouse de Monsieur Emile Aubin LIVON, en son vivant sans profession, née à ALGER (Algérie), le 11 mai 1901, demeurant à ISTRES (13800), Chemin du Cros de la Carrière, et décédée à ISTRES (13800), le 28 septembre 1972, suivant acte reçu par Maître Maurice AYMES, Notaire à SOLLIES-PONT le 31 janvier 1974 pour une valeur de cinq mille euros (5.000,00 eur).

- partie l'avoir recueillie avec d'autres biens dans la succession de son père, Monsieur Emile Aubin LIVON, en son vivant retraité, né à ISTRES (13800), le 11 janvier 1893, demeurant à ISTRES (13800), Chemin du Cros de la Carrière, et décédé à ISTRES (13800), le 24 janvier 1980, suivant acte reçu par Maître Maurice AYMES, Notaire à SOLLIES-PONT le 17 décembre 1984 pour une valeur de cinquante deux mille cinq cent quarante quatre euros et soixante centimes (52.544,60 eur).

- Que le bien remis en échange n'est pas d'une valeur supérieure à 15.000 euros ;

Par suite, il bénéficie de l'exonération des plus-values en vertu des dispositions de l'article 150 U II 6° du Code général des impôts.

L'**ECHANGISTE** déclare dépendre actuellement du centre des impôts de ISTRES 54, Avenue Aldéric Chave 13800 ISTRES et s'engage à signaler à ce dernier tout changement d'adresse.

#### **FIN DE PARTIE NORMALISEE**

#### **PARTIE DEVELOPPEE**

**Cette partie développée comprend les éléments de l'acte d'échange qui ne sont pas nécessaires à la publicité foncière ainsi qu'à l'assiette des droits, taxes, salaires et impôts.**

#### **RENONCIATION A L'ACTION EN REPETITION**

Comme condition expresse du présent échange, les parties déclarent respectivement se désister de l'action en répétition pouvant résulter à leur profit de l'article 1705 du Code civil, pour le cas où l'un d'eux viendrait à être évincé de **L'IMMEUBLE** reçu par lui en échange.

En conséquence, ils renoncent à l'exercice de toute action réelle sur les immeubles échangés, se réservant seulement pour le cas d'éviction une action personnelle en dommages-intérêts.

#### **CHARGES ET CONDITIONS**

Le présent échange est fait sous les charges et conditions ordinaires et de droit et notamment sous celles suivantes que les échangistes s'obligent respectivement à exécuter, savoir :

##### **1 - Garanties**

De prendre **L'IMMEUBLE** présentement échangé dans son état actuel, sans pouvoir exercer aucun recours ni répétition contre le co-échangiste, à raison :

- soit de fouilles, carrières, remblais qui auraient pu être faits et de tous mouvements de terrain qui en résulteraient par la suite, la nature du sol et du sous-sol n'étant pas garantie,
- soit de mitoyennetés, de communautés ou de défauts d'alignement,
- soit enfin, pour erreur dans la désignation ou la superficie sus-indiquée, la différence de mesure en plus ou en moins excédât-elle un/vingtième, devant faire le profit ou la perte de l'échangiste concerné.

*H*



## 2 - Servitudes

De souffrir les servitudes passives de toutes natures, apparentes ou occultes, continues ou discontinues qui peuvent et pourront grever les immeubles échangés sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, le tout s'il en existe, le tout aux risques et périls de chacun des échangistes, sans que la présente clause puisse conférer à qui que ce soit, plus de droits qu'il n'en aurait, en vertu de tous titres réguliers, non prescrits, ou de la loi.

A cet égard, les échangistes déclarent qu'ils n'ont respectivement créé ni laissé acquérir aucune servitude sur les immeubles échangés, et qu'à leur connaissance, il n'en existe aucune autre que celle pouvant être énoncée ci-dessus ou encore résultant de tous titres anciens, de la situation naturelle des lieux, des dispositions d'urbanisme et de la Loi.

## 3 - Impôts et charges

D'acquitter, à compter du jour de l'entrée en jouissance, tous les impôts, contributions et autres charges de toute nature auxquels lesdits immeubles peuvent et pourront être assujettis.

## 4 - Frais

Et de payer tous les frais, droits et émoluments des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

## URBANISME

Sont demeurées ci-jointes et annexées au présent acte, après visa des co-échangistes et mention du Notaire Soussigné, les pièces suivantes :

- En ce qui concerne le terrain sis à ISTRES (BOUCHES-DU-RHÔNE) (13800) Rassuen, cadastrée section AB numéro 42, appartenant au SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PROVENCE

Un certificat d'urbanisme d'information dont l'original est ci-annexé a été délivré le 12 mai 2010, par Monsieur Guy TOMBAREL, Architecte D.P.L.G., Urbaniste diplômé, 84, Boulevard Périer, 13008 MARSEILLE, Conseil de la Chambre des Notaires des Bouches du Rhône.

### « RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU ZONAGE » :

- L'ensemble du Département des Bouches-du-Rhône a été classé en zone de risque d'exposition au **plomb** par Arrêté Préfectoral du 24 Mai 2000. Cet arrêté implique qu'avant toute vente d'immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation construit avant le 1<sup>er</sup> Janvier 1949, un contrôle datant de moins d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat doit être effectué (décret n°2006-474 du 25 Avril 2006).

- Par Arrêté Préfectoral du 19 Juillet 2001, l'ensemble du département des Bouches-du-Rhône est décrété en zone de surveillance et de **lutte contre les termites et autres insectes xylophages**. En cas de cession d'un immeuble bâti, un état parasitaire doit être établi depuis moins de six mois à la date de l'acte authentique (décret n°2006- 1653 du 21 Décembre 2006).

- Suivant les indications du Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), la Commune est exposée aux risques naturels et technologiques ci-dessous :

**feu de forêt, inondation, mouvement de terrain, séisme, risque industriel, risque nucléaire, transport de matières dangereuses.**

La Commune est concernée par:

- un PPR relatif aux mouvements de terrain (glissements) approuvé le 20 Février 1997.

Suivant les dispositions du PLU d'ISTRES approuvé le 28 Septembre 1983, dont la révision simplifiée a été approuvée le 26 Juin 2009, dernièrement modifié le 5 Février 2010, pouvant être modifiées à l'approbation de la révision prescrite :

#### **NOTE PRELIMINAIRE**

**Immeuble situé dans une commune pour laquelle Monsieur le Préfet a ordonné la révision du PLU pour y inclure les zones inondables en cas de crues, de ruissellement des versants par pluies torrentielles, ou d'inondation de plaine.**

**En l'absence d'études détaillées définissant les limites des zones devenues inconstructibles ou constructibles sous conditions suivant ces critères à l'étude, l'administration peut refuser provisoirement d'accorder des demandes d'occupation des sols en confortant sa position par l'article R 111-2 du Code de l'Urbanisme.**

**ZONE NATURELLE** comprenant les parties du territoire communal dont le maintien à l'état naturel doit être assuré.

**SECTEUR ND2** de protection de la nature, où peuvent être admis sous conditions les aménagements et équipements d'infrastructure à usage de loisirs, les équipements publics et d'intérêt public à vocation sportive et de loisirs, les campings et les caravanings sur des terrains d'une superficie minimale de 2 hectares.

#### **AUTRES SERVITUDES D'URBANISME GREVANT L'IMMEUBLE :**

**CET IMMEUBLE EST SITUE DANS une ZONE DE PREEMPTION DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE** créée par A.P du 29/12/82 au bénéfice du Département, et dont Mr le Président du Conseil Général est titulaire du droit de préemption.

PAR CONTRE, CET IMMEUBLE N'EST PAS SITUE DANS :

- une zone soumise au droit de préemption urbain,
- une zone d'aménagement différé.

#### **SERVITUDES D'URBANISME PARTICULIERES :**

En application du décret 2000-892 du 13 Septembre 2000 relatif à la prévention du risque sismique, le territoire de la commune est situé en zone 1 b (sismicité faible) où les constructions doivent respecter les règles de construction parasismique du DTU.

Servitude T5 aéronautique de dégagement.

Cet immeuble n'est pas situé dans le périmètre du syndicat autorisé des Arrosants de Craonne. Par contre, en l'état des servitudes publiques d'urbanisme et des documents du PLU, nous ne pouvons préciser si cet immeuble est situé dans un périmètre d'un autre syndicat autorisé d'arrosants.

Immeuble situé dans un périmètre préventif archéologique sensible où tous les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers nécessitent, suivant la surface du terrain et la nature des travaux envisagés, de consulter préalablement le Service Régional de l'Archéologie (23, boulevard du Roy René, 13617 AIX EN PROVENCE Cedex).

Une autorisation de défrichement devra être éventuellement annexée par le pétitionnaire à toute demande d'occupation ou d'utilisation du sol.

**SERVITUDES D'ALIGNEMENT :** l'Immeuble est intéressé en bord Est par le calibrage à 16 mètres de la RD n°52 (opération de voirie n°67 au bénéfice du Département), (suivant plan extrait du PLU annexé à la présente note de

N

renseignements pour mutation d'un immeuble sans modification de son état). »

- En ce qui concerne le terrain sis à ISTRES (BOUCHES-DU-RHÔNE) (13800) Quartier des Maurettes, cadastrée section AC numéro 62, appartenant à Monsieur LIVON

Un certificat d'urbanisme d'information dont l'original est ci-annexé a été délivré le 12 mai 2010, par Monsieur Guy TOMBAREL, Architecte D.P.L.G., Urbaniste diplômé, 84, Boulevard Périer, 13008 MARSEILLE, Conseil de la Chambre des Notaires des Bouches du Rhône.

#### **« RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU ZONAGE :**

- L'ensemble du Département des Bouches-du-Rhône a été classé en zone de risque d'exposition au **plomb** par Arrêté Préfectoral du 24 Mai 2000. Cet arrêté implique qu'avant toute vente d'immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation construit avant le 1<sup>er</sup> Janvier 1949, un contrôle datant de moins d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat doit être effectué (décret n°2006-474 du 25 Avril 2006).

- Par Arrêté Préfectoral du 19 Juillet 2001, l'ensemble du département des Bouches-du-Rhône est décrété en zone de surveillance et de lutte contre les **termites et autres insectes xylophages**. En cas de cession d'un immeuble bâti, un état parasitaire doit être établi depuis moins de six mois à la date de l'acte authentique (décret n°2006-1653 du 21 Décembre 2006).

- Suivant les indications du Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), la Commune est exposée aux risques naturels et technologiques ci-dessous :

**feu de forêt, inondation, mouvement de terrain, séisme, risque industriel, risque nucléaire, transport de matières dangereuses.**

La Commune est concernée par:

- un PPR relatif aux mouvements de terrain (glissements) approuvé le 20 Février 1997.

Suivant les dispositions du PLU d'ISTRES approuvé le 28 Septembre 1983, dont la révision simplifiée a été approuvée le 26 Juin 2009, dernièrement modifié le 5 Février 2010, pouvant être modifiées à l'approbation de la révision prescrite :

#### **NOTE PRELIMINAIRE**

**Immeuble situé dans une commune pour laquelle Monsieur le Préfet a ordonné la révision du PLU pour y inclure les zones inondables en cas de crues, de ruissellement des versants par pluies torrentielles, ou d'inondation de plaine.**

**En l'absence d'études détaillées définissant les limites des zones devenues inconstructibles ou constructibles sous conditions suivant ces critères à l'étude, l'administration peut refuser provisoirement d'accorder des demandes d'occupation des sols en confortant sa position par l'article R 111-2 du Code de l'Urbanisme.**

**ZONE NATURELLE** comprenant les parties du territoire communal dont le maintien à l'état naturel doit être assuré.

**SECTEUR ND2** de protection de la nature, où peuvent être admis sous conditions les aménagements et équipements d'infrastructure à usage de loisirs, les équipements publics et d'intérêt public à vocation sportive et de loisirs, les campings et les caravanings sur des terrains d'une superficie minimale de 2 hectares.

Immeuble totalement intéressé par une servitude d'espaces boisés classés et donc soumis aux dispositions des articles L 130.1 et suivants du Code de l'Urbanisme. (zone dans laquelle les demandes de défrichement sont irrecevables en raison de cette servitude).

N

**AUTRES SERVITUDES D'URBANISME GREVANT L'IMMEUBLE :**

*CET IMMEUBLE EST SITUE DANS une ZONE DE PREEMPTION DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE créée, par A.P du 29/12/82 au bénéfice du Département, et dont Mr le Président du Conseil Général est titulaire du droit de préemption.*

*PAR CONTRE, CET IMMEUBLE N'EST PAS SITUE DANS :*

- une zone soumise au droit de préemption urbain,
- une zone d'aménagement différé.

**SERVITUDES D'URBANISME PARTICULIERES :**

*En application du décret 2000-892 du 13 Septembre 2000 relatif à la prévention du risque sismique, le territoire de la commune est situé en zone ib (sismicité faible) où les constructions doivent respecter les règles de construction parasismique du DTU.*

*Servitude T5 aéronautique de dégagement.*

*Cet immeuble n'est pas situé dans le périmètre du syndicat autorisé des Arrosants de Crayonne. Par contre, en l'état des servitudes publiques d'urbanisme et des documents du PLU, nous ne pouvons préciser si cet immeuble est situé dans un périmètre d'un autre syndicat autorisé d'arrosants.*

*Immeuble situé dans un périmètre préventif archéologique sensible où tous les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers nécessitent, suivant la surface du terrain et la nature des travaux envisagés, de consulter préalablement le Service Régional de l'Archéologie (23, boulevard du Roy René, 13617 AIX EN PROVENCE Cedex).*

*Servitude 14 : immeuble situé dans une zone de servitudes relatives aux canalisations électriques de distribution générale.*

*L'immeuble n'est pas intéressé par l'emplacement réservé au delà de la limite Sud pour la réalisation du Cimetière des Maurettes (opération n° 28 au bénéfice de la Commune).*

**SERVITUDES D'ALIGNEMENT** : Néant. »

**SERVITUDES**

Les échangistes déclarent que les immeubles dont dépendent les **BIENS** échangés ne sont grevés d'aucune autre servitude que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, de la loi ou de l'urbanisme.

**ETAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES REGLEMENTATION GENERALE**

Les dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'environnement sont ci-après littéralement rapportées :

« I. - Les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité définies par décret en Conseil d'Etat, sont informés par le vendeur ou le bailleur de l'existence des risques visés par ce plan ou ce décret. A cet effet, un état des risques naturels et technologiques est établi à partir des informations mises à disposition par le préfet. En cas de mise en vente de l'immeuble, l'état est produit dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 271-4 et L. 271-5 du code de la construction et de l'habitation.

II. - En cas de mise en location de l'immeuble, l'état des risques naturels et technologiques est fourni au nouveau locataire dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article 3-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986.

III. - Le préfet arrête la liste des communes dans lesquelles les dispositions du I et du II sont applicables ainsi que, pour chaque commune concernée, la liste des risques et des documents à prendre en compte.

IV. - Lorsqu'un immeuble bâti a subi un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L. 125-2 ou de l'article L. 128-2 du code des assurances, le vendeur ou le bailleur de l'immeuble est tenu d'informer par écrit l'acquéreur ou le locataire de tout sinistre survenu pendant la période où il a été propriétaire de l'immeuble ou dont il a été lui-même informé en application des présentes dispositions. En cas de vente de l'immeuble, cette information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente.

V. - En cas de non-respect des dispositions du présent article, l'acquéreur ou le locataire peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix. »

### **PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES**

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles a été approuvé le 20 février 1997 pour mouvements de terrains.

Le propriétaire, conformément aux dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'environnement, déclare que l'immeuble n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité.

### **PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

Il n'existe pas à ce jour de plan de prévention des risques technologiques applicable aux présentes ainsi qu'il résulte d'un état des risques ci-après visé.

Le propriétaire, conformément aux dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'environnement, déclare que l'immeuble n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité.

### **RISQUES SISMQUES**

Les parties sont informées que l'immeuble objet des présentes se situe dans un canton classé en zone 1b par le décret numéro 91-461 du 14 Mai 1991 relatif à la prévision des risques sismiques, et qu'il y a lieu de respecter pour les constructions nouvelles, les agrandissements, les surélévations ou les transformations, les règles édictées par l'arrêté ministériel du 29 Mai 1997.

Conformément aux dispositions de l'article L 271-4 du Code de la construction et de l'habitation, un état des risques fourni par le propriétaire en date de ce jour et fondé sur les informations mises à disposition par le Préfet est demeuré ci-joint et annexé après mention.

### **ESPACE NATUREL SENSIBLE**

- En ce qui concerne le terrain sis à ISTRES (BOUCHES-DU-RHÔNE) (13800) Rassuen, cadastrée section AB numéro 42, appartenant au SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PROVENCE :

Conformément aux dispositions de l'article L 142-3 du Code de l'urbanisme, le Notaire soussigné a notifié le projet des présentes à Monsieur le Président du Conseil Général de BOUCHES DU RHÔNE, par lettre recommandée avec avis de réception afin que le Département puisse le cas échéant exercer son droit de préemption.



Par lettre en date du 12 août 2010, le Département de BOUCHES DU RHÔNE a déclaré renoncer à l'exercice de son droit de préemption.

Les deux courriers sont demeurés ci-joints et annexés après mention.

En outre, la Commune a déclaré ne pas exercer le droit de substitution dont elle est titulaire et ce aux termes d'une lettre en date du 30 août 2010 dont l'original est demeuré ci-joint et annexé après mention.

- En ce qui concerne le terrain sis à ISTRES (BOUCHES-DU-RHÔNE) (13800) Quartier des Maurettes, cadastrée section AC numéro 62, appartenant à Monsieur LIVON,

Conformément aux dispositions de l'article L 142-3 du Code de l'urbanisme, le Notaire soussigné a notifié le projet des présentes à Monsieur le Président du Conseil Général de BOUCHES DU RHÔNE, par lettre recommandée avec avis de réception afin que le Département puisse le cas échéant exercer son droit de préemption.

Par lettre en date du 12 août 2010, le Département de BOUCHES DU RHÔNE a déclaré renoncer à l'exercice de son droit de préemption.

Les deux courriers sont demeurés ci-joints et annexés après mention.

En outre, la Commune a déclaré ne pas exercer le droit de substitution dont elle est titulaire et ce aux termes d'une lettre en date du 30 août 2010 dont l'original est demeuré ci-joint et annexé après mention.

#### DROIT DE PREEMPTION LITTORAL

- En ce qui concerne le terrain sis à ISTRES (BOUCHES-DU-RHÔNE) (13800) Rassuen, cadastrée section AB numéro 42, appartenant au SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PROVENCE :

Le **BIEN** est situé dans la zone de préemption du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres.

Une déclaration d'intention d'aliéner a été adressée au Président du Conseil Général le 12 août 2010, qui a transmis au Directeur du Conservatoire la copie de cette déclaration, lequel, par lettre en date du 16 septembre 2010, a fait connaître, es-qualités, que son Etablissement renonçait à faire usage de son droit de préemption.

En outre, la Commune, qui dispose par substitution au département d'un droit de préemption de même nature, a déclaré également renoncer à ce droit.

Les courriers de renonciation sont demeurés ci-joints et annexés après mention.

- En ce qui concerne le terrain sis à ISTRES (BOUCHES-DU-RHÔNE) (13800) Quartier des Maurettes, cadastrée section AC numéro 62, appartenant à Monsieur LIVON,

Le **BIEN** est situé dans la zone de préemption du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres.

Une déclaration d'intention d'aliéner a été adressée au Président du Conseil Général le 12 août 2010, qui a transmis au Directeur du Conservatoire la copie de cette déclaration, lequel, par lettre en date du 16 septembre 2010, a fait connaître, es-qualités, que son Etablissement renonçait à faire usage de son droit de préemption.

En outre, la Commune, qui dispose par substitution au département d'un droit de préemption de même nature, a déclaré également renoncer à ce droit.

Les courriers de renonciation sont demeurés ci-joints et annexés après mention.

#### SITUATION HYPOTHECAIRE

Les co-échangistes reconnaissent avoir pris connaissance des certificats hypothécaires délivrés par Monsieur le Conservateur du Bureau des Hypothèques compétent, concernant chacun des immeubles sus-désignés et desquels il résulte que lesdits immeubles sont libres de tout privilège, hypothèque, inscription ou autre.

### **PUBLICITE FONCIERE**

Les présentes seront publiées au bureau des hypothèques compétent.

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les parties agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc habilité et assermenté de la Société Civile Professionnelle dénommée en tête des présentes à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

Si lors de l'accomplissement de ces formalités, il existe ou survient dans les délais légaux, des inscriptions sur les immeubles échangés, les échangistes s'obligent à rapporter les mainlevées et certificats de radiation à leurs frais, dans les trois mois de la dénonciation amiable qui lui en serait faite au domicile ci-dessus élu.

### **TITRES**

Les parties se sont respectivement remises les titres de propriété des immeubles échangés.

Au surplus, chacun des échangistes est subrogé dans les droits de l'autre pour se faire délivrer, à ses frais, tous extraits et copies authentiques concernant l'immeuble par lui reçu.

### **AFFIRMATION DE SINCERITE**

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la soulte ; elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre lettre contenant augmentation de la soulte.

### **CONCILIATION - MEDIATION**

En cas de litige, les parties conviennent, préalablement à toute instance judiciaire, de soumettre leur différend à un conciliateur désigné qui sera missionné par le Président de la Chambre des Notaires.

Le Président de la Chambre pourra être saisi sans forme ni frais.

### **MENTION LEGALE D'INFORMATION**

Conformément à l'article 32 de la loi n°78-17 «Informatique et Libertés» du 6 janvier 1978 modifiée, l'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes. A cette fin, l'Office est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre à certaines administrations, notamment à la conservation des hypothèques aux fins de publicité foncière des actes de vente et à des fins foncières, comptables et fiscales. Chaque partie peut exercer ses droits d'accès et de rectification aux données la concernant auprès de l'Office Notarial : Etude de Maîtres Véronique PIOMBO-ODDOUX et Richard JUMELET, Notaires associés à ISTRES (Bouches-du-Rhône), 10, Boulevard Jean-Marie L'Huillier. Téléphone : 04.42.56.12.13 Télécopie : 04.42.56.53.14 Courriel : piombo-jumelet@notaires.fr . Pour les seuls actes relatifs aux mutations immobilières, certaines données sur le bien et son prix, sauf opposition de la part d'une partie auprès de l'Office, seront transcrites dans une base de données immobilières à des fins statistiques.

### **CERTIFICATION D'IDENTITE**

Le Notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties, personnes physiques et morales, dénommées dans le présent acte, telle qu'elle est indiquée à la suite de leur nom et dénomination, lui a été régulièrement justifiée pour les personnes



physiques à la vue d'un extrait d'acte de naissance et en ce qui concerne les personnes morales à la vue d'un extrait de leur inscription au Registre du Commerce et des Sociétés et du certificat d'identification délivré par l'INSEE.

**DONT ACTE sur quatorze pages**

**Comprenant**

- renvoi approuvé : ZERO
- blanc barré : ZERO
- ligne entière rayée : ZERO
- nombre rayé : ZERO
- mot rayé : ZERO

**Paraphes**

Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le Notaire soussigné.

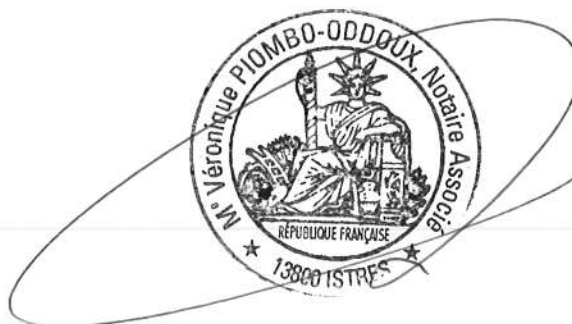
SUIVENT LES SIGNATURES ET LA TENEUR DES ANNEXES.

**Copie Authentique sur 14 pages**


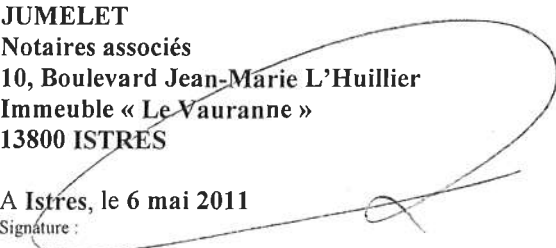
**Contenant : aucun renvoi, ni mot nul.**

**POUR COPIE AUTHENTIQUE**

**Collationnée et certifiée conforme à la minute  
par le Notaire soussigné.**





276		 Liberté-Egalité-Fraternité REPUBLIQUE FRANÇAISE		N° 3233		N° de la demande : F-2966	
GenApi - Agrément N°20020023 du 1er Juin 2002 FORMULAIRE OBLIGATOIRE (Code civil - art. 39 du décret du 14/10/1955)						Déposée le 19 MAI 2011 Références : 2011P3344	
<b>DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS SOMMAIRES URGENTS</b>						Référence dossier : 107051 ALB ECHANGE SAN OUEST PROVENCE/LIVON	
<input type="checkbox"/> hors formalité						<input checked="" type="checkbox"/> sur formalité	
Opération juridique : ECHANGE SAN / LIVON DU 11 ET 12/04/2011				formalité du		Vol. : n°	
<b>COUT</b>				<b>IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDEUR</b>			
DEMANDE PRINCIPALE = 12 €				SCP Véronique PIOMBO-ODDOUX et Richard JUMELET Notaires associés 10, Boulevard Jean-Marie L'Huillier Immeuble « Le Vauranne » 13800 ISTRES  A Istres, le 6 mai 2011 Signature : 			
NOMBRE DE FEUILLE(S) COMPLEMENTAIRE(S) :							
nombre de personne(s) supplémentaire(s) : x 5€ = €							
nombre d'immeuble(s) supplémentaire(s) : x 2 € = €							
Frais de renvoi = €							
Règlement joint <input type="checkbox"/>							
Compte d'usager <input type="checkbox"/>				TOTAL = 12€			
QUITTANCE :				Bureau de dépôt :			
<b>NATURE DES RENSEIGNEMENTS DEMANDES (pour les bureaux non dotés d'un fichier immobilier informatisé)</b>							
Le Conservateur des hypothèques est requis de délivrer un extrait des formalités sur les personnes et/ou les immeubles désignés ci-dessous :							
<input checked="" type="checkbox"/> Inscriptions subsistantes Documents publiés <input checked="" type="checkbox"/> Non acquisitifs <input checked="" type="checkbox"/> Dernière formalité inscrite ou publiée (demande portant uniquement sur des immeubles)							
<input checked="" type="checkbox"/> Saisie en cours <input checked="" type="checkbox"/> Acquisitifs							
Les formalités simultanément requises, les actes et jugements énoncés par leurs références de publication dans les documents déposés avec la demande sur formalité sont exclus (bureaux non informatisés).							
<b>PERIODE DE CERTIFICATION</b>							
POINT DE DEPART		- Formalités intervenues depuis le 01/01/1956 (ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur des immeubles). - Depuis le		TERME		- jusqu'à la date de dépôt de la présente demande (hors formalité) - ou de la formalité énoncée (sur formalité) - ou jusqu'au inclusivement	
<b>DESIGNATION DES PERSONNES (Toute erreur ou imprécision dégage la responsabilité du conservateur - art.9 du décret du 04/01/1955 modifié)</b>							
N°	Personnes physiques NOM Personne morale DENOMINATION ET N° SIREN	PRENOMS FORME JURIDIQUE, SIEGE (et pour les associations ou syndicats, la date et lieu de déclaration ou du dépôt des statuts)		DATE ET LIEU DE NAISSANCE			
1	SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PROVENCE N° 241 300 177	COLLECTIVITE TERRITORIALE					
2	LIVON	Clément Séraphin		10 octobre 1936			
3							
<b>DESIGNATION DES IMMEUBLES (Toute erreur dans la désignation des immeubles dégage la responsabilité du conservateur - art.8-1 et 9 du décret précité)</b>							
N°	COMMUNE (éventuellement arrondissement, rue et numéro)	REFERENCES CADASTRALES		N° VOLUME		N° LOT de copropriété	
1	13800 ISTRES Rassuen	AB 42					
2	13800 ISTRES Quartier des Maurettes	AC 62					
3							
4							
5							
<b>DEMANDE IRREGULIERE. Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :</b>							
<input type="checkbox"/> Insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles				<input type="checkbox"/> Défaut d'indication de la nature du renseignement demandé			
<input type="checkbox"/> Défaut de paiement				<input type="checkbox"/> Demande irrégulière en la forme			
<input type="checkbox"/> Demande non signée ou non datée				<input type="checkbox"/> Autres			
<b>CERTIFICAT DU CONSERVATEUR</b>							
Dans le cadre de la présente demande, le Conservateur certifie qu'il n'existe dans sa documentation :							
<input type="checkbox"/> aucune formalité.							
<input type="checkbox"/> que les formalités indiquées dans l'état ci-joint.							
<input type="checkbox"/> que les seules formalités figurant sur les faces de copies de fiches ci-jointes.							
Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès de la conservation des hypothèques, un droit d'accès et un droit de rectification							

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES**

**Conservation des hypothèques**

**AIX EN PROVENCE 2EME BUREAU**

**Demande de renseignements n° 2011F2966**  
**déposée le 19/05/2011, par la SCP PIOMBO-ODDOUX/JUMELET \*\*\***

**Réf. dossier : ECHANGE SAN OUEST / LIVON**

**CERTIFICAT DU CONSERVATEUR**

Le conservateur certifie le présent document qui contient les éléments suivants:

- Les copies des fiches hypothécaires pour la période de publication antérieure à FIDJI : du 01/01/1961 au 01/04/2001  
[ ] qu'il n'existe aucune formalité au fichier immobilier,  
[X] qu'il n'existe au fichier immobilier que les seules formalités figurant sur les 10 faces de copies de fiches ci-jointes,
- Le relevé des formalités publiées pour la période de publication sous FIDJI : du 02/04/2001 au 31/03/2011 (date de mise à jour fichier)  
[ x ] Il n'existe aucune formalité publiée au fichier immobilier,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :  
du 01/04/2011 au 19/05/2011 (date de dépôt de la demande)  
[ x ] Il n'existe qu'1 formalité indiquée au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A AIX EN PROVENCE 2EME BUREAU, le 20/05/2011

Le conservateur des hypothèques,  
Marc TRINQUET



Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès de la conservation des hypothèques, un droit d'accès et un droit de rectification.

# **CERTIFICAT DE DEPOT DU 01/04/2011 AU 19/05/2011**

<b>Date et Numéro de dépôt</b>	<b>Nature et Rédacteur de l'acte</b>	<b>Date de l'acte</b>	<b>Créanciers/Vendeurs/Donateurs/Constituants "Prop.Imm./Contre"/Débiteurs/Acquéreurs/Donataires/Fiduciaires</b>	<b>Numéro d'archivage Provisoire</b>
19/05/2011 D06528	ECHANGE  SCP PIOMBO-ODDOUX Veronique ISTRES	12/04/2011	SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PCE/ LIVON Clement  SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PCE/ LIVON Clement	P03344

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Fin du document informatisé Fidji

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
CONSERVATION DES HYPOTHEQUES  
AIX EN PROVENCE 2EME BUREAU  
HOTEL DES IMPOTS FONCIER  
13626 AIX EN PROVENCE CEDEX 1  
Téléphone : 0442375410  
Télécopie : 0442375475  
Mél. : ch.aix-en-provence-2eb@dgfip.finances.gouv.fr**



**SCP PIOMBO-ODDOUX/JUMELET \*\*\*  
22 BOULEVARD DE VAURANNE  
BP 69  
13800 ISTRES**

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fidji pour la délivrance des formalités suivi d'un sommaire des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 2011F2966**

Date : 20/05/2011

**PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1961 au 19/05/2011**

**IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE**

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
47	ISTRES	AB 42 AC 62		

2

A B C D E F G H I J K L M  
N O P Q R S T U V W X Y Z  
0 1 2 3 4 5 6 7 8 9A B C D E F G H I J K L M  
N O P Q R S T U V W X Y Z  
0 1 2 3 4 5 6 7 8 9A B C D E F G H I J K L M  
N O P Q R S T U V W X Y Z  
0 1 2 3 4 5 6 7 8 9A B C D E F G H I J K L M  
N O P Q R S T U V W X Y Z  
0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12FICHE N° 1 Commune ISTRES

Autres fiches A créées au nom de l'intéressé

N° 2 Cne MARTIGUES

N° Cne

N° Cne

N° Cne

N° Cne

N° Cne

NOM: LIVONné à Tatras

le

10 10 1936

Prénoms: Clément ScaphinEpx: SOURISSEAU Chantalnée le 1. 4. 1943v. le 1. 4. 1942à Coulanges sur l'Autize (deux Seines)

Epx:

né le

I - IMMEUBLES URBAINS  
(Références aux fiches d'immeubles, modèle B)

Section	N° du plan	Adresses (Rues et numéros) ou, à défaut, lieux-dits
F	810	
F	563	
D	264	Remariement
D	265	
D	267	
D	270	
D	272	
D	274	
D	276	
BT	188	

## II - IMMEUBLES RURAUX

N° d'ordre	Section	N° du plan	N° d'ordre	Section	N° du plan	N° d'ordre	Section	N° du plan
1	H	327	19			37		
2	H	328	20			38		
3	H	329	21			39		
4	H	330	22			40		
5	H	331	23			41		
6	H	332	24			42		
7	H	333	25			43		
8	G	334	26			44		
9	H	335	27			45		
10	H	336	28			46		
11	F	563	29			47		
12	F	810	30			48		
13	L	1518	31			49		
14	L	1524	32			50		
15	L	1529	33			51		
16	AC	63	34			52		
17	BA	86	35			53		
18	CS	286	36			54		

## III - FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX

(Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de chacun des immeubles dont les adresses figurent au tableau I)

## A - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES

Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
1-2-3-4	11 Août 1970 Vol. 3217 n° 9	dir. 3 ann. 4
5-6-7	Acquisition 8-7-1970 n° Aymes de: LIVON me R. H. 1. 1893 et de son ép <sup>se</sup> GUIE (un: 1 et 2) et du dit LIVON seul (un: 3 et 4) Prix: 70 000 F + par des ép <sup>se</sup> LIVON-SOURISSEAU mich. 11.5.1901.	
16 Nov 1972	Vol 318 n° 7 fte en attente	ref. le 9.12.1972
2-3-5-6	16 novembre 1972 Vol 318 n° 7	ref. 2 ann. 4.
7-17	Acte 30.9.1970 - Rpt de B. de R. Parcelles 2 et 3 situées en 5.5.7.	
5	16 novembre 1972 Vol 318 n° 7 comp. suivant acte Rpt de B. de R. du 30.9.1970 Rpt de B. de R. par ép <sup>se</sup> LIVON-SOURISSEAU, a- de la commune d'ISTRES (p. 87) Prix: 1000	dir. 3.
8-9-10-11	6 Février 1974 Vol 721 n° 11	fte en attente
12-16	Attestation du 30.1.1974 n° Aymes après décès le 28.9.1972 de F <sup>se</sup> n° 2	ref. 7-10-74

## B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES

Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
1-2-3-4	27 septembre 1971 Vol. 3217 n° 9	ref. 4-5
5-6-7	Hypothèque can <sup>se</sup> 17.8.1971 de B. de R. au profit de la Caisse d' Epargne et de Prévoyance de B. de R. dom. Et. de B. de R. contre: ép <sup>se</sup> LIVON-SOURISSEAU 5.4.70 Seines Acc. usées. Ex: 10.9.1981. Effet fte au 10.9.1981.	
9-10	10 déc 1974 Vol 1012 n° 16 Constitution	Reporte
	de servitude de 25.11.1974 y. Bagnel. servitude de passage au profit des H 123. 124 Appart <sup>se</sup> à FABRE més le 10.5.1908.	
13-14-15	25.3.1975 Vol 1105 n° 10	donation décès le 24.10.1970.
	Acte du 27.2.1975 y <sup>se</sup> Aymes. Réserve du droit de retour.	
16-17	27 juin 1978 Vol 259 n° 6 Hypothèque	du 31.10.1980
	Prévisionnelle du 29.5.1978. F. MOREL. Affectation hypothécaire au profit de B. de R. dom. et en l'état de M. BAUQUE	Rad. totale

## II - IMMEUBLES RURAUX (Suite)

## A — MUTATIONS      SERVITUDES ACTIVES (Suite)

## B — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite)

SERVICES ACTIFS (Suite)									B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite)					
N° d'ordre	Section	N° du plan	N° d'ordre	Section	N° du plan	N° d'ordre	Section	N° du plan	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55			104			153								
56			105			154								
57			106			155								
58			107			156								
59			108			157								
60			109			158								
61			110			159								
62			111			160								
63			112			161								
64			113			162								
65			114			163								
66			115			164								
67			116			165								
68			117			166								
69			118			167								
70			119			168								
71			120			169								
72			121			170								
73			122			171								
74			123			172								
75			124			173								
76			125			174								
77			126			175								
78			127			176								
79			128			177								
80			129			178								
81			130			179								
82			131			180								
83			132			181								
84			133			182								
85			134			183								
86			135			184								
87			136			185								
88			137			186								
89			138			187								
90			139			188								
91			140			189								
92			141			190								
93			142			191								
94			143			192								
95			144			193								
96			145			194								
97			146			195								
98			147			196								
99			148			197								
100			149			198								
101			150			199								
102			151			200								
103			152											

Auto ficle bois.



A B C D E F G H I J K L M  
N O P Q R S T U V W X Y Z

A B C D E F G H I J K L M  
N O P Q R S T U V W X Y Z

A B C D E F G H I J K L M  
N O P Q R S T U V W X Y Z

A B C D E F G H I J K L M  
N O P Q R S T U V W X Y Z

FICHE N°

Commune

ISTRES

NOM :

LIVON

né à

ISTRES

le

10 10 1936

Autres fiches A créées au nom de l'intéressé

N° C°

N° C°

N° C°

N° C°

N° C°

N° C°

## L — IMMEUBLES URBAINS

(Références aux fiches d'immeubles, modèle B)

Section	N° du plan	Adresses (rues et numéros) ou, à défaut, lieux-dits	
BT	189	dunet en BT 272-273	1989
BT	193		
BT	190	dunet en BT 274-275	1989
BT	187		1994
BT	272		1999
BT	273	dunet en BT 326-327	1994
BT	274		1999
BT	275		1994
BT	326		1994
BT	327		1997

## II. — IMMEUBLES RURAUX

N° d'ordre	Section	N° du plan	N° d'ordre	Section	N° du plan	N° d'ordre	Section	N° du plan
1			19			37		
2			20			38		
3			21			39		
4			22			40		
5			23			41		
6			24			42		
7			25			43		
8			26			44		
9			27			45		
10			28			46		
11			29			47		
12			30			48		
13			31			49		
14			32			50		
15			33			51		
16			34			52		
17			35			53		
18			36			54		

## III. — FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX

(Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de chacun des immeubles dont les adresses figurent au tableau I)

## A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES

Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
11.12	15 juin 1982 vol 3731 n° 13 Ordonnance d'expropriation du 2.4.1982 TGI Marseille au profit de L'EPAREB (F1082) Prix : 82000	ff. 5 urbain			
8	28 février 1985 vol 4832 n° 15	ff. 5.			
16	Affectation du 17.12.1984 ff. 5 après le décès de Livon né le 11.01.1893, marié le 24.10.1980, laissant le titulaire seul héritier. Etat (24) : 344 670 Fr. 1/2 ind	ff. 13.			
2.16.1	30 MAI 1988 Vol. 88Pn° 3179	ff. 5, 11.			
17.4.6	Remanement ISTRES				
2	Procès-Verbal Cad, 30 MAI 1988 parcelle G 177(8), devenue AG 52(6) " H 327(1), " BAP 5(17) " H 1249(6), " " " " H 330(4), " " " " H 1250(7), " " "	ff. 1, ff. 1, 3, ff. 4, ff. 1, 3,			

## B. — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES



## II. — IMMEUBLES RURAUX (suite)

#### A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)

#### B. — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (suite)

II. — IMMEUBLES RURAUX (suite)								A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)			B. — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (suite)			
N° d'ordre	Section	N° du plan	N° d'ordre	Section	N° du plan	N° d'ordre	Section	N° du plan	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55			104			153				13/ 20 DEC. 1989 Vo.89-Pn°7752				
56			105			154			13, 14, 15					
57			106			155			18	Remanlement ISTRES				
58			107			156				Procès-Verbal Cad, 20 DEC. 1989				
59			108			157				parcelle				
60			109			158				L 1518 (13)				
61			110			159				L 1524 (14)				
62			111			160				L 1752 (15)				
63			112			161								
64			113			162								
65			114			163								
66			115			164								
67			116			165								
68			117			166								
69			118			167								
70			119			168								
71			120			169								
72			121			170								
73			122			171								
74			123			172								
75			124			173								
76			125			174								
77			126			175								
78			127			176								
79			128			177								
80			129			178								
81			130			179								
82			131			180								
83			132			181								
84			133			182								
85			134			183								
86			135			184								
87			136			185								
88			137			186								
89			138			187								
90			139			188								
91			140			189								
92			141			190								
93			142			191								
94			143			192								
95			144			193								
96			145			194								
97			146			195								
98			147			196								
99			148			197								
100			149			198								
101			150			199								
102			151			200								
103			152											

		EFFET jusqu'au 24 Février 1989	
5	1) 14 Mars 1968 Vol. 468 à 55	Hypothèque conventionnelle	Raport
	Vol. 468 à 2 folio de MONTASSERO		
	ni le 28.4.1930		
	EFFET jusqu'au 24 Février 1989		
5	2) 14 octobre 1968 Vol. 498 à 25	Hypothèque conventionnelle	Raport
	Vol. 498 à 3 folio de MONTASSERO		
	ni le 28.4.1930		
	EFFET jusqu'au 1 octobre 1978.		
5	3) 23 octobre 1968 Vol. 498 à 43	Hypothèque conventionnelle	Raport
	Vol. 498 à 4 folio de MONTASSERO		

## II - IMMEUBLES RURAUX (Suite)

## A - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES (Suite)

## B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite)

A - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (Suite)								
N° d'ordre	Section	N° du plan	N° d'ordre	Section	N° du plan	N° d'ordre	Section	N° du plan
55	L	2620	104	L	285	153	F	318
56	A	210	105	B	154	154	F	322
57	L	3038	106	L	2189	155	F	323
58	L	4070	107	H	855	156	F	324
59	L	4071	108	L	2813	157	F	326
60	L	4072	109	L	2837	158	F	329
61	H	1758	110	L	2802	159	F	342
62	L	895	111	L	1936	160	F	362
63	A	100	112	L	2500	161	F	367
64	A	101	113	L	2862	162	F	369
65	A	104	114	L	2864	163	F	370
66	B	568	115	L	2872	164	F	371
67	B	1183	116	G	708	165	F	372
68	L	199	117	G	709	166	F	376
69	B	468	118	L	8154	167	F	386
70	B	1427	119	L	4606	168	F	387
71	B	1421	120	G	126	169	F	388
72	B	1432	121	G	128	170	F	393
73	B	1434	122	G	129	171	F	411
74	B	1428	123	H	1911	172	F	447
75	B	1411	124	H	9529	173	F	809
76	B	1420	125	L	4127	174	F	1660
77	B	1422	126	L	4120	175	F	1662
78	B	1424	127	H	1914	176	F	1664
79	B	269	128	H	1915	177	F	1666
80	B	210	129	L	2421	178	F	1668
81	A	1111	130	B	1878	179	F	1670
82	A	1112	131	B	1879	180	F	1672
83	B	46	132	B	1880	181	F	1685
84	B	43	133	B	1881	182	F	1687
85	B	1481	134	B	1882	183	F	1689
86	B	1486	135	B	1883	184	AH	2
87	L	349	136	B	1884	185	AT	67
88	C	149	137	B	1885	186	AT	66
89	B	161	138	B	1886	187	AT	274
90	B	162	139	B	1887	188	BA	24
91	B	163	140	L	2621	189	AT	122
92	B	164	141	L	2861	190	AT	3
93	B	1538	142	L	4624	191	AD	15
94	B	1540	143	L	4625	192	AD	30
95	L	210	144	L	4626	193	AB	42
96	F	1300	145	L	4627	194	AB	43
97	L	1284	146	F	308	195	AT	153
98	L	251	147	F	310	196	AT	278
99	A	311	148	F	1604	197	AT	128
100	A	312	149	F	302	198	AT	130
101	A	313	150	F	303	199	G	629
102	L	64	151	F	304	200	G	702
103	L	74	152	F	312			

Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
	dt de canalisation grevant L 9565 (copie)	
5 364	18 Mars 1975 - 1098 S° de - Acquisition tiay 28-2-1975 - P. Bannay de GRANGE 28-4-1930 et CARTANEO n° le 17-12-1938, sou épse Prix - 30.000 -	Rapport 130
5 364	14 Mars 1968 Vol. 3166 v 24 27-2-1968 M. Raquel Servitude de passage et d'eau d'usage grevant 3.510-187 187-192-194-195-196-197-199 194 - affluant vers à PERNO n° le 14-11-1905 et autre	Rapport
6-7	28 Mars 1975 Vol. 1107 n° 24 Acquisition 13-3-1975 M. Bannay de DEIDDA n° le 6-2-1986 et son ép° PIETRINI n° le 31-5-1935. Prix 230.000 F.	1/8 84 1/9 95 96 Rég. 11-9-1975
8 296	10 AVRIL 1975 Vol. 1119 n° 8 Acquisi- tion P° Bannay du 18-3-1975 de GRAFF n° le 5-12-1920 Prix 25000 F.	Prix 113 F. 29
9-10 297-298	15 Vol. 1111-5 31 juillet 1975 Vol. 1204 n° 16 Acquisition 16 juillet 1975 M. Bannay de GRANGE n° le 22-4-1900 et Am. par TOULOUSAN n° le 15-9-1905 Prix 1250.000 F.	au 11-11-1975 Rég. 11-9-1975 1/11 113

Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
6-7	5-7-1972 Vol. 53 N° 16 PV Voir formalité N° 1 même cadre à la fiche de DEIDDA n° le 6-2-1986	P
11	3-7-1973 Vol. 64 N° 60 H.C. Voir formalité N° 1 même cadre à la fiche de ROCHE n° le 27-3-1919	Prov. d'impôt. du 8-10-1976 Rad. Totale.
27 304-630 631-632	8-8-1972 Vol. 133 N° 12, surcharge Voir formalité N° 1 même cadre à la fiche de de la S.C. LA GRANGE du CASTELLAN (f. 424)	prov. d'impôt. Rég. 632
25-27	5-12-1972 Vol. 43 N° 66 Prov. d'impôt Voir formalité N° 2 même cadre à la fiche de de la S.C. LA GRANGE du CASTELLAN (f. 424) Effet jusqu'au 25-10-1982	prov. d'impôt. du 23-2-1977 Rad. Totale.
25-26-27	25-9-1975 Vol. 145 N° 9 Hyp. cant. Voir formalité N° 3 même cadre à la fiche de de la S.C. LA GRANGE du CASTELLAN (f. 422) Effet jusqu'au 10-8-1979	prov. d'impôt. du 22-9-1977 Rad. Totale
28-29-30-31 322-324-325 326-446-447	11/11-71 Vol. 338 n° 19 SEP. Voir formalité N° 3 même cadre à la fiche de 223 P° le Collet Rond P. Toli n° 12-12-1972 Vol. 20 N° 92 bis P. de Vendeuvre Voir formalité N° 5 même cadre à la fiche de ROMELLI n° le 29-7-1931 Rég. 11-9-1975	prov. d'impôt. du 14-11-1978 Rad. Totale
39 309	12-13-1961 Vol. 1016 N° 18. Servitude. Voir formalité N° 6 même cadre à la fiche de ROMELLI n° le 29-7-1931.	Prov. d'impôt

(suite fiche 101)

7-1978-1



# II - IMMEUBLES RURAUX (suite)

## A. - MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)

## B. - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (suite)

N° d'ordre	Section	N° du plan	N° d'ordre	Section	N° du plan	N° d'ordre	Section	N° du plan	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55			104			153			118	24 Avril et 8 juillet 1987 Vol 87 P n° 2687 Tendance à caractère urbain		523-524	EX l. 30-9-1995 - Int. 8,40%	
56			105			154						525-526	Effet jusqu'au 30-9-1996	
57			106			155						527-528	529-530-531-532-533	
58			107			156			6-7	17 juillet 1987 Vol 87 P n° 4250	acquis 8.	479-480	91/ 25 juillet 1995 Vol 95 V-2668	Prot d'1
59			108			157						481.	Hypot judiciaire voir fte n° 19	report
60			109			158				VENTE du 27.5.1987 H <sup>e</sup>	pech 95		même cache à la fiche de PANIAGUA	
61			110			159				BANON par la Sté Titulaire à			effet jusqu'au 25-7-2005	
62			111			160				VALIERE née le 8-5-1950				
63			112			161				et son épouse DUPONT née le				
64			113			162				8-11-1950 à raison de 1/2				
65			114			163				Phacum				
66			115			164				Prix: 500.000 F.				
67			116			165								
68			117			166								
69			118			167								
70			119			168								
71			120			169								
72			121			170			103	85/ 9 septembre 1987 Vol. 1987 P n° 5348	Acq. fte 68.			
73			122			171				VENTE M <sup>e</sup> BANON 15 et 16.7.1987				
74			123			172				PAR: LA SOCIÉTÉ TITULAIRE A.				
75			124			173				BANON née le 6-5-1949 et son				
76			125			174				épouse EUILLLOT née le 31-10-1949				
77			126			175				Prix: 108.000 F.				
78			127			176								
79			128			177								
80			129			178								
81			130			179								
82			131			180			119	86/ 11 sept. 1987 Vol. 87 P n° 5436	Prot 113			
83			132			181			331	Acquisition du 16.07.1987. M <sup>e</sup> BANON				
84			133			182				par la Société Titulaire à LILAMAND				
85			134			183				née le 27.12.1889				
86			135			184				Prix: 211.376, 19 F				
87			136			185								
88			137			186								
89			138			187								
90			139			188								
91			140			189			120-121	87/ 16 Octobre 1987 Vol 87 P n° 6249	Fte 108			
92			141			190			122	Acquisition du 1.9.1987.				
93			142			191			123-124	M <sup>e</sup> BANON par la Sté				
94			143			192				titulaire de:				
95			144			193				TULANE née le 6-4-1908				
96			145			194				TULANE née le 6-4-1921				
97			146			195				VIREPINTE née le 22-4-1923				
98			147			196				TULANE née le 15-1-1954				
99			148			197				TULANE née le 21-4-1958				
100			149			198				TULANE née le 9-5-1996				
101			150			199								
102			151			200								
103			152											

Suite Fiche 110

suite fiche 10

A B C D E F G H I J K L M  
N O P Q R S T U V W X Y Z  
0 1 2 3 4 5 6 7 8 9

FICHE N° 1-10 Commune

ISTRÈS

Autres fiches A créées au nom de l'intéressé

N° C°

N° C°

N° C°

N° C°

N° C°

N° C°

I. — IMMEUBLES URBAINS

(Références aux fiches d'immeubles, modèle B)

Section	N° du plan	Adresses (rues et numéros) ou, à défaut, lieux-dits	
L	1702	S, Rue Brisee	1988
F	4889	Devenue AS 268 Remaniement	1988
F	4890	" AS 268 "	1988
F	4893	" AS 263 "	1988
F	4896	" AS 267 "	1988
F	4899	" AS 264 "	1988
F	4902	" AS 265 "	1988
AT	132	FG sous H 356	
AT	270	FG sous H 356	
4V	22	Fg/H 392	

II. — IMMEUBLES RURAUX

N° d'ordre	Section	N° du plan	N° d'ordre	Section	N° du plan	N° d'ordre	Section	N° du plan
1			19			37		
2			20			38		
3			21			39		
4			22			40		
5			23			41		
6			24			42		
7			25			43		
8			26			44		
9			27			45		
10			28			46		
11			29			47		
12			30			48		
13			31			49		
14			32			50		
15			33			51		
16			34			52		
17			35			53		
18			36			54		

A B C D E F G H I J K L M  
N O P Q R S T U V W X Y Z  
0 1 2 3 4 5 6 7 8 9

NOM : SYNDICAT D'AGGLOMERATION

Prénoms : NOUVELLE DU NORD OUEST DE

Epx : L'ETANG DE BERRE " S.A.N."

Epx : né le à

III. — FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX

(Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de chacun des immeubles dont les adresses figurent au tableau I)

A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES

Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
	TULANE mé Pe 23.6.1941	
	TULANE mé Pe 26.2.1945	
	TULANE mé Pe 5.5.1950	
	Prip: 199491 F	
87	88) 27 octobre 1987 Vol 1987Pn° 6480	Acq 57
	VENTE M <sup>e</sup> BANON des 24-9 et	
	30-9-1987 PAR LE SYNDICAT	
	D'AGGLOMERATION TITULAIRE	
	A: BUILLET mé Pe 27-4-1942	
	et son épouse TURBOT mé Pe	
	22-8-1944	
	Rie: 20.000 F	
123, 124	89) 27 octobre 1987 Vol 1987Pn° 6474	F <sup>ci</sup> 102
135, 136	ACQUISITION à titre gratuit M <sup>e</sup>	Reposse pour
	CERGLIO du 10 et 18-9-1987	196 en cubain
	PAR: le Syndicat d'aggloméra-	
	tion Titulaire DE LA S.C.I.	
	des TARTUGUES (F. 1450)	
	EVAL. = 11.160 F.	
125	90) 27 octobre 1987 Vol 1987Pn° 6473	AAI
332	ACQUISITION à titre gratuit M <sup>e</sup> CER-	R <sup>ci</sup> 113
	GLIO du 10 et 18-9-1987 PAR: le	

B. — CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES

Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
	d'Aménagement Foncier et d'E-	
	tablishement rural Pce Alpes	
	Co'te d'Azur - SA FER, dom-	
	élu, en l'étude, contre	
	le titulaire	
	PPAL = 1.360.000 F Acc: 186.000	
	acc = 31 décembre 1996	
	effet jusqu'au 31-12-1997	
SSI-SS2	96) 5 Mars 1996 Vol 96V n° 830	
SS3	Privilège de vendeur du 28.2.1996	
	re BANON au profit de la SCI	
	Des Baumes dom. élu en l'étude	
	Contre la Ste Titulaire	
	Pal: 686.000 F Acc: 137.000 F	
	Exigibilité: 6-6-1996	
	Effet jusqu'au 6-6-1997	
SSH	97) 3 avril 1996 Vol 96V	AAI
	n° 1388 - PRIVILEGE DE	
	VENDEUR 26.3.1996	
	re BANON - au profit	
	de DETTONI - dom. élu	
	en l'étude, contre	
	le titulaire	
	Suite au 1000	

Modèle A

II. — IMMEUBLES RURAUX (suite)								A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)			B. — CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)			
No d'ordre	Section	No du plan	No d'ordre	Section	No du plan	No d'ordre	Section	No du plan	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55			104		231. 232. 233. 234	169. 150. 151.			98) 108 fin 1988 vol. 1988 P <sup>n</sup> 862	Ft <sup>e</sup> 108 ft <sup>e</sup>		433. 434	109) 14 Janvier 1987 Vol 94V n°	ft <sup>e</sup> 61
56			105		235. 236. 237. 238	152. 153. 154.			ACQUISITION des 22 et 27-1-1988 M <sup>re</sup> BA-	109 et 110			127 Renouvellement du Pinlog	
57			106		239. 240. 241. 242	155. 156. 157. 158			NONT PAR LE TITULAIRE DE LA				de vendeurs pris le 12-2-1993	
58			107		243. 244. 245. 246	159. 160. 161. 162			SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE				Vol 93 V n° 518	
59			108		247. 248. 249. 250	163. 164. 165. 166			L'ETANG DE CITIS (F. 1274).				Effet jusqu'au 10-1-2017	
60			109		251. 252. 253. 254	167. 168. 169. 170			" " Prise: 2.459.000 F.					
61			110		255. 256. 257. 258	171. 172. 173. 174			+ en concours avec Mc SANTELLI e/					
62			111		259. 260. 261. 262	175. 176. 177. 178			183					
63			112		263. 264. 265	179. 180. 181. 182			32) 99) 23 Janvier 1988 Vol 1988 P					
64			113		266. 267. 268	183. 184. 185. 186			n° 115 Immeuble à caractère					
65			114		269	187. 188. 189. 190			urbain (voir tableau I)					
66			115			191. 192. 193. 194			(Don voir fiche 1(13))					
67			116			195. 196. 197. 198			44. 45. 46					
68			117			199. 200. 201. 202			47. 51. 61.					
69			118			203. 204. 205. 206			107. 116. 117.					
70			119			207. 208. 209. 210			120. 121. 122					
71			120			211. 212. 213. 214			123. 124.					
72			121			215. 216. 217. 218			127. 128. 129.					
73			122			219. 220. 221. 222			199. 200. 201.					
74			123			223. 224. 225. 226			202. 203. 204.					
75			124			227. 228. 229. 230			205. 206.					
76			125			231. 232. 233. 234			207. 208. 209.					
77			126			235. 236. 237. 238			210. 211. 212.					
78			127			239. 240. 241. 242			213. 214. 215.					
79			128			243. 244. 245. 246			216. 217. 218.					
80			129			247. 248. 249. 250			219. 220. 221.					
81			130			251. 252. 253. 254			222. 223. 224.					
82			131			255. 256. 257. 258			225. 226. 227.					
83			132			259. 260. 261. 262			228. 229. 230.					
84			133			263. 264. 265.			231. 232. 233.					
85			134			266. 267. 268.			234. 235. 236.					
86			135			269.			237. 238. 239.					
87			136						240. 241. 242.					
88			137						243. 244. 245.					

II. — IMMEUBLES RURAUX (suite)								A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)			B. — CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)			
No d'ordre	Section	No du plan	No d'ordre	Section	No du plan	No d'ordre	Section	No du plan	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55			104		231. 232. 233. 234	169. 150. 151.			98) 108 fin 1988 vol. 1988 P <sup>n</sup> 862	F <sup>r</sup> 108 fl <sup>e</sup>		433. 434	109) 14 Janvier 1987 Vol 94V n°	fl <sup>e</sup> 61
56			105		235. 236. 237. 238	152. 153. 154.			ACQUISITION des 22 et 27-1-1988 M <sup>re</sup> BA-	109 et 110			127 Renouvellement du Pinlog	
57			106		239. 240. 241. 242	155. 156. 157. 158			NONT PAR LE TITULAIRE DE LA				de vendeurs pris le 12-2-1993	
58			107		243. 244. 245. 246	159. 160. 161. 162			SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE				Vol 93 V n° 518	
59			108		247. 248. 249. 250	163. 164. 165. 166			L'ETANG DE CITIS (F. 1274).				Effet jusqu'au 10-1-2017	
60			109		251. 252. 253. 254	167. 168. 169. 170			" " Prise: 2.459.000 F.					
61			110		255. 256. 257. 258	171. 172. 173. 174			+ en concours avec Mc SANTELLI e/					
62			111		259. 260. 261. 262	175. 176. 177. 178			183					
63			112		263. 264. 265	179. 180. 181. 182			32) 99) 23 Janvier 1988 Vol 1988 P					
64			113		266. 267. 268	183. 184. 185. 186			n° 151 Immeuble à caractère					
65			114		269	187. 188. 189. 190			urbain (voir tableau I)					
66			115			191. 192. 193. 194			(Don voir fiche 1(13))					
67			116			195. 196. 197. 198			44. 45. 46					
68			117			199. 200. 201. 202			47. 51. 61.					
69			118			203. 204. 205. 206			107. 116. 117.					
70			119			207. 208. 209. 210			Remanement ISTRES					
71			120			211. 212. 213. 214			Procès-Verbal Cad. 30 MAI 1988					
72			121			215. 216. 217. 218			parcette					
73			122			219. 220. 221. 222			" H 1738 (44) devenue AH 2 (H84)	F <sup>r</sup> 33,		433. 434	112) 26.3.1992 Vol 97 P n° 2031	
74			123			223. 224. 225. 226			" H 354 (45), " " AT 67 (185)	F <sup>r</sup> 34,			Absorption 25.6.1996 SPP	
75			124			227. 228. 229. 230			" H 1714 (46), " " AT 68 (186)	F <sup>r</sup> 39,			PANSARD - en résolution	
76			125			231. 232. 233. 234			" H 1717 (47), " " AT 274 (182)	F <sup>r</sup> 34,			de vente vol 93 P n° 927	Fl <sup>e</sup> 156 cadastre A
77			126			235. 236. 237. 238			" K 472 (51), " " BH 24 (188)	F <sup>r</sup> 38,			a la requête de FATERMANN;	
78			127			239. 240. 241. 242			" H 1758 (61), " " AT 122 (183)	F <sup>r</sup> 48,			à l'encontre du titulaire	
79			128			243. 244. 245. 246			" H 855 (107), " " AH 9 (130)	F <sup>r</sup> 73,				
80			129			247. 248. 249. 250			" G 708 (116), " " AD 15 (131)	F <sup>r</sup> 76,				
81			130			251. 252. 253. 254			" G 709 (117), " " AD 30 (132)	F <sup>r</sup> 76,				
82			131			255. 256. 257. 258			" G 126 (120), " " AB 42 (133)	F <sup>r</sup> 87,				
83			132			259. 260. 261. 262			" G 128 (121), " " AB 43 (134)	F <sup>r</sup> 87,				
84			133			263. 264. 265. 266			" G 123 (122), " " " "	F <sup>r</sup> 87,				
85			134			267. 268. 269. 27								

II. — IMMEUBLES RURAUX (suite)								A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)			B. — CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)			
No d'ordre	Section	No du plan	No d'ordre	Section	No du plan	No d'ordre	Section	No du plan	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55			104		231. 232. 233. 234	169. 150. 151.			98) 108 fin 1988 vol. 1988 P <sup>n</sup> 862	Ft <sup>e</sup> 108 ft <sup>e</sup>		433. 434	109) 14 Janvier 1987 Vol 94V n°	ft <sup>e</sup> 61
56			105		235. 236. 237. 238	152. 153. 154.			ACQUISITION des 22 et 27-1-1988 M <sup>e</sup> BA-	109 et 110			127 Renouvellement du Pinlog	
57			106		239. 240. 241. 242	155. 156. 157. 158			NONT PAR LE TITULAIRE DE LA				de vendeurs pris le 12-2-1993	
58			107		243. 244. 245. 246	159. 160. 161. 162			SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE				Vol 93 V n° 518	
59			108		247. 248. 249. 250	163. 164. 165. 166			L'ETANG DE CITIS (F. 1274).				Effet jusqu'au 10-1-2017	
60			109		251. 252. 253. 254	167. 168. 169. 170			" " Prise: 2.459.000 F.					
61			110		255. 256. 257. 258	171. 172. 173. 174			+ en concours avec Mc SANTELLI e/					
62			111		259. 260. 261. 262	175. 176. 177. 178			183					
63			112		263. 264. 265	179. 180. 181. 182			32) 99) 23 Janvier 1988 Vol 1988 P					
64			113		266. 267. 268	183. 184. 185. 186			n° 115 Immeuble à caractère					
65			114		269	187. 188. 189. 190			urbain (voir tableau I)					
66			115			191. 192. 193. 194			(Don voir fiche 1(13))					
67			116			195. 196. 197. 198			44. 45. 46					
68			117			199. 200. 201. 202			47. 51. 61.					
69			118			203. 204. 205. 206			30 MAI 1988 Vol. 88 Pn 3179					
70			119			207. 208. 209. 210			Remanement ISTRES					
71			120			211. 212. 213. 214			Procès-Verbal Cad. 30 MAI 1988					
72			121			215. 216. 217. 218			parcette					
73			122			219. 220. 221. 222			" H 1738 (44) devenue AH 2 (H 84)	Ft <sup>e</sup> 33,		433. 434	112) 26.3.1992 Vol 97 Pn 2031	
74			123			223. 224. 225. 226			" H 354 (45), " " AT 67 (185)	Ft <sup>e</sup> 34,			Absorption 25.6.1996 SPP	
75			124			227. 228. 229. 230			" H 1714 (46), " " AT 68 (186)	Ft <sup>e</sup> 39,			PANSARD - en résolution	
76			125			231. 232. 233. 234			" H 1717 (47), " " AT 274 (188)	Ft <sup>e</sup> 34,			de vente vol 93 Pn 927	Fl <sup>e</sup> 156 cadastre A
77			126			235. 236. 237. 238			" K 472 (51), " " BH 24 (188)	Ft <sup>e</sup> 38,			a la requête de FATERMANN;	
78			127			239. 240. 241. 242			" H 1758 (61), " " AT 122 (189)	Ft <sup>e</sup> 48,			à l'encontre du titulaire	
79			128			243. 244. 245. 246			" H 855 (107), " " AH 9 (190)	Ft <sup>e</sup> 73,				
80			129			247. 248. 249. 250			" G 708 (116), " " AD 15 (191)	Ft <sup>e</sup> 76,				
81			130			251. 252. 253. 254			" G 709 (117), " " AD 30 (192)	Ft <sup>e</sup> 76,				
82			131			255. 256. 257. 258			" G 126 (120), " " AB 42 (193)	Ft <sup>e</sup> 87,				
83			132			259. 260. 261. 262			" G 128 (121), " " AB 43 (194)	Ft <sup>e</sup> 87,				
84			133			263. 264. 265. 266			" G 123 (122), " " " "	Ft <sup>e</sup> 87,				
85			134											

[illegible]



A B C D E F G H I J K L M  
N O P Q R S T U V W X Y Z  
0 1 2 3 4 5 6 7 8 9

FICHE N° 112 Commune ISTRES

Autres fiches A créées au nom de l'intéressé

N° C°  
N° C°  
N° C°

I. — IMMEUBLES URBAINS  
(Références aux fiches d'immeubles, modèle B)

Section	N° du plan	Adresses (rues et numéros) ou, à défaut, lieux-dits
F	4243	Devenue CX1 Remaniement 1988
F	4218	" CX1/85 " 1988
F	4220	Devenue CX1 Remaniement 1988
F	4221	" CX1 " 1988
F	4224	" CX1/85 " 1988
F	1957	Devenue CZ301 - Remaniement 1988
F	2101	Remaniement (CZ 56) 1988
F	2106	" (CZ 56) 1988
F	2573	" (CZ 218) 1988
F	2601	Remaniement (CY 68) 1988

II. — IMMEUBLES RURAUX

N° d'ordre	Section	N° du plan	N° d'ordre	Section	N° du plan	N° d'ordre	Section	N° du plan
1			19			37		
2			20			38		
3			21			39		
4			22			40		
5			23			41		
6			24			42		
7			25			43		
8			26			44		
9			27			45		
10			28			46		
11			29			47		
12			30			48		
13			31			49		
14			32			50		
15			33			51		
16			34			52		
17			35			53		
18			36			54		

NOM : SYNDICAT D'AGGLOMERATION A NOUVELLE DU NORD-OUEST

Prénoms : de l'ETANG de BERRE

Epx : né le à

Epx : né le à

987

III. — FORMALITÉS CONCERNANT LES IMMEUBLES RURAUX

(Pour les formalités concernant les immeubles urbains, voir les fiches de chacun des immeubles dont les adresses figurent au tableau I)

A. — MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES

Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
	Suite PV Remaniement vol 88 P 3179	
	Parcelle G 702 (200) devenue AE 22 (203) F <sup>te</sup> 100,	
	" G 701 (201) " AE 21 (210) F <sup>te</sup> 100,	
	" G 705 (202) " AE 25 (211) F <sup>te</sup> 100,	
	" G 695 (203) " AE 15 (212) F <sup>te</sup> 100,	
	" G 697 (204) " AE 17 (213) F <sup>te</sup> 100,	
	" G 28 (205) " AE 5 (214) F <sup>te</sup> 100,	
	" G 29 (206) " AE 3 (215) F <sup>te</sup> 100,	
	" G 693 (207) " AE 13 (216) F <sup>te</sup> 100,	
	100) 27 Mar 1988 vol 88 P n° 3168	dirigé 147
	Ordonnance d'expropriation du 3 juillet 1985	Ech 148
	TGI de Gfaneille	
	et vol 88 P n° 3169	
	Ordonnance d'expropriation rectificative	
	du 8 Janvier 1988 du TGI de Gfaneille	
	en profit de la titulaire	
	si l'encours de	
	199-200-201 a) LA COMPAGNIE GENERALE des PRODUITS	F <sup>te</sup> 101,
	202-208. CHIMIQUES du M.D.I. (359)	
	209-210-211 Ind. 578 125 f.	
	203-204-205 b) LA COMPAGNIE COMMERCIALE des SELS	F <sup>te</sup> 101,
	206-212. MARINS (212)	
	213-214-215-228-489 Ind. 572 500 f.	
	216-207 c) LA COMPAGNIE des SALINS du M.D.I. et des	F <sup>te</sup> 101,
	SALINES de JEST (218)	
	Ind. 10 f.	

B. — CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES

Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
563	15/9/1995 vol 95 P n° 61 Servitude	repak
	voir formalité N° 4 même cadre à la fiche c2	
	DENONCIN MALLINGER (1960)	
565-566	116/5-10-1968 vol 2347 n° 21	put d'un rept
	servitude unie 14-2 même cadre	
	à la file Gil n° 14 25-12-1997	
570	117) 31 mai 1967 vol 1919	part d'i
	n° 33. BAIE voir formalité	sept
	n° 3 même cadre à la fiche	
	de DEVINE n° le 22.5.1920	
570	118) 31 mai 1967 vol 1919	part d'i
	n° 33. BAIE voir formalité	sept
	n° 6 même cadre à la fiche	
	de DEVINE n° le 22.5.1920	
571-572	119) 2-12-1994 et 12-1-1995	put d'un rept
592-593	vol 94 P n° 7288 - servitude unie	repté unie
594-595-596	146-219 à la commune d'Istres	
597-598	et 250	
571-572	120) 12-1-1995 vol 95 P n° 219	put d'un rept
592-593	attestation rectificative unie	repté unie
594-595-596	251 à la commune d'Istres	
597-598		

CONSERVATION des HYPOTHÈQUES  
d'AIX-en-PROVENCE - 2<sup>e</sup> BUREAU  
PUBLIÉ et ENREGISTRÉ le : 19/03/14  
VOLUME : 2010 P N° 1900

2000012908:312180SF

L'AN DEUX MILLE DIX  
Le QUATRE MARS

Maître Christophe IMBERT, notaire associé membre de la Société Civile Professionnelle ' Roland CEAGLIO, Sylvain MAZET, Christophe IMBERT' titulaire d'un office notarial dont le siège est à ISTRES (Bouches-du-Rhône), 14, Boulevard Jean-Marie L'Huillier.

A RECU le présent acte authentique à la requête des parties ci-après identifiées, contenant : **ECHANGE**

#### IDENTIFICATION DES PARTIES

LE SAN OUEST PROVENCE anciennement dénommé le SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE DU NORD OUEST DE L'ETANG DE BERRE en abrégé SAN créé en conformité de la loi n°70 610 du 10 Juillet 1970 et de la loi n°83 636 du 13 Juillet 1983, à la suite du décret du 11 août 1972 portant création de l'agglomération nouvelle du Nord Ouest de l'Etang de Berre et de la décision institutive adoptés par les Conseils Municipaux des Communes d'ISTRES, MIRAMAS et FOS SUR MER, suivant arrêté d'autorisation de Monsieur le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur et du Département des Bouches du Rhône en date du 12 Juillet 1984, modifié le 30 Septembre 1996.

L'actuelle dénomination du SAN OUEST PROVENCE a été décidée par décision institutive adoptée par le Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle le 30 Juin 2003 et par les Conseils Municipaux des Communes de CORNILLON-CONFOUX, FOS SUR MER, GRANS, ISTRES, MIRAMAS, PORT SAINT LOUIS DU RHONE, suivant arrêté d'autorisation de Monsieur le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur et du Département des Bouches du Rhône en date du 6 Novembre 2003.

Le SAN OUEST PROVENCE a son siège social à ISTRES et est immatriculé au SIREN sous le n° 241 300 177.

#### **D'UNE PART**

**ET**

1°) Monsieur Jean KOUCOULIS,, retraité, époux de Madame Helga Hildegard STIBITZ demeurant à PORT DE BOUC (Bouches-du-Rhône) 1, Chemin de la Plage.

Né à PYTHAGORION (GRECE) le 3 décembre 1935.

Marié sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts (ancienne communauté légale) à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de PORT DE BOUC (Bouches-du-Rhône) le 27 juillet 1963.

Ce régime non modifié.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.

2°) Madame Marie Rose SPANOPOULOS , retraitée, veuve non remariée de Monsieur Nicolas BROUCHOS demeurant à MARTIGUES (Bouches-du-Rhône) Allée Boris Vian.





Née à TROYES (Aube) le 21 juin 1933.  
 De nationalité française.  
 N'ayant pas signé de Pacte Civil de Solidarité, ainsi déclaré.  
 Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.

3°) Madame Elisabeth Sophie SPANOPOULOS , retraitée, épouse de Monsieur Vincent Evariste VERDU demeurant à MARTIGUES (Bouches-du-Rhône) Allée Boris Vian.

Née à TROYES (Aube) le 14 décembre 1936.

Mariée sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts (ancienne communauté légale) à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de SAINT MITRE LES REMPARTS (Bouches-du-Rhône) le 26 juillet 1958.

Ce régime non modifié.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.

## **D'AUTRE PART**

### **PRESENCE – REPRESENTATION**

LE SAN OUEST PROVENCE est ici représenté par Monsieur Bernard GRANIE agissant en qualité de Président du SAN OUEST PROVENCE et spécialement habilité aux termes des présentes en vertu d'une délibération du Comité du SAN OUEST PROVENCE dans sa séance du 15 Février 2008 rendu exécutoire le 03 Mars 2008.

Etant précisé que GRANIE, es-qualités, affirme qu'il n'a reçu du Sous-Préfet aucune notification d'un recours devant le Tribunal administratif pendant le délai de deux mois prévu par l'article 3 de la loi n°82-213 du 2 Mars 1982.

Ladite délibération est demeurée jointe et annexée aux présentes après mention.

Monsieur Jean KOUCOULIS, est ici présent.

Madame Marie SPANOPOULOS est ici présente.

Madame Elisabeth SPANOPOULOS est ici présente.

### **EXPOSE PREALABLE**

Préalablement aux présentes, le représentant du SAN OUEST PROVENCE précise que le présent échange a pour objet de permettre au SAN OUEST PROVENCE de procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AC n°63 sise à ISTRES appartenant en indivision à Monsieur KOUCOULIS Jean et Mesdames BROUCHOS et VERDU.

Cette acquisition a pour but de permettre l'extension de la station d'épuration de RASSUEN.

En contre partie de l'acquisition de la parcelle cadastrée section AC n°63, le SAN OUEST PROVENCE a proposé à ses propriétaires, un échange entre la parcelle susvisée et la parcelle cadastrée section G n°347 sise à ISTRES et appartenant à ce dernier.

Aux termes de la délibération du 23 Juin 2006 rendue exécutoire le 30 Juin 2006, il a été précisé que les frais de Notaire seraient supportés par chacun des échangistes.

Suite à un malentendu intervenu entre les parties concernant la prise en charge des frais d'acte, une deuxième délibération a été prise par le SAN OUEST PROVENCE le 15 Février 2008 rendue exécutoire le 03 Mars 2008 aux termes de laquelle il a été indiqué ce qui suit littéralement retranscrit :

*« Monsieur KOUCOULIS et Mesdames BROUCHOS et VERDU ont rappelé qu'il avait été convenu lors d'accords antérieurs que l'ensemble des frais annexés découlant de cet échange seraient à la charge exclusive du SAN OUEST PROVENCE.*

*La délibération N°334/06 du 23/06/06 précisant que 'chacune des parties supportera en ce qui concerne les frais de notaire', il convient de prendre une délibération modificative.*

*En conséquence, Monsieur le Président demande au Bureau Syndical :*

- d'accepter la prise en charge de l'ensemble des frais annexés (notaire, géomètre) découlant de cet échange,*
- de préciser que les autres points de la délibération N°334/06 du 23/06/06 restent inchangés. »*

Par ailleurs, il a été également précisé aux termes de la délibération du 23 Juin 2006 que ledit échange interviendrait sans soulte de part d'autre.

Suivant courrier en date du 22 Octobre 2009, le SAN OUEST PROVENCE a précisé que cet échange devait être réalisé sur la valeur unique de 5.400,00 € hors taxes et qu'il acceptait de se désister de l'action en répétition.

Un exemplaire de ces délibérations et dudit courrier est demeuré joint et annexé aux présentes après mention.

CECI EXPOSE, il est passé à l'échange objet des présentes.

#### **PROTECTION DE L'ACQUEREUR IMMOBILIER**

LES ECHANGISTES déclarant affecter les biens à un usage autre que l'habitation, les dispositions protectrices de l'ACQUEREUR immobilier prévues par l'article L. 271-1 du Code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables au présent acte.

#### **ECHANGE**

Par les présentes, LE SAN OUEST PROVENCE en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires et de droit en pareille matière cède à titre d'échange à son 'co-échangiste' qui accepte, les biens ou droits immobiliers lui appartenant et ci-après désignés.

En contre échange, Monsieur Jean KOUCOULIS, Madame Marie BROUCHOS et Madame Elisabeth VERDU en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires et de droit en pareille matière cèdent à titre d'échange à son 'co-échangiste' qui accepte, les biens ou droits immobiliers lui appartenant et ci-après désignés.

#### **BIEN APPARTENANT AU SAN OUEST PROVENCE**

Le SAN OUEST PROVENCE est propriétaire de :

#### **DESIGNATION**

Sur la commune de ISTRES (Bouches-du-Rhône) Vigne caste .

Un immeuble non bâti figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	Nature	Contenance		
				ha	a	ca
G	347	Lavalduc			18	20

Ledit immeuble consistant en une parcelle de terre.

Tel que cet immeuble se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

### **NATURE ET QUOTITE DES DROITS ECHANGES**

LE BIEN objet des présentes appartient au SAN OUEST PROVENCE à concurrence de la totalité en pleine propriété.

### **EFFET RELATIF**

Acquisition suivant acte administratif en date du 11 Février 1994 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE le 18 Mars 1994, volume 1994 P, numéro 1664

### **BIEN APPARTENANT EN INDIVISION A MONSIEUR JEAN KOUCOULIS, MADAME MARIE SPANOPOULOS ET MADAME ELISABETH SPANOPOULOS**

Monsieur Jean KOUCOULIS, Madame Marie SPANOPOULOS et Madame Elisabeth SPANOPOULOS sont propriétaires de :

### **DESIGNATION**

Sur la commune de ISTRES (Bouches-du-Rhône) Quartier des Maurettes .

Une parcelle de terre en nature de vignes figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	Nature	Contenance		
				ha	a	ca
AC	63	MOURETTE OUEST			18	57

Anciennement cadastré Section G numéro 175.

### **Précision étant ici faite que :**

- qu'on accède à ladite parcelle, depuis la route départementale n°52, par un chemin de terre qui jouxte tout le long, la parcelle cadastrée AC n°64, propriété du SAN OUEST PROVENCE. Ledit chemin n'ayant jamais fait l'objet d'un acte de servitude.

### **Rappel de l'article 682 du Code Civil :**

*« Le propriétaire dont les fonds sont enclavés et qui n'a sur la voie publique aucune issue ou qu'une issue insuffisante, soit pour l'exploitation agricole, industrielle ou commerciale de sa propriété, soit pour la réalisation d'opérations de construction ou de lotissement, est fondé à réclamer sur les fonds de ses voisins un passage suffisant pour assurer la desserte complète de ses fonds, à charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut occasionner ».*

**Le SAN OUEST PROVENCE déclare en être parfaitement informé et vouloir en faire son affaire personnelle sans recours contre quiconque.**

Tel que cet immeuble se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

#### **NATURE ET QUOTITE DES DROITS ECHANGES**

LE BIEN objet des présentes appartient à :

- Monsieur Jean KOUCOULIS, à concurrence de deux quart en pleine propriété.
- Madame Marie SPANOPOULOS à concurrence de un quart en pleine propriété.
- Madame Elisabeth SPANOPOULOS à concurrence de un quart en pleine propriété.

#### **EFFET RELATIF**

Attestation notariée dressée par Maître GALLAY, Notaire à MARTIGUES les 7 et 8 Février 1984 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE le 08 Mars 1984, volume 4435, numéro 16

#### **NATURE ET QUOTITE DES DROITS RECUS**

- La parcelle cadastrée Section AC numéro 63 appartiendra aux termes des présentes au SAN OUEST PROVENCE à concurrence de la totalité en pleine propriété
- La parcelle cadastrée Section G numéro 347 appartiendra aux termes des présentes savoir :
  - \* à Monsieur Jean KOUCOULIS à concurrence de deux quart en pleine propriété
  - \* à Madame Marie SPANOPOULOS à concurrence de un quart en pleine propriété.
- Madame Elisabeth SPANOPOULOS à concurrence de un quart en pleine propriété.

#### **CHARGES ET CONDITIONS**

Les charges et conditions générales du présent acte sont énoncées en seconde partie.

#### **PROPRIETE – JOUISSANCE**

L'ECHANGISTE et LE CO-ECHANGISTE seront propriétaires des BIENS reçus à compter de ce jour et par le seul fait des présentes.

Ils en auront la jouissance à compter de ce jour, par la prise de possession réelle, LES BIENS échangés étant entièrement libres de location ou occupation, ainsi que chacun des ECHANGISTE et CO-ECHANGISTE le déclare et qu'il a pu le constater en les visitant.

Précision étant ici faite par le SAN OUEST PROVENCE en ce qui concerne la parcelle cadastrée section G numéro 347, il a été précisé dans l'acte d'acquisition du 11 Février 1994 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques le 18 Mars 1994, volume 1994 P, numéro 1664, ce qui suit littéralement retranscrit ci-dessous :

*« L'intégralité des parcelles fait l'objet d'une occupation précaire de la part de la société des chasseurs istréens. »*

Le SAN OUEST PROVENCE a déclaré dans un courrier en date du 15 Janvier 2009, ce qui suit :

*« Sur l'occupation précaire de la part de la Société des Chasseurs Istréens : bien que l'acte d'acquisition de la parcelle cadastrée G n°347 en fasse état, à notre connaissance, elle ne fait l'objet d'aucune occupation, OUEST PROVENCE ne disposant pas d'un exemplaire de la convention et ne percevant aucune redevance à ce titre. De plus, aucune 'Société des Chasseurs istréens' n'est enregistrée, à ce jour, sous cette appellation en Sous-Préfecture ».*

En conséquence le SAN OUEST PROVENCE déclare que le BIEN est libre de toute occupation

Monsieur KOUCOULIS et Mesdames SPANOPOULOS déclarent en avoir été parfaitement informés et en faire leur affaire personnelle sans recours contre LE SAN OUEST PROVENCE.

Un exemplaire de ce courrier demeurera joint et annexé aux présentes après mention.

#### **RENONCIATION A L'ACTION EN REPETITION**

Comme condition expresse du présent échange, les parties déclarent respectivement se désister de l'action en répétition pouvant résulter à leur profit de l'article 1705 du Code Civil, pour le cas où l'une d'elle viendrait à être évincée de l'immeuble reçu par elle en contre-échange. En conséquence, elles renoncent à l'exercice de toute action réelle sur les immeubles échangés, se réservant seulement pour le cas d'éviction une action personnelle en dommages-intérêts.

#### **EVALUATION**

LE BIEN cédé par LE SAN OUEST PROVENCE est évalué à CINQ MILLE QUATRE CENTS EUROS ( 5.400,00 € ) .

LE BIEN cédé par Monsieur Jean KOUCOULIS, Madame Marie SPANOPOULOS et Madame Elisabeth SPANOPOULOS est évalué à CINQ MILLE QUATRE CENTS EUROS ( 5.400,00 € )

Les parties aux présentes déclarent que le présent échange a lieu sans soulte de part et d'autre.

#### **ABSENCE DE COMMISSION D'INTERMEDIAIRE**

Les parties déclarent que le présent échange a été négocié directement entre elles sans recours à aucun intermédiaire.

#### **DECLARATIONS FISCALES**

##### **TAXATION DES PLUS-VALUES**

##### **Concernant l'échangiste :**

Le représentant de la société échangiste déclare :

- que son siège social est bien à l'adresse indiquée en tête des présentes et qu'il dépend pour ses déclarations du Centre des impôts de ISTRES (13800) 54 Avenue Aldéric Chave.

- que le bien échangé lui appartient pour l'avoir acquis aux termes d'un acte administratif en date du 11 Février 1994 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE en date du 18 Mars 1994, volume 1994 P, numéro 1664.

LE SAN OUEST PROVENCE n'est pas assujetti à l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

**Concernant le co-échangiste :**

Pour satisfaire aux dispositions légales sur les plus-values immobilières visées aux articles 150 U et suivants du Code général des impôts, LE CO-ECHANGISTE déclare :

- En ce qui concerne Monsieur KOUCOULIS qu'il a son domicile à l'adresse indiquée ci-dessus et qu'il dépend du centre des impôts de : MARTIGUES, Avenue du Docteur Fleming.

- En ce qui concerne Madame SPANOPOULS Elisabeth qu'elle a son domicile à l'adresse indiquée ci-dessus et qu'elle dépend du Centre des Impôts de MARTIGUES, Avenue du Docteur Fleming

- En ce qui concerne Madame SPANOPOULOS Marie Rose qu'elle a son domicile à l'adresse indiquée ci-dessus et qu'elle dépend du Centre des Impôts de MARTIGUES, Avenue du Docteur Fleming

- que LE BIEN échangé leur appartient pour l'avoir reçu, savoir :

- 1°) Pour Mesdames SPANOPOULOS, dans la succession de leur mère, Madame Paraskevi Varvara Iréné GERONYMOS décédée à MARSEILLE le 28 Mars 1978, aux termes d'un acte reçu par Maître GALLAY, Notaire à MARTIGUES, les 7 et 8 Février 1984, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE 2ème BUREAU, le 08 Mars 1984 volume 4435, numéro 16, moyennant une valeur en pleine propriété à l'époque de DIX MILLE FRANCS ( 10.000,00 FRS )

- que LE BIEN présentement échangé est sa propriété depuis plus de quinze ans.

En conséquence, la présente mutation est exonérée d'impôt sur la plus-value conformément à l'article 150 VC -1 du Code général des impôts par le jeu des abattements de 10% par année de détention au-delà de la cinquième.

- 2°) Pour Monsieur KOUCOULIS Jean, pour l'avoir reçu dans la succession de son père, Monsieur Eleuthérios COUKOULIS décédé à MARTIGUES le 02 Avril 1983, aux termes d'un acte reçu par Maître GALLAY, Notaire à MARTIGUES, les 7 et 8 Février 1984, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE 2ème BUREAU, le 08 Mars 1984 volume 4435, numéro 16, moyennant une valeur en pleine propriété à l'époque de DIX MILLE FRANCS ( 10.000,00 FRS )

- que LE BIEN présentement échangé est sa propriété depuis plus de quinze ans.

En conséquence, la présente mutation est exonérée d'impôt sur la plus-value conformément à l'article 150 VC -1 du Code général des impôts par le jeu des abattements de 10% par année de détention au-delà de la cinquième.

**IMPOTS SUR LA MUTATION**

Pour la perception des droits, les parties déclarent :

- que les immeubles échangés sont chacun d'une égale valeur de CINQ MILLE QUATRE CENT EUROS ( 5.400,00 € )

- qu'en application de l'article 684 du Code général des impôts, les immeubles transmis n'ont pas fait l'objet d'une adjudication judiciaire ou volontaire dans les deux années ayant précédées le présent acte ;

- qu'en application de l'article 1040 du CGI, le présent échange est exonéré de droit d'enregistrement et de taxe de publicité foncière.

**nucléaire, transport de matières dangereuses.**

La Commune est concernée par:

– un PPR relatif aux mouvements de terrain (glissements) approuvé le 20 Février 1997.

Suivant les dispositions du PLU d'ISTRES approuvé le 28 Septembre 1983, dernièrement modifié le 24 Mars 2006, dont la révision simplifiée a été approuvée le 26 Juin 2009, pouvant être modifiées à l'approbation de la révision prescrite :

**NOTE PRELIMINAIRE**

**Immeuble situé dans une commune pour laquelle Monsieur le Préfet a ordonné la révision du PLU pour y inclure les zones inondables en cas de crues, de ruissellement des versants par pluies torrentielles, ou d'inondation de plaine.**

**En l'absence d'études détaillées définissant les limites des zones devenues inconstructibles ou constructibles sous conditions suivant ces critères à l'étude, l'administration peut refuser provisoirement d'accorder des demandes d'occupation des sols en confortant sa position par l'article R 111-2 du Code de l'Urbanisme.**

**ZONE NATURELLE** comprenant les parties du territoire communal dont le maintien à l'état naturel doit être assuré.

**SECTEUR ND2** de protection de la nature, où peuvent être admis sous conditions les aménagements et équipements d'infrastructure à usage de loisirs, les équipements publics et d'intérêt public à vocation sportive et de loisirs, les campings et les caravanings sur des terrains d'une superficie minimale de 2 hectares.

Lorsqu'un terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenteraient une gêne ou un risque pour la circulation, peut être interdit.

**AUTRES SERVITUDES D'URBANISME GREVANT L'IMMEUBLE :**

**CET IMMEUBLE N'EST PAS SITUE DANS:**

- une zone soumise au droit de préemption urbain,
- une zone d'aménagement différé,
- une zone de préemption de l'espace naturel sensible (étendu à l'ensemble du département).

**SERVITUDES D'URBANISME PARTICULIERES :**

En application du décret 2000-892 du 13 Septembre 2000 relatif à la prévention du risque sismique, le territoire de la commune est situé en zone 1b (sismicité faible) où les constructions doivent respecter les règles de construction parasismique du DTU.

Servitude T5 aéronautique de dégagement.

Immeuble situé dans un périmètre préventif archéologique sensible où tous les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers nécessitent, suivant la surface du terrain et la nature des travaux envisagés, de consulter préalablement le Service Régional de l'Archéologie (23, boulevard du Roy René, 13617 AIX EN PROVENCE Cedex).

Cet immeuble n'est pas situé dans le périmètre du syndicat autorisé des Arrosants de Craonne. Par contre, en l'état des servitudes publiques d'urbanisme et des documents du PLU, nous ne pouvons préciser si cet immeuble est situé dans un périmètre d'un autre syndicat autorisé d'arrosants.

Une autorisation de défrichement devra être éventuellement annexée par le pétitionnaire à toute demande d'occupation ou d'utilisation du sol.

**SERVITUDES D'ALIGNEMENT** : Cet immeuble pourrait être intéressé par l'aménagement à 16 mètres du CD 52a (opération de voirie n°9 au bénéfice du Département). Toute nouvelle occupation du sol devra respecter la zone de recul à compter de cette voie, du canal d'irrigation et du chemin des Citis.

En ce qui concerne la parcelle cadastrée Section AC numéro 63.

Sont demeurées ci-jointes et annexées après visa de L'ECHANGISTE et mention du notaire, les pièces suivantes :

- note de renseignements d'urbanisme en date du 15 Décembre 2009

De laquelle, il résulte ce qui suit littéralement retranscrit ci-dessous

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU ZONAGE:**

- *L'ensemble du Département des Bouches-du-Rhône a été classé en zone de risque d'exposition au plomb par Arrêté Préfectoral du 24 Mai 2000. Cet arrêté implique qu'avant toute vente d'immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation construit avant le 1 Janvier 1949, un contrôle datant de moins d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat doit être effectué (décret n°2006-4 74 du 25 Avril 2006).*

- *Par Arrêté Préfectoral du 19 Juillet 2001, l'ensemble du département des Bouches-du-Rhône est décrété en zone de surveillance et de lutte contre les termites et autres insectes xylophages. En cas de cession d'un immeuble bât un état parasitaire doit être établi depuis moins de six mois à la date de l'acte authentique (décret n°2006- 1653 du 21 Décembre 2006).*

- *Suivant les indications du Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), la Commune est exposée aux risques naturels et technologiques ci-dessous: feu de forêt, inondation, mouvement de terrain, séisme, risque industriel, risque nucléaire, transport de matières dangereuses.*

*La Commune est concernée par:*

— *un PPR relatif aux mouvements de terrain (glissements) approuvé le 20 Février 1997.*

Suivant les dispositions du PLU d'ISTRES approuvé le 28 Septembre 1983, dernièrement modifié le 24 Mars 2006, dont la révision simplifiée a été approuvée le 26 Juin 2009, pouvant être modifiées à l'approbation de la révision prescrite

**NOTE PRELIMINAIRE**

Immeuble situé dans une commune pour laquelle Monsieur le Préfet a ordonné la révision du PLU pour y inclure les zones inondables en cas de crues, de ruissellement des versants par pluies torrentielles, ou d'inondation de plaine. En l'absence d'études détaillées définissant les limites des zones devenues inconstructibles ou constructibles sous conditions suivant ces critères à l'étude, l'administration peut refuser provisoirement d'accorder des demandes d'occupation des sols en confortant sa position par l'article R 111-2 du Code de l'Urbanisme.

**ZONE NATURELLE** comprenant les parties du territoire communal dont le maintien à l'état naturel doit être assuré.

**SECTEUR ND2** de protection de la nature, où peuvent être admis sous conditions les aménagements et équipements d'infrastructure à usage de loisirs, les équipements publics et d'intérêt public à vocation sportive et de loisirs, les campings et les caravanings sur des terrains d'une superficie minimale de 2 hectares.

Immeuble partiellement intéressé par une servitude d'espaces boisés classés et donc soumis aux dispositions des articles L 130.1 et suivants du Code de



l'Urbanisme (zone dans laquelle les demandes de défrichement sont irrecevables en raison de cette servitude).

En l'état du PLU, cet immeuble est situé dans la réserve foncière n°28 destinée à l'aménagement du Cimetière des Maurettes au bénéfice de la Commune.

**AUTRES SERVITUDES D'URBANISME GREVANT L'IMMEUBLE:**

**CET IMMEUBLE EST SITUE DANS une ZONE DE PREEMPTION DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE** créée par A.P du 29/12/82 au bénéfice du Département, et dont Mr le Président du Conseil Général est titulaire du droit de préemption.

PAR CONTRE, CET IMMEUBLE N'EST PAS SITUE DANS:

- une zone soumise au droit de préemption urbain,
- une zone d'aménagement différé.

**SERVITUDES D'URBANISME PARTICULIERES:**

En application du décret 2000-892 du 13 Septembre 2000 relatif à la prévention du risque sismique, le territoire de la commune est situé en zone Ib (sismicité faible) où les constructions doivent respecter les règles de construction parasismique du DTU.

Servitude T5 aéronautique de dégagement.

Servitude 14: immeuble situé dans une zone de servitudes relatives aux canalisations électriques de distribution générale.

Immeuble situé dans un périmètre préventif archéologique sensible où tous les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers nécessitent, suivant la surface du terrain et la nature des travaux envisagés, de consulter préalablement le Service Régional de l'Archéologie (23, boulevard du Roy René, 13617 AIX EN PROVENCE Cedex).

Immeuble situé dans le périmètre du syndicat autorisé des Arrosants de Craponne, dans lequel des contributions d'arrosage peuvent être demandées ainsi que la protection des réseaux d'arrosage.

Une autorisation de défrichement devra être éventuellement annexée par le pétitionnaire à toute demande d'occupation ou d'utilisation du sol.

**SERVITUDES D'ALIGNEMENT:** Néant.

**DROITS DE PREEMPTION**

Concernant la parcelle cadastrée Section G numéro 347

**DROITS DE PREEMPTION URBAIN**

LE BIEN sus-désigné n'est soumis à aucun droit de préemption lié au droit de l'urbanisme ainsi qu'il résulte des documents sus-analysés.

**DROIT DE PREEMPTION DE LA S.A.F.E.R.**

LE BIEN étant situé à l'intérieur de la zone d'intervention d'une société d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.), son aliénation donne ouverture au droit de préemption institué par l'article L. 143-1, alinéa 1, du Code rural, car elle n'entre pas dans les prévisions d'exemption figurant à l'article L. 143-4 du même code.

En conséquence, le projet d'aliénation a, conformément aux dispositions des articles R. 143-4 et L. 412-8 du Code rural, été notifié à la S.A.F.E.R. intéressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dont une copie certifiée conforme et l'accusé de réception sont demeurés ci-annexés après mention.

La S.A.F.E.R a renoncé expressément à exercer son droit de préemption ainsi qu'il résulte de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception demeurée ci-jointe et annexée après mention.

Concernant la parcelle cadastrée Section AC numéro 63

#### **DROITS DE PREEMPTION URBAIN**

LE BIEN sus-désigné n'est soumis à aucun droit de préemption lié au droit de l'urbanisme ainsi qu'il résulte des documents sus-analysés.

#### **DROIT DE PREEMPTION DE LA S.A.F.E.R.**

LE BIEN étant situé à l'intérieur de la zone d'intervention d'une société d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.), son aliénation donne ouverture au droit de préemption institué par l'article L. 143-1, alinéa 1, du Code rural, car elle n'entre pas dans les prévisions d'exemption figurant à l'article L. 143-4 du même code.

En conséquence, le projet d'aliénation a, conformément aux dispositions des articles R. 143-4 et L. 412-8 du Code rural, été notifié à la S.A.F.E.R. intéressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dont une copie certifiée conforme et l'accusé de réception sont demeurés ci-annexés après mention.

La S.A.F.E.R a renoncé expressément à exercer son droit de préemption ainsi qu'il résulte de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception demeurée ci-jointe et annexée après mention.

#### **ESPACES NATURELS SENSIBLES**

LE BIEN sus-désigné étant situé dans la zone de préemption d'un espace naturel sensible, son aliénation donnait ouverture au droit de préemption institué par l'article L.142-3 du Code de l'urbanisme.

La déclaration d'intention d'aliéner prescrite par les articles L.142-4 et R.142-9 du Code de l'urbanisme a été notifiée au président du Conseil général du département, par lettre recommandée dont une copie et le récépissé délivré par lui sont demeurés ci-annexés après mention.

Par lettres recommandées avec demande d'avis de réception dont les originaux sont demeurés annexés aux présentes après mention, les titulaires des droits de préemption et de substitution ont notifié leur décision de renoncer à leur droit.

La vente du BIEN peut donc, en vertu des articles L.142-7 et L.213-8 alinéa 1 du Code de l'urbanisme, être réalisée au prix indiqué dans la déclaration d'intention d'aliéner.

#### **REMISE DE TITRES – CORRESPONDANCE**

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à L'ECHANGISTE et au CO-ECHANGISTE concernant LE BIEN, mais ils pourront se faire délivrer, à leurs frais, ceux dont ils pourraient avoir besoin, et seront subrogé dans tous les droits de leur co-échangiste à ce sujet.

Par suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à L'ECHANGISTE devront s'effectuer à l'adresse indiquée en tête des présentes, constituant son domicile aux termes de la loi.

La correspondance et le renvoi des pièces auprès du CO-ECHANGISTE s'effectuera à l'adresse indiquée en tête des présentes, constituant son domicile aux termes de la loi.

### ORIGINE DE PROPRIETE

#### Concernant la parcelle cadastrée section G numéro 347

Les biens immobiliers objet des présentes appartiennent au SAN OUEST PROVENCE par suite de l'acquisition qu'il en a faite avec d'autres biens non compris aux présentes de L'Etat Français

Suivant acte administratif en date du 11 Février 1994

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de UN MILLION NEUF CENT MILLE FRANCS ( 1.900.000,00 FRS )

Cette somme a été payée en deux versements :

-le premier versement a eu lieu dans le délai de un mois à compter de la remise au SAN OUEST PROVENCE d'une expédition du contrat revêtue de la mention de publicité foncière,

-le second dans un délai de un an par rapport à la date de la remise de l'expédition au SAN OUEST PROVENCE.

Ledit prix aujourd'hui intégralement payé ainsi déclaré par le représentant du SAN OUEST PROVENCE

Audit acte LE VENDEUR a déclaré qu'il n'était frappé d'aucune mesure restreignant son pouvoir de disposer librement du BIEN vendu.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE le 18 Mars 1994, volume 1994 P, numéro 1664 L'état délivré sur cette publication n'a pas été représenté au notaire soussigné.

#### Concernant la parcelle cadastrée section AC numéro 63

Les biens immobiliers objet des présentes appartiennent à Monsieur KOUKOULIS et Mesdames SPANOPOULOS par suite des actes et faits suivants :

##### 1°) Acquisition par les époux COUKOULIS / GERONYMOS

Originellement ledit bien immobilier objet des présentes appartenait à Monsieur Elefthérios COUKOULIS et Madame Paraskevi GERONYMOS par suite de l'acquisition qu'ils en avaient faite au nom et pour le compte de la communauté de biens existant entre eux de :

-Monsieur Simon Zénon AUDIBERT, maçon, et Madame Marie Thérèse MICHEL, sans profession, son épouse, demeurant ensemble à ISTRES, Boulevard de l'Etoile,

-Monsieur Fortuné Justin AUDIBERT, retraité des Postes, et Madame Alix Rose Julie FOUET, sans profession, son épouse, demeurant ensemble à ISTRES, quartier de la gare,

-Madame Augustine Denise AUDIBERT, sans profession, veuve non remariée de Monsieur Emmanuel Louis DANIEL, demeurant à ISTRES, quartier du Cravon, Route de Miramas,

-Monsieur Marius Simon AUDIBERT, charron, demeurant à ISTRES, Avenue Aldéric Chave, célibataire.

Aux termes d'un acte reçu par Maître Pierre VIALETTE, lors Notaire à ISTRES le 20 Mars 1959.

Une expédition de cet acte a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE, le 29 Avril 1959, volume 338, numéro 23.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de QUARANTE MILLE FRANCS (40.000,00 francs) payé comptant et quittancé audit acte.

### 2°) Décès de Madame Paraskevi GERONYMOS

Madame Paraskevi Varvara Irène GERONYMOS, en son vivant, sans profession, demeurant et domiciliée à MARTIGUES, Quartier Saint Jean, Croix-Sainte, chemin des Pervenches,

Née à CASTELLORIZO (GRECE) le 18 Janvier 1916.

Epouse en secondes noces de Monsieur Eleuthérios COUKOULIS (divorcée en premières noces de Monsieur Ananias SPANOPOULOS.

Décédée à MARSEILLE le 28 Mars 1978.

Laissant pour lui succéder :

-Son conjoint survivant : Monsieur Eleuthérios COUKOULIS, susnommé, Commun légalement en biens meubles et acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de MARTIGUES, le 26 Février 1955.

Usufruitier légal du quart des biens, conformément à l'article 767 du Code Civil.

Et comme habiles à se dire et porter ses seuls héritiers, ses deux filles, issues de sa première union avec Monsieur Ananias SPANOPOULOS, savoir :

-Madame Marie Rose SPANOPOULOS, susnommée

- Madame Elisabeth Sophie SPANOPOULOS, susnommée.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés dans un acte de notoriété dressé par Maître Patrice GALLAY, Notaire à MARTIGUES les 23 Septembre, 3 et 10 Octobre 1983

La transmission par décès des droits réels immobiliers a été d'autre part constatée en un acte d'attestation notariée dressé par Maître GALLAY, Notaire à MARTIGUES le 7 et 8 Février 1984

Une copie authentique de cet acte a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE le 08 Mars 1984, volume 4435, numéro 16 L'état délivré sur cette publication n'a pas été représenté au notaire soussigné.

### 3°) décès de Monsieur Eleuthérios COUKOULIS

Monsieur Eleuthérios COUKOULIS, en son vivant retraité, demeurant et domicilié à MARTIGUES, Quartier Saint Jean, Croix-Sainte, chemin des Pervenches

Né à TRIGANION DE SAMOS (GRECE) le 25 Août 1911.

Veuf en secondes noces de Madame Paraskevi Varvara Irène GERONYMOS, et divorcé en première noces de Madame Stamatia Eleuthérios LICOU

Décédé à MARTIGUES le 02 avril 1983.

Laissant pour lui succéder son fils unique né de sa première union avec Madame LICOU, savoir :

Monsieur Jean KOUCOULIS, susnommé.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés dans un acte de notoriété dressé par Maître Patrice GALLAY, Notaire à MARTIGUES les 23 Septembre, 3 et 10 Octobre 1983

La transmission par décès des droits réels immobiliers a été d'autre part constatée en un acte d'attestation notariée dressé par Maître GALLAY, Notaire à MARTIGUES le 7 et 8 Février 1984

Une copie authentique de cet acte a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE le 08 Mars 1984, volume 4435, numéro 16. L'état délivré sur cette publication n'a pas été représenté au notaire soussigné.

### **ORIGINE DE PROPRIETE ANTERIEURE**

En ce qui concerne l'origine de propriété antérieure de la parcelle cadastrée section G numéro 347.

Originellement ledit bien immobilier objet des présentes appartenait à l'Etat Français par suite de l'acquisition qu'il en avait faite avec d'autres biens non compris aux présentes de

Monsieur COURAGE Pierre Eugène, agriculteur, et Madame GOUIN Thérèse Alexandrine Marie, sans profession, son épouse, demeurant ensemble à ISTRES, quartier de Rassuen, Campagne Saint vérán,

Nés savoir :

Monsieur à CAVAILLON (Vaucluse) le 26 Juin 1903

Madame à ISTRES (Bouches-du-Rhône) le 05 Mai 1905

Mariés sous le régime de la communauté de meubles et acquêts (ancien régime légal) par suite de leur mariage célébré sans contrat préalable à la mairie de ISTRES le 15 Septembre 1928.

Suivant acte reçu par Maître BANON, lors Notaire à ISTRES les 17 et 19 Juillet 1974 .

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix de 900.000,00 francs.

Ledit prix a été stipulé payable une fois les formalités de publicité foncière effectuées et aujourd'hui intégralement payé.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE le 07 Août 1974, volume 918, numéro 5.

### **CONCILIATION CONVENTIONNELLE**

En cas de litige, les parties conviennent préalablement à toute instance judiciaire, de soumettre leur différend au conciliateur qui sera missionné par le président de la Chambre des notaires.

### **PUBLICITE FONCIERE**

Cet acte sera soumis par les soins du notaire soussigné à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière au bureau des hypothèques compétent dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires et aux frais des ECHANGISTES.

Si LES BIENS sont grevés d'inscriptions, LES ECHANGISTES seront tenus d'en rapporter à leurs frais mainlevées et de justifier de l'exécution de la radiation de ces inscriptions, dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile élu.

### **POUVOIRS**

Les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs.

### **FRAIS**

Les frais, droits et émoluments des présentes seront à la charge exclusive du SAN OUEST PROVENCE.

**DONT ACTE sur VINGT(20) pages**

Cet acte comprenant :

- Lettre(s) nulle(s) : sans
- Blanc(s) barré(s) : sans
- Ligne(s) entière(s) rayée(s) nulle(s) : sans
- Chiffre(s) nul(s) : sans
- Mot(s) nul(s) : sans
- Renvoi(s) : sans

FAIT et passé savoir :

- Au siège du SAN OUEST PROVENCE pour Monsieur GRANIE  
en l'étude du notaire soussigné pour Monsieur KOUCOULIS, Mesdames

SPANOPOULOS

Les jours, an et mois sus dits

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes, les déclarations les concernant  
contenues au présent acte, puis le notaire soussigné a recueilli leur signature et a lui-même signé.

Suivent les signatures

POUR COPIE AUTHENTIQUE

Délivrée et certifiée conforme à l'original  
Etablie sur vingt pages sans renvoi ni



### **LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES**

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978, le notaire soussigné déclare disposer d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes. A cette fin, il est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre à certaines administrations, notamment à la conservation des hypothèques en vue de la publicité foncière, ainsi qu'à des fins cadastrales, comptables fiscales, ou statistiques. Les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant auprès du notaire soussigné ou via le Correspondant « Informatique et Libertés » désigné par ce dernier : cpd-adsn@notaires.fr.

### **BASE DE DONNEES IMMOBILIERES**

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières, déclarée à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, pour assurer la production d'informations statistiques d'intérêt général.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 56 et 57 de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que d'un droit d'accès et de rectification.

### **AFFIRMATION DE SINCERITE**

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte a lieu sans soulte ; elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est contredit par aucune contre-lettre contenant stipulation de soulte.

### **CERTIFICATION DE L'IDENTITE DES PARTIES**

Le notaire soussigné certifie et atteste que l'identité complète des parties dénommées aux termes des présentes, telle qu'elle est indiquée à la suite de leurs noms et dénominations, lui a été régulièrement justifiée.

Et notamment en ce qui concerne LE SAN OUEST PROVENCE au vu d'un extrait K-bis de son inscription au Registre du commerce et des sociétés.

2006 D N° 13804

Volume : 2006 P N° 6789

Publié et enregistré le 23/10/2006 à la conservation des hypothèques de

AIX EN PROVENCE 2EME BUREAU

Droits : Néant

Salaires : 15,00 EUR

Reçu : Quinze Euros

TOTAL : 15,00 EUR

Le Conservateur des Hypothèques,

Alain SOURDOT

960315003:301976EN

L'AN DEUX MILLE SIX  
Le QUINZE SEPTEMBRE

Maître Christophe IMBERT, notaire associé membre de la Société Civile Professionnelle 'Roland CEAGLIO, Sylvain MAZET, Christophe IMBERT' titulaire d'un office notarial dont le siège est à ISTRES (Bouches-du-Rhône), 24, Boulevard de Vauranne.

A RECU le présent acte authentique à la requête des parties ci-après identifiées, contenant : VENTE DE TERRAIN

### IDENTIFICATION DES PARTIES

#### VENDEUR :

Monsieur Christian Joseph Constant ROVERY, retraité, et Madame Michelle DUSSERT, sans profession, son épouse, demeurant ensemble à SAINT SYMPHORIEN D'OZON (Rhône) Lieudit Chattanay SIMANDRES

Nés, savoir :

Monsieur à ST MARTIN DE CRAU (Bouches-du-Rhône) le 16 Avril 1939

Madame à ST SYMPHORIEN D'OZON (Rhône) le 20 Novembre 1946

Mariés sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts (ancienne communauté légale) à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de ST SYMPHORIEN D OZON (Rhône) le 24 Avril 1965

Ledit régime non modifié.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommés 'LE VENDEUR', agissant solidairement entre eux.

#### ACQUEREUR:

Le SAN OUEST PROVENCE précédemment dénommé LE SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE DU NORD OUEST DE L'ETANG DE BERRE en abrégé SAN créée en conformité de la loi numéro 70 610 du 10 Juillet 1970 et de la loi numéro 83 636 du 13 Juillet 1983 à la suite du décret du 11 Août 1972 portant création de l'agglomération nouvelle du Nord Ouest de l'Etang de Berre et de la décision institutive adoptées par les Conseils Municipaux des Communes d'ISTRES MIRAMAS et de FOS SUR MER suivant arrêté d'autorisation de Monsieur le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur et du département des Bouches du Rhône en date du 12 Juillet 1984 modifié le 30 Septembre 1996.

L'actuelle dénomination du SAN OUEST PROVENCE a été décidé par décision institutive adoptée par le Comité du Syndicat d'agglomération Nouvelle le 30 Juin 2003 et par les conseils municipaux des communes de CORNILLON CONFOUX, FOS SUR MER, GRANS, ISTRES, MIRAMAS, PORT SAINT LOUIS DU RHONE, suivant arrêté d'autorisation de Monsieur le Préfet de la Région Provence Alpes Côte d'Azur et du département des Bouches du Rhône en date du 06 Novembre 2003.





Le SAN OUEST PROVENCE a son siège social à ISTRES et est immatriculé au SIREN sous le numéro 241 300 177.

Ci-après dénommé 'L'ACQUEREUR'.

### **PRESENCE – REPRESENTATION**

Monsieur et Madame ROVERY sont ici présents.

La Société dénommée SAN OUEST PROVENCE est ici représentée par Monsieur Patrice GOUIN demeurant à ISTRES Chemin du Rouquier, spécialement habilité à l'effet des présentes aux termes d'une délibération du SAN dans sa séance du 27 Mai 2005 rendue exécutoire le 14 Juin 2006 demeurée annexée aux présentes après mention.

### **VENTE**

Par les présentes, le VENDEUR s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit, vend à L'ACQUEREUR qui accepte.

### **DESIGNATION**

Un immeuble non bâti situé à ISTRES (Bouches du Rhône) Quartier de Mourette, figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section AC Numéro 64 Lieudit Mourette Ouest pour une contenance de 14a 87ca.

Ledit immeuble consistant en : Une parcelle de terrain nu.

Pour l'application de l'article L 111-5-3 du Code de l'urbanisme, LE VENDEUR déclare que le descriptif du terrain objet des présentes ne résulte pas d'un bornage.

Tel que cet immeuble se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

### **REFERENCES DE PUBLICATION**

#### **EFFET RELATIF**

Acquisition suivant acte reçu par Maître BANON lors notaire à ISTRES le 20 Janvier 1967 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE deuxième bureau le 17 Mars 1967 volume 1889 Numéro 13.

### **CHARGES ET CONDITIONS**

Les charges et conditions générales du présent acte sont énoncées en seconde partie.

### **PROPRIETE – JOUISSANCE**

L'ACQUEREUR sera propriétaire du BIEN vendu à compter de ce jour.

L'entrée en jouissance aura lieu à compter de ce jour, par la prise de possession réelle, LE BIEN VENDU étant entièrement libre de location ou occupation, ainsi que LE VENDEUR le déclare et que L'ACQUEREUR a pu le constater en le visitant.

### **PRIX**

La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix de TROIS MILLE SIX CENT CINQUANTE-HUIT EUROS SOIXANTE-DIX-HUIT CENTIMES ( 3.658,78 € )

Lequel prix sera payable de la manière suivante :

Le vendeur, conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du décret numéro 55 630 du 20 Mai 1955 requiert l'acquéreur de faire effectuer le paiement du prix entre les mains du notaire soussigné à charge par celui-ci, s'il y a lieu, de faire effectuer la purge de tous privilèges, hypothèques ou saisies pouvant grever le bien.

Ce paiement devra intervenir, conformément aux dispositions du décret numéro 83 13 du 13 Janvier 1983 portant établissement des pièces justificatives des paiements des communes, départements, régions et établissements publics locaux, modifié par le décret numéro 88 74 du 21 Janvier 1988, et sous réserve de l'éventuelle réquisition par l'ordonnateur (L N°82 231, 2 Mars 1982 art. 15 55 et 82) sur présentation :

- 1 - de la décision autorisant l'acquisition,
- 2 - de l'avis du domaine éventuel,
- 3 - de la copie authentique du présent acte.
- Il résulte du point 52 de l'annexe au décret du 21 Janvier 1988, ce qui suit, littéralement rapporté :

« La mention d'inscription au fichier immobilier et la mention d'enregistrement n'ont pas à être exigées lorsque les fonds sont remis au notaire et que celui-ci produit un certificat par lequel il s'engage à prendre à sa charge les sommes, qui après paiement au vendeur du prix de l'acquisition, s'avèreraient être dues à la suite de l'inscription au fichier immobilier, à des créanciers inscrits ou à un autre propriétaire ».

En raison de ce que la remise des fonds sera ainsi effectuée, conformément aux termes des trois décrets précités (et notamment celui du 20 Mai 1955) au notaire soussigné, sous sa responsabilité, la présentation d'un état des inscriptions hypothécaires, délivré sur la publication du présent acte ne sera pas nécessaire pour remettre les fonds au notaire soussigné.

L'acquéreur s'oblige à émettre le mandat nécessaire pour que ce paiement ait lieu entre les mains du notaire soussigné dans les plus brefs délais.

Le règlement ainsi effectué, libérera entièrement l'acquéreur.

Le notaire soussigné en ce qui le concerne s'engage en sa qualité d'officier public à prendre à sa charge les sommes qui après paiement au vendeur du prix d'acquisition s'avèreraient être dues à la suite d'inscriptions au fichier immobilier à ces créanciers inscrits ou à un autre propriétaire. Il s'oblige à réitérer cet engagement par simple lettre à la demande de l'une des parties.

#### **RENONCIATION AU PRIVILEGE DE VENDEUR ET A L'ACTION RESOLUTOIRE**

Le vendeur déclare renoncer au privilège de vendeur ainsi qu'à l'exercice de l'action résolutoire.

En conséquence, il s'interdit d'en requérir l'inscription au fichier immobilier pour quelque cause que ce soit et dispense formellement le notaire associé soussigné de prendre inscription pour sûreté du paiement du prix lors de la publication des présente, lui donnant dès maintenant toutes décharges nécessaires sans aucune réserve.

#### **DECLARATIONS FISCALES**

##### **TAXATION DES PLUS-VALUES :**

Pour satisfaire aux dispositions légales sur les plus-values immobilières visées aux articles 150 U et suivants du Code général des impôts, le VENDEUR déclare :

- qu'il a son domicile à l'adresse indiquée ci-dessus et qu'il dépend du centre des impôts de 69000 LYON 165 Rue Garibaldi.

- que L'IMMEUBLE vendu lui appartient pour l'avoir acquis des Consorts SABATIER, aux termes d'un acte reçu par Maître BANON lors notaire à ISTRES, le 20 Janvier 1967, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE deuxième bureau, le 17 Mars 1967 volume 1889, numéro 13, moyennant un prix de TROIS MILLE FRANCS ( 3.000,00 FRS )

- que le bien présentement vendu est sa propriété depuis plus de quinze ans.

En conséquence la présente mutation est donc exonérée d'impôt sur la plus value conformément à l'article 150 VC -1 du Code général des impôts par le jeu des abattements de 10% par année de détention au-delà de la cinquième.

#### **IMPOTS SUR LA MUTATION :**

La présente mutation est exonérée de tous droits de mutation conformément aux dispositions de l'article 1042 de Code Général des Impôts (article 21 I 1 de la loi des finances pour 1983-n° 82 1126 fu 29 Décembre 1982).

L'acte sera soumis à la formalité d'enregistrement et de publicité foncière au bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE deuxième bureau.

#### **MENTION DE CLOTURE**

Le Notaire soussigné atteste que la partie normalisée établie sur quatre pages contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication et à l'assiette des droits.

#### **FIN DE PARTIE NORMALISEE**

### **DECLARATIONS DES PARTIES**

Les parties aux présentes attestent par elles-mêmes ou leurs représentants que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles vont prendre et elles déclarent notamment :

- qu'elles ne sont pas et n'ont jamais été en état de redressement ou de liquidation judiciaire (loi n° 85-98 du 25 janvier 1985);
- qu'elles ne font pas et n'ont jamais fait l'objet de poursuites pouvant aboutir à la confiscation de leurs biens;
- qu'elles ne font pas, en ce qui concerne les personnes physiques, l'objet d'une quelconque mesure de protection légale, ni l'objet d'une procédure de règlement amiable ou de redressement judiciaire civil (loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989).

### **ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile :

- le VENDEUR et l'ACQUEREUR en leurs demeures respectives.

### **CHARGES ET CONDITIONS GENERALES**

La vente a lieu sous les charges et conditions suivantes :

#### **ETAT DU BIEN**

L'ACQUEREUR prend le BIEN dans son état au jour de l'entrée en jouissance, tel qu'il l'a vu et visité, sans recours contre le VENDEUR pour quelque cause que ce soit et notamment pour mauvais état du sol ou du sous-sol, vices mêmes cachés, erreur dans la désignation, le cadastre ou la contenance, toute différence, excédât-elle un vingtième devant faire son profit ou sa perte.

#### **SERVITUDES**

L'ACQUEREUR supporte les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever ce BIEN, sauf à s'en défendre, et profiter de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls, et sans recours contre le VENDEUR.

Le VENDEUR déclare qu'il n'a créé aucune servitude et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune à l'exception de celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, de l'urbanisme ou de la loi.

LE VENDEUR supportera les conséquences de l'existence de servitudes qu'il aurait conférées sur le bien vendu et qu'il n'aurait pas indiqué aux présentes.

Le VENDEUR déclare en outre que l'accès à la parcelle vendue s'effectue par un chemin d'exploitation. L'ACQUEREUR déclare en avoir parfaite connaissance et en faire son affaire personnelle.

#### **IMPOTS ET TAXES**

L'ACQUEREUR acquitte, à compter de l'entrée en jouissance, toutes les charges fiscales afférentes au BIEN.

Concernant les taxes foncières, L'ACQUEREUR remboursera au VENDEUR, à première demande, le prorata de la taxe foncière couru depuis la date fixée pour l'entrée en jouissance jusqu'au 31 décembre suivant.

## **RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE BIEN VENDU**

### **DROIT DE DISPOSER**

Le VENDEUR déclare que le BIEN ne fait l'objet d'aucune restriction à sa libre disposition pour quelque cause que ce soit, ni d'aucune procédure en cours.

### **SITUATION HYPOTHECAIRE**

Il résulte d'un état hors formalité du chef du vendeur, en date du 09 Août 2005 que le BIEN vendu n'est grevé d'aucune inscription.

### **URBANISME**

Est demeurée annexée aux présentes après mention la note d'urbanisme délivrée par la Chambre des Notaires des Bouches du Rhône le 15 Juin 2006.

### **DROITS DE PREEMPTION**

#### **DROITS DE PREEMPTION URBAIN**

Le BIEN étant situé dans la zone de préemption d'un espace naturel sensible, son aliénation donnait ouverture au droit de préemption institué par l'article L.142-3 du Code de l'urbanisme.

La déclaration d'intention d'aliéner prescrite par les articles L.142-4 et R.142-9 du Code de l'urbanisme a été notifiée au Président du Conseil Général du département, par lettre recommandée dont une copie et le récépissé délivré par lui sont demeurés ci-annexés après mention.

Par lettres recommandées avec demande d'avis de réception dont les originaux sont demeurés annexés aux présentes après mention, les titulaires des droits de préemption et de substitution ont notifié leur décision de renoncer à leur droit.

La vente dudit BIEN peut donc, en vertu des articles L.142-7 et L.213-8 alinéa 1 du Code de l'urbanisme, être réalisée au prix indiqué dans la déclaration d'intention d'aliéner.

#### **SAFER - DROIT DE PREEMPTION**

Le BIEN vendu n'est pas situé dans la zone d'intervention de la S.A.F.E.R..

En conséquence, les présentes ne donnent pas lieu à l'ouverture du droit de préemption au profit de la S.A.F.E.R..

### **REMISE DE TITRES - CORRESPONDANCE**

Suivant acte reçu par Maître BANON lors notaire à ISTRES le 20 Janvier 1967 publié au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE le 17 Mars 1967 volume 1889 numéro 13.

Cette acquisition a eu lieu moyennant un prix global de 3.000,00 Francs stipulé payable comptant et quittancé dans l'acte.

Un état requis sur la publication de cet acte au bureau des hypothèques du chef des vendeurs et de la précédente propriétaire s'est révélé négatif de toute inscription quelconque.

#### **PUBLICITE FONCIERE**

Cet acte sera soumis par les soins du Notaire à la formalité unique d'enregistrement et de publicité foncière au bureau des hypothèques compétent dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires et aux frais du de l'ACQUEREUR.

Si ce bien est grevé d'inscriptions, le VENDEUR sera tenu d'en rapporter à ses frais mainlevées et de justifier de l'exécution de la radiation de ces inscriptions, dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile élu.

#### **INFORMATION DES ACQUEREURS ET LOCATAIRES**

Conformément à la loi du 30 Juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, il est annexé aux présentes dûment visés par le VENDEUR et l'ACQUEREUR les documents suivants établis par le VENDEUR sans l'aide du notaire rédacteur des présentes :

- un état des risques naturels et technologiques,
- une attestation sur l'honneur du VENDEUR concernant les déclarations de

#### **LITIGES**

Les parties conviennent préalablement à toute instance judiciaire, conciliateur, qui sera missionné par le Président de la

#### **POUVOIRS**

Les parties, dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs.

#### **FRAIS**

L'ACQUEREUR paiera tous les frais, droits et émoluments des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence en application de l'article 1593 du Code civil.

#### **BASE DE DONNEES IMMOBILIERES**

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières, déclarée à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, pour assurer la production d'informations statistiques d'intérêt général.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 26 et 27 de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que d'un droit d'accès et de rectification.

**AFFIRMATION DE SINCERITE**

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix ; elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

**CERTIFICATION DE L'IDENTITE DES PARTIES**

Le notaire soussigné certifie et atteste que l'identité complète des parties dénommées aux termes des présentes, telle qu'elle est indiquée à la suite de leurs noms et dénominations, lui a été régulièrement justifiée.

**DONT ACTE sur huit (08) pages****Cet acte comprenant :**

- Lettre(s) nulle(s) : sans
- Renvoi(s) : sans
- Blanc(s) barré(s) : sans
- Ligne(s) entière(s) rayée(s) nulle(s) : sans
- Chiffre(s) nul(s) : sans
- Mot(s) nul(s) : sans

FAIT en l'étude du notaire soussigné  
13800 ISTRES Trigence II Allée de la Passe P  
susdits.

Et lecture faite, les parties ont certifié et  
déclarations contenues au présent acte, puis  
des parties et a lui-même signé.

Suivent les signatures

**POUR COPIE AUTHENTIQUE**

Délivrée et certifiée conforme à l'original par le Notaire soussigné,  
Etablie sur huit pages sans renvoi ni mot nul.

Actes reliés par le  
notaire soussigné  
du addition sont sig  
6.11.71 ART 9-15

2000019070:328645VB

L'AN DEUX MILLE TREIZE  
Le VINGT QUATRE OCTOBRE  
Et le VINGT DEUX NOVEMBRE

Maître Sabrina DRIS, notaire associé membre de la Société Civile  
Professionnelle ' Roland CEAGLIO, Sabrina DRIS, Anne-Sophie HUGEL-FAUVEL'  
titulaire d'un office notarial dont le siège est à ISTRES (Bouches-du-Rhône), 14 Bd  
Jean-Marie l'Huillier.

A RECU le présent acte authentique à la requête des parties ci-après  
identifiées, contenant : VENTE DE TERRAIN NU

#### IDENTIFICATION DES PARTIES

##### VENDEUR

1/ Monsieur Maurice François BONNAUD, invalide, époux de Madame  
Graziella Marie ANGUILLA demeurant à ISTRES (13800) Hameau de Saint Félix,  
Batiment C, - Rue Paul Verlaine.

Né à ISTRES (13800) le 20 juillet 1951.

Marié sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à  
défaut de contrat préalable à son union célébrée à la mairie de PORT DE BOUC  
(13110) le 6 septembre 1975.

Ce régime non modifié.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.

2/ Monsieur Vivian BONNAUD, VRP, demeurant à NORROY LES PONT A  
MOUSSON (54700) 6 rue du Bois Le Prêtre, célibataire.

Né à PONT A MOUSSON (54700) le 12 mai 1963.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.

N'ayant pas signé de pacte civil de solidarité, ainsi déclaré.

Ci-après dénommé(e)s 'LE VENDEUR', agissant solidairement entre eux.

##### ACQUEREUR

L'établissement public dénommé SYNDICAT D'AGGLOMERATION  
NOUVELLE OUEST PROVENCE EN ABREGE "SAN OUEST PROVENCE", ayant  
son siège social ISTRES (13800) Chemin du Rouquier - BP10647, identifié sous le  
numéro SIREN 241300177.

Ci-après dénommé 'L'ACQUEREUR'.

#### PRESENCE - REPRESENTATION

Monsieur Maurice BONNAUD est ici présent.

Monsieur Vivian BONNAUD est ici non présent, mais représenté par Madame  
Vanessa TAVARES, clerc de notaire, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés  
aux termes d'une procuration sous seing privé en date à NORROY du 16 septembre  
2013, qui est annexée aux présentes après mention.

HB

VT



VF



L'établissement public dénommé SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PROVENCE EN ABREGE "SAN OUEST PROVENCE" est ici représenté par Monsieur Frédéric VIGOUROUX ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu d'une délibération n°9/13 en date du 13 février 2013 qui est annexée aux présentes après mention. Monsieur VIGOUROUX déclare que la délibération n'a fait l'objet d'aucun recours ni retrait.

### **VENTE**

Par les présentes, LE VENDEUR s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit, vend à L'ACQUEREUR qui accepte, les biens dont la désignation suit :

### **DESIGNATION**

Sur la commune d'ISTRES (13800) MOurette Ouest ,  
Une parcelle de terre  
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	Nature	Contenance		
				ha	a	ca
AC	56	MOurette Ouest		1	74	75

### **BORNAGE**

Pour l'application de l'article L 111-5-3 du Code de l'urbanisme, LE VENDEUR déclare que le descriptif du terrain objet des présentes ne résulte pas d'un bornage.

Tel que cet immeuble se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

### **NATURE ET QUOTITE**

#### **NATURE ET QUOTITE DES DROITS VENDUS**

LE BIEN objet des présentes appartient à :

- Monsieur Maurice BONNAUD à concurrence de la moitié en pleine propriété.
- Monsieur Vivian BONNAUD à concurrence de la moitié en pleine propriété.

#### **NATURE ET QUOTITE DES DROITS ACQUIS**

LE BIEN objet des présentes est acquis par l'établissement public SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PROVENCE EN ABREGE "SAN OUEST PROVENCE" à concurrence de la totalité en pleine propriété.

### **REFERENCES DE PUBLICATION**

#### **EFFET RELATIF**

Attestation notariée dressée par Maître Germain BANON, lors notaire à ISTRES le 6 mars 1997 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE le 7 avril 1997, volume 1997 P, numéro 2347

Suivi d'une attestation rectificative en date du 16 juin 1997 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE le 18 juin 1997 volume 1997P numéro 3789.

Attestation notariée dressée par Maître Sylvain MAZET, lors notaire à ISTRES le 5 novembre 2004 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE le 9 décembre 2004, volume 2004 P, numéro 7848

Attribution suivant acte de partage reçu par Maître Sylvain MAZET, lors notaire à ISTRES le 5 novembre 2004 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE le 9 décembre 2004, volume 2004 P, numéro 7849.

### **CHARGES ET CONDITIONS**

Les charges et conditions générales du présent acte sont énoncées en seconde partie.

### **PROPRIETE – JOUISSANCE**

L'ACQUEREUR sera propriétaire du BIEN vendu à compter de ce jour.

L'entrée en jouissance aura lieu à compter de ce jour, par la prise de possession réelle, LE BIEN vendu étant entièrement libre de location ou occupation, ainsi que LE VENDEUR le déclare et que L'ACQUEREUR a pu le constater en le visitant.

### **PRIX**

La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix de SOIXANTE QUATORZE MILLE EUROS ( 74.000,00 € ).

### **PAIEMENT DU PRIX**

Monsieur Frédéric VIGOUROUX ès-qualités, oblige le SAN OUEST PROVENCE qu'il représente, à payer le prix de vente, au vu du certificat du notaire prévu à l'annexe du décret n° 88 74 du 21 janvier 1988.

Le VENDEUR conformément aux dispositions ci-après visées, requiert l'ACQUEREUR de faire effectuer le paiement entre les mains du notaire soussigné, à charge par celui-ci, s'il y a lieu, de faire effectuer la purge de tous privilèges, hypothèques ou saisies pouvant grever le BIEN.

Ce paiement devra intervenir conformément aux dispositions du décret n°83-16 du 13 janvier 1983, portant établissement des pièces justificatives paiements des commune, département, région et établissements publics locaux, modifié par le décret n°88-74 du 21 Janvier 1988, refondu par un décret n° 2003-301 du 2 avril 2003 et du décret n°2007-450 du 25 mars 2007 traitant des acquisitions immobilières à titre onéreux sous le chapitre 51, et sous réserve de l'éventuelle réquisition de l'ordonnateur sur présentation :

- 1- de la délibération autorisant l'acquisition,
- 2- de l'avis des domaines éventuel,
- 3- du certificat du notaire prévu à l'annexe de l'article D1617-19 du code général des collectivités territoriales,

Et ce conformément à l'instruction n°07-024 du 30 mars 2007.

Le règlement de ce mandat entre les mains du notaire soussigné libérera entièrement et définitivement le SAN OUEST PROVENCE acquéreur envers le vendeur à l'égard du prix de la présente vente.

MB

15

15

15

### **ABSENCE DE COMMISSION D'INTERMEDIAIRE**

Les parties déclarent que la présente vente a été négociée directement entre elles sans recours à aucun intermédiaire.

### **DECLARATIONS FISCALES**

#### **TAXATION DES PLUS-VALUES**

Pour satisfaire aux dispositions légales sur les plus-values immobilières visées aux articles 150 U et suivants du Code général des impôts, LE VENDEUR déclare :

- qu'il a son domicile à l'adresse indiquée ci-dessus et qu'il dépend du centre des impôts de :

> pour Monsieur Maurice BONNAUD : ISTRES (13800), 54 avenue Aldéric Chave.

> pour Monsieur Vivian BONNAUD : NANCY (54043), CS 84312, 45 rue Sainte Catherine.

- que L'IMMEUBLE vendu lui appartient pour l'avoir :

- En ce qui concerne Monsieur Vivian BONNAUD,

Pour l'avoir recueilli dans la succession de Madame RAYMOND Marie Victoire Françoise Louise, en son vivant sans profession, veuve en premières noces de Monsieur BONNAUD Maurice François, et veuve en secondes noces de Monsieur COSTE Lucien Clarius Joseph, demeurant à PUY SAINTE REPARADE (Bouches du Rhône), Maison de retraite, née à ISTRES le 31 mars 1909, décédée à PUY SAINTE REPARADE le 16 janvier 1996,

Aux termes d'un acte reçu par Maître Germain BANON, lors notaire à ISTRES, le 6 mars 1997, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE 2ème BUREAU, le 7 avril 1997 volume 1997 P, numéro 2347, moyennant une valeur à l'époque de CENT TRENTE CINQ MILLE FRANCS ( 135.000,00 FRS )

Suivi d'une attestation rectificative en date du 16 juin 1997 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE le 18 juin 1997 volume 1997P numéro 3789.

- En ce qui concerne Monsieur Maurice BONNAUD,

Partie pour l'avoir recueilli dans la succession de Monsieur BONNAUD Régis Jacques Philippe, en son vivant retraité, veuf de Madame DAUMAS Raymonde Rose, demeurant à ISTRES (13800), Rassuen, né à ISTRES (13800) le 15 juillet 1929 décédé à ISTRES (13800) le 3 mai 1999,

Aux termes d'un acte reçu par Maître Sylvain MAZET, lors notaire à ISTRES, le 5 novembre 2004, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE 2ème BUREAU, le 9 décembre 2004 volume 2004 P, numéro 7848, moyennant une valeur à l'époque de DIX SEPT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-QUATORZE EUROS ( 17.474,00 € )

Partie pour lui avoir été attribué aux termes d'une acte de partage entre lui et :

- Madame Josette Henriette Maryse BONNAUD, employée de Mairie, épouse de Monsieur Jean Claude Joseph TRONC demeurant à L'ESTRECHURE (Gard) Le Village

Née à ISTRES (Bouches-du-Rhône) le 29 Mai 1950

Mariés sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à leur union célébrée à la mairie de SAINT MITRE LES REMPARTS (Bouches-du-Rhône) le 31 Octobre 1973

- Monsieur Serge Louis Régis BONNAUD, conducteur d'engins, demeurant à ISTRES (Bouches-du-Rhône) Hameau de St Félix -Bâtiment E Rassuen, Né à ISTRES (Bouches-du-Rhône) le 23 Août 1956

Divorcé, non remarié, de Madame Danièle ANSSERU suivant jugement du Tribunal de Grande Instance de Aix en Provence en date du 25 Octobre 1991

Aux termes d'un acte reçu par Maître Sylvain MAZET, lors notaire à ISTRES, le 5 novembre 2004, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE 2ème BUREAU, le 9 décembre 2004 volume 2004 P, numéro 7849, moyennant une valeur à l'époque de DIX SEPT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-QUATORZE EUROS ( 17.474,00 € )

La présente vente étant consentie au profit d'un Etablissement Public, et le prix de vente payable au vendeur ne pouvant être payé aujourd'hui même par l'ACQUEREUR au VENDEUR comme dit ci-dessus au paragraphe « Paiement du prix », en conséquence, le montant de la plus value concernant l'immeuble présentement vendu, ne sera pas acquitté lors de la publication du présent acte.

Le VENDEUR, conformément aux dispositions des articles 150 VH III 2° du CGI, et de l'article 150 VH II du CGI, requiert le notaire soussigné de publier le présent acte en l'absence de paiement de la plus value exigible et d'effectuer le paiement de ladite plus value aussitôt après paiement du prix de vente par Le SAN OUEST PROVENCE, ce, au vue du certificat sus-visé.

**La plus-value fera l'objet :**

- d'une déclaration qui sera déposée par le notaire aux centres des impôts de SALON DE PROVENCE, 414 avenue de Wertheim, dont une copie a été remise ce jour au VENDEUR qui le reconnaît.

Cette déclaration sera accompagnée du montant de l'impôt exigible.

A cet égard, LE VENDEUR donne au notaire soussigné l'autorisation de prélever sur le prix lui revenant, les sommes nécessaires au paiement de l'impôt.

- d'une déclaration faite personnellement par le VENDEUR avec ses éventuelles autres plus-values, dans sa déclaration annuelle de revenus (cerfa n°2042).

#### **IMPOTS SUR LA MUTATION**

Pour la perception des droits, LE VENDEUR déclare :

- ne pas être assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée ;  
- que LE BIEN vendu n'est pas un terrain à bâtir, n'étant pas situé dans un secteur désigné comme constructible par un document d'urbanisme.

En conséquence, la présente mutation :

- n'entre pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée,  
- ne donne lieu à aucune perception au profit du Trésor Public s'agissant d'une mutation réalisée au profit d'une collectivité publique, conformément aux prescriptions de l'article 1042 du Code général des impôts. Elle est donc exonérée de droits d'enregistrement, de taxe de publicité foncière.

Pour la perception de la Contribution de sécurité immobilière qui demeure à la charge de la collectivité publique ACQUEREUR, de même que les frais et émoluments des présentes et de leurs suites, le BIEN est estimé à SOIXANTE QUATORZE MILLE EUROS ( 74.000,00 € ).

MB

✓

1

✓

**PUBLICITE FONCIERE**

L'acte sera soumis à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière au Service de la publicité foncière de AIX EN PROVENCE 2ème BUREAU.

**MENTION DE CLOTURE**

Le notaire soussigné atteste que la partie normalisée établie sur six (6) pages contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication et à l'assiette des droits.

**FIN DE PARTIE NORMALISEE**

### **DECLARATIONS DES PARTIES**

Les parties aux présentes attestent par elles-mêmes ou leurs représentants que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles vont prendre et déclarent notamment :

- que leur identité et leur situation juridique personnelle sont conformes à celles indiquées en tête des présentes ;
- qu'elles ne sont pas et n'ont jamais été en état de cessation des paiements ou frappées d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires ;
- qu'elles ne sont pas dans un état civil, civique ou commercial mettant obstacle à la libre disposition de leurs biens ;
- qu'elles ne font pas, en ce qui concerne les personnes physiques, l'objet d'une quelconque mesure de protection légale ou conventionnelle (mandat de protection future ayant pris effet), ni l'objet d'une procédure de règlement des situations de surendettement.

Monsieur Vivian BONNAUD déclare ne pas avoir conclu de pacte civil de solidarité.

### **ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font éléction de domicile :

- LE VENDEUR et L'ACQUEREUR en leurs demeures respectives.

### **CHARGES ET CONDITIONS GENERALES**

#### **ETAT DU BIEN**

L'ACQUEREUR prend LE BIEN dans son état au jour de l'entrée en jouissance, tel qu'il l'a vu et visité, sans recours contre LE VENDEUR pour quelque cause que ce soit et notamment pour mauvais état de la ou des constructions, du sol ou du sous-sol, vices même cachés, erreur dans la désignation, le cadastre ou la contenance, toute différence, excédât-elle un vingtième devant faire son profit ou sa perte.

#### **SERVITUDES**

L'ACQUEREUR supporte les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever LE BIEN, sauf à s'en défendre, et profiter de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls, et sans recours contre LE VENDEUR.

LE VENDEUR déclare qu'il n'a créé aucune servitude et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune à l'exception de celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, de l'urbanisme ou de la loi.

LE VENDEUR supportera les conséquences de l'existence de servitudes qu'il aurait conférées sur LE BIEN vendu et qu'il n'aurait pas indiqué aux présentes.

#### **IMPOTS ET TAXES**

L'ACQUEREUR acquitte, à compter de l'entrée en jouissance, toutes les charges fiscales afférentes au BIEN.

MB

✓

✓

VP

Concernant les taxes foncières, L'ACQUEREUR remboursera au VENDEUR, à première demande, le prorata de la taxe foncière couru depuis la date fixée pour l'entrée en jouissance jusqu'au 31 décembre suivant.

### **RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE BIEN VENDU**

#### **DROIT DE DISPOSER**

LE VENDEUR déclare que LE BIEN ne fait l'objet d'aucune restriction à sa libre disposition pour quelque cause que ce soit, ni d'aucune procédure en cours.

#### **SITUATION HYPOTHECAIRE**

Il résulte d'un état hors formalité du chef du VENDEUR, que LE BIEN vendu n'est grevé d'aucune inscription.

Le VENDEUR déclare qu'à sa connaissance la situation hypothécaire n'est pas modifiée à ce jour.

#### **Risques naturels et technologiques**

LE VENDEUR déclare au vu des informations mises à sa disposition par le Préfet du département ou par le maire, que la commune sur laquelle est situé LE BIEN objet des présentes est concernée par un plan de prévention des risques naturels approuvé le 20 février 1997, le ou les risques naturels pris en compte sont : Mouvements de terrain (glissements).

L'immeuble objet des présentes est situé dans le périmètre d'exposition délimité par ce plan ainsi qu'il résulte de la copie du dossier communal d'information et de la carte du diagnostic concernant le bien demeures ci-annexées. A ce jour, il n'existe pas de plan de prévention des risques technologiques.

Les parties sont informées que l'immeuble objet des présentes se situe en zone de sismicité 3 (modéré) et qu'il y a lieu de respecter pour les constructions nouvelles, les agrandissements, les surélévations ou les transformations les règles édictées par les articles L 111-26 et R 111-38 du Code de la construction et de l'habitation, notamment quant au contrôle technique.

Un état des risques naturels et technologiques en date du 11 septembre 2013, soit de moins de six mois, a été visé par les parties et est demeuré ci-annexé.

De même, il déclare qu'à sa connaissance, la commune a fait l'objet d'un arrêté de reconnaissance de l'état de catastrophes naturelles ou technologiques. De même, il déclare qu'à sa connaissance, LE BIEN n'a jamais connu de sinistres résultant de catastrophes naturelles ou technologiques et qu'il n'a jamais perçu d'indemnité à ces titres.

#### **ARCHEOLOGIE PREVENTIVE**

Le notaire soussigné informe L'ACQUEREUR qu'un diagnostic d'archéologie préventive peut être demandé par le préfet sur LE BIEN objet du présent acte et que ceci peut avoir des conséquences sur les délais et les coûts de construction.

#### **VESTIGES ARCHEOLOGIQUES**

L'ACQUEREUR reconnaît avoir été informé par le notaire soussigné des dispositions de l'article L. 541-1 du Code du patrimoine qui prévoit que par exception aux dispositions de l'article 552 du Code civil, les vestiges archéologiques immobiliers éventuellement découverts dans son terrain seront présumés appartenir à l'Etat.

Cette présomption étatique de propriété ne peut être combattue que par un titre ou par la prescription.

**CONTRAT D'AFFICHAGE**

LE VENDEUR déclare qu'il n'a consenti aucun contrat d'affichage pouvant grever à ce titre LE BIEN objet des présentes.

**URBANISME****ENONCIATION DES DOCUMENTS OBTENUS**

Est demeurée ci-annexée :

- note de renseignement d'urbanisme en date du 27 novembre 2012
- Duquel document il résulte ce qui suit, littéralement rapporté :

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU ZONAGE :**

- L'ensemble du Département des Bouches-du-Rhône a été classé en zone de risque d'exposition au **plomb** par Arrêté Préfectoral du 24 Mai 2000. Cet arrêté implique qu'avant toute vente d'immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation construit avant le 1<sup>er</sup> Janvier 1949, un contrôle datant de moins d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat doit être effectué (décret n°2006-474 du 25 Avril 2006).

- Par Arrêté Préfectoral du 19 Juillet 2001, l'ensemble du département des Bouches-du-Rhône est décrété en zone de surveillance et de lutte contre les **termites et autres insectes xylophages**. En cas de cession d'un immeuble bâti, un état parasitaire doit être établi depuis moins de six mois à la date de l'acte authentique (décret n°2006-1653 du 21 Décembre 2006).

- Suivant les indications du Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), la Commune est exposée aux risques naturels et technologiques ci-dessous :

**feu de forêt, inondation, mouvement de terrain, séisme, risque industriel, risque nucléaire, transport de matières dangereuses.**

La Commune est concernée par :

- un PPRn relatif aux mouvements de terrain (glissements) approuvé le 20 Février 1997.

Suivant les dispositions du PLU d'ISTRES approuvé le 28 Septembre 1983, dont la révision simplifiée a été approuvée le 26 Juin 2009, dernièrement modifié le 28 Avril 2011, pouvant être modifiées à l'approbation de la révision prescrite :

**NOTE PRELIMINAIRE**

Immeuble situé dans une commune pour laquelle Monsieur le Préfet a ordonné la révision du PLU pour y inclure les zones inondables en cas de crues, de ruissellement des versants par pluies torrentielles, ou d'inondation de plaine.

En l'absence d'études détaillées définissant les limites des zones devenues inconstructibles ou constructibles sous conditions suivant ces critères à l'étude, l'administration peut refuser provisoirement d'accorder des demandes d'occupation des sols en confortant sa position par l'article R 111-2 du Code de l'Urbanisme.

**ZONE NATURELLE** comprenant les parties du territoire communal dont le maintien à l'état naturel doit être assuré.

MB

15

1

VR



**SECTEUR ND2** de protection de la nature, où peuvent être admis sous conditions les aménagements et équipements d'infrastructure à usage de loisirs, les campings et les caravanings sur des terrains d'une superficie minimale de 2 hectares.

Cet immeuble est, pour quasi-totalité, situé dans la réserve foncière n°28 destinée à la création du Cimetière des Mourettes au bénéfice de la Commune.

**AUTRES SERVITUDES D'URBANISME GREVANT L'IMMEUBLE :**

CET IMMEUBLE EST SITUE DANS une **ZONE DE PREEMPTION DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE** créée par A.P du 29/12/82 au bénéfice du Département, et dont Mr le Président du Conseil Général est titulaire du droit de préemption.

PAR CONTRE, CET IMMEUBLE N'EST PAS SITUE DANS :

- une zone soumise au droit de préemption urbain,
- une zone d'aménagement différé,

**SERVITUDES D'URBANISME PARTICULIERES :**

Suivant les décrets 2010-1254 et 2010-1255 du 22 Octobre 2010, applicables à compter du 1<sup>er</sup> Mai 2011, portant délimitation des nouvelles zones de sismicité, le territoire de la commune est situé dans la zone 3 (sismicité modérée) où les constructions doivent respecter les règles de construction parasismique du DTU.

Servitude T5 aéronautique de dégagement.

Immeuble très faiblement intéressé par une servitude d'espaces boisés classés et donc soumis aux dispositions des articles L 130.1 et suivants du Code de l'Urbanisme (zone dans laquelle les demandes de défrichement sont irrecevables en raison de cette servitude).

Cet immeuble n'est pas situé dans le périmètre du syndicat autorisé des Arrosants de Craonne. Par contre, en l'état des servitudes publiques d'urbanisme et des documents du PLU, nous ne pouvons préciser si cet immeuble est situé dans un périmètre d'un autre syndicat autorisé d'arrosants.

Servitude I4 : immeuble situé dans une zone de servitudes relatives aux canalisations électriques de distribution générale.

**SERVITUDES D'ALIGNEMENT** : Néant en l'état du PLU.

## DROITS DE PREEMPTION

### DROIT DE PREEMPTION DE L'ESPACE NATUREL SENSIBLE

LE BIEN sus-désigné étant situé dans la zone de préemption d'un espace naturel sensible, son aliénation donnait ouverture au droit de préemption institué par l'article L.142-3 du Code de l'urbanisme.

La déclaration d'intention d'aliéner prescrite par les articles L.142-4 et R.142-9 du Code de l'urbanisme a été notifiée au président du Conseil général du département, par lettre recommandée dont une copie et le récépissé délivré par lui sont demeurés ci-annexés.

Par lettres recommandées avec demande d'avis de réception dont les originaux sont demeurés ci-annexés, les titulaires des droits de préemption et de substitution ont notifié leur décision de renoncer à leur droit.

La vente du BIEN peut donc, en vertu des articles L.142-7 et L.213-8 alinéa 1 du Code de l'urbanisme, être réalisée au prix indiqué dans la déclaration d'intention d'aliéner.

### SAFER - DROIT DE PREEMPTION

Le notaire soussigné déclare qu'en application des articles L 143-1 et suivants et R 143-1 et suivants du Code rural, une notification de la présente vente a été faite auprès de la SAFER compétente par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 15 mai 2013. La copie de cette pièce ainsi que l'accusé de réception sont demeurés ci-annexés.

Par courrier en date du 25 juin 2013 dont l'original est demeuré ci-annexé, la S.A.F.E.R. compétente a fait savoir qu'elle renonçait au bénéfice de son droit de préemption.

### REMISE DE TITRES – CORRESPONDANCE

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à L'ACQUEREUR concernant LE BIEN, mais il pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, et sera subrogé dans tous les droits du VENDEUR à ce sujet. Par suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à L'ACQUEREUR devront s'effectuer à l'adresse indiquée en tête des présentes.

La correspondance auprès du VENDEUR s'effectuera à l'adresse indiquée en tête des présentes.

### ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens immobiliers objet des présentes appartiennent à Monsieur Vivian BONNAUD et Monsieur Maurice BONNAUD à concurrence de la moitié indivise chacun, par suite des faits et actes suivants :

#### A l'origine : Décès de Monsieur et Madame RAYMOND Jean-Baptiste :

Le bien objet des présentes appartenait en propre à Madame RAYMOND Marie Victoire Françoise, veuve en premières noces de Monsieur BONNAUD Maurice, et veuve en secondes noces de Monsieur COSTE Lucien Clarius Joseph, né à ISTRES (13800) le 31 mars 1909, pour l'avoir recueilli dans la succession de Monsieur RAYMOND Jean-Baptiste et Madame MENDRAS Rosalie Louise, ses père et mère, décédés respectivement à SALON DE PROVENCE le 20 janvier 1940 et à ISTRES le 26 janvier 1940, dont elle était la seule fille et unique héritière ainsi que le constate un acte de notoriété dressé par Maître GAUTIER, lors notaire à ISTRES le 6 août 1940.

MB

VT

1

VR

**Décès de Madame RAYMOND Marie :**

Madame RAYMOND Marie Victoire Françoise, veuve en premières noces de Monsieur BONNAUD Maurice, et veuve en secondes noces de Monsieur COSTE Lucien Clarius Joseph, né à ISTRES (13800) le 31 mars 1909, est décédée à PUY SAINT REPARADE le 16 janvier 1996,

Laissant pour lui succéder :

1/ Monsieur BONNAUD Régis Jacques Philippe, retraité, demeurant à ISTRES (13800), Quartier de Rassuen, époux de Madame DAUMAS Raymonde Rose, mariés sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de ISTRES le 2 mars 1950,

Son fils issu de son union avec Monsieur BONNAUD Maurice

2/ Monsieur BONNAUD Vivian, nommé en tête des présentes,

Son petit-fils, venant de son chef comme seul enfant vivant de Monsieur BONNAUD Jacques Pierre Henri, prédécédé à NORROY LES PONT A MOUSSON le 16 mars 1986, lui-même issu de son union avec Monsieur BONNAUD Maurice.

Etant ici précisé que de Monsieur BONNAUD Jacques a eu un autre enfant : Monsieur BONNAUD Yves Marcel Maurice né à VITRY SUR SEINE le 27 avril 1967 et décédé le 28 août 1985, célibataire et sans postérité.

Héritiers conjointement pour le tout et divisément chacun pour la moitié.

Observation étant ici faite que l'union BONNAUD / RAYMOND, sont nés :

- Monsieur BONNAUD Henri Jean Joseph né à ISTRES le 11 avril 1928, décédé à SAINT MITRE LES REMPARTS le 29 juillet 1973, célibataire, sans enfant
- Monsieur BONNAUD Marcel André Claude Maurice né à ISTRES le 24 avril 1940, décédé à ISTRES le 28 décembre 1963, célibataire, sans enfant.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés dans un acte de notoriété dressé par Maître Germain BANON, lors notaire à ISTRES le 6 mars 1997

La transmission par décès des droits réels immobiliers a été d'autre part constatée en un acte d'attestation notariée dressé par Maître Germain BANON, lors notaire à ISTRES le 6 mars 1997

Une copie authentique de cet acte a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE le 7 avril 1997, volume 1997 P, numéro 2347.

Suivi d'une attestation rectificative en date du 16 juin 1997 dont une copie authentique a été publiée au deuxième bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE le 18 juin 1997 volume 1997P numéro 3789.

**3/ Décès de Monsieur BONNAUD Régis :**

Monsieur BONNAUD Régis Jacques Philippe, retraité, demeurant à ISTRES (13800), Quartier de Rassuen, époux de Madame DAUMAS Raymonde Rose, mariés sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de ISTRES le 2 mars 1950, est décédé à ISTRES (13800) le 3 mai 1999,

Laissant pour lui succéder :

- Madame Josette Henriette Maryse BONNAUD, employée de Mairie, demeurant à L'ESTRECHURE (Gard) Le Village

Née à ISTRES (Bouches-du-Rhône) le 29 Mai 1950

Epouse de Monsieur TRONC Jean Claude Joseph avec lequel elle est mariée sans contrat à la mairie de SAINT MITRE LES REMPARTS le 31 octobre 1973

- Monsieur Serge Louis Régis BONNAUD, conducteur d'engins, demeurant à ISTRES (Bouches-du-Rhône) Hameau de St Félix -Bâtiment E Rassuen, Né à ISTRES (Bouches-du-Rhône) le 23 Août 1956  
Divorcé, non remarié, de Madame Danièle ANSSERU suivant jugement du Tribunal de Grande Instance de Aix en Provence en date du 25 Octobre 1991  
- Monsieur Maurice BONNAUD, nommé en tête des présentes, Héritiers conjointement pour le tout et divisément chacun pour un tiers.

Ainsi que ces faits et qualités sont constatés dans un acte de notoriété dressé par Maître Sylvain MAZET, lors notaire à ISTRES le 19 juillet 2004

La transmission par décès des droits réels immobiliers a été d'autre part constatée en un acte d'attestation notariée dressé par Maître Sylvain MAZET, lors notaire à ISTRES le 5 novembre 2004

Une copie authentique de cet acte a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE le 9 décembre 2004, volume 2004 P, numéro 7848.

#### **4/ Partage des biens dépendant de la succession de Monsieur BONNAUD Maurice**

Le bien objet des présentes a été attribué à Monsieur BONNAUD Maurice à concurrence de la moitié indivise, aux termes d'un acte de partage entre lui, Monsieur Serge BONNAUD et Madame Josette BONNAUD des biens dépendant de la succession de Monsieur BONNAUD Régis.

Suivant acte reçu par Maître Sylvain MAZET, lors notaire à ISTRES le 5 novembre 2004

Ce partage a eu lieu sans soulte à la charge du disposant.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au deuxième bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE le 9 décembre 2004, volume 2004 P, numéro 7849.

#### **AVIS DU DIRECTEUR DES SERVICES FISCAUX**

Le présent acte a fait l'objet d'un avis préalable du directeur des services fiscaux qui demeure ci-annexé.

#### **CONCILIATION MEDIATION CONVENTIONNELLE**

En cas de litige entre les parties, l'une d'elles pourra préalablement à toute instance judiciaire soumettre leur différend à un conciliateur désigné et missionné par le Président de la Chambre des Notaires dont dépend le rédacteur de l'acte.

Le Président de la Chambre des Notaires sera saisi sans forme ni frais.

Cette clause ne s'appliquera pas aux litiges ayant pour cause la défaillance du débiteur ou l'exigibilité d'une créance.

#### **PUBLICITE FONCIERE**

Cet acte sera soumis par les soins du notaire soussigné à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière au Service de la publicité foncière compétent dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires et aux frais de L'ACQUEREUR.

Si LE BIEN est grevé d'inscriptions, LE VENDEUR sera tenu d'en rapporter à ses frais mainlevées et de justifier de l'exécution de la radiation de ces inscriptions, dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile élu.

MB

vt

1

VR

### **POUVOIRS**

Les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires cadastraux ou d'état civil.

### **FRAIS**

L'ACQUEREUR paiera tous les frais, droits et émoluments des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence en application de l'article 1593 du Code civil.

### **LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES**

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978, le notaire soussigné déclare disposer d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment des formalités d'actes. A cette fin, il est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre à certaines administrations, notamment au Service de la publicité foncière, en vue de leur publication, ainsi qu'à des fins cadastrales, comptables, fiscales, ou statistiques. Les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant auprès du notaire soussigné ou via le Correspondant « Informatique et Libertés » désigné par ce dernier : [cpd-adsn@notaires.fr](mailto:cpd-adsn@notaires.fr).

### **BASE DE DONNEES IMMOBILIERES**

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières, déclarée à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, pour assurer la production d'informations statistiques d'intérêt général.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 56 et 57 de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que d'un droit d'accès et de rectification.

### **AFFIRMATION DE SINCERITE**

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix. En outre, elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

**CERTIFICATION DE L'IDENTITE DES PARTIES**

Le notaire soussigné certifie et atteste que l'identité complète des parties dénommées aux termes des présentes, telle qu'elle est indiquée à la suite de leurs noms et dénominations, lui a été régulièrement justifiée.

Et notamment en ce qui concerne le SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE OUEST PROVENCE EN ABREGE "SAN OUEST PROVENCE" au vu de son numéro SIREN.

**DONT ACTE sur quinze (15) pages**

**Cet acte comprenant :**

- Lettre(s) nulle(s) : sans
- Blanc(s) barré(s) : sans
- Ligne(s) entière(s) rayée(s) nulle(s) : sans
- Chiffre(s) nul(s) : sans
- Mot(s) nul(s) : sans
- Renvoi(s) : sans

MB

UP

LT

FAIT

Pour le VENDEUR en l'étude du notaire soussigné, le 24 octobre 2013

Pour l'ACQUEREUR à l'Hôtel de Ville de MIRAMAS, le 22 novembre 2013.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes, les déclarations les concernant, puis le notaire soussigné a recueilli leur signature et a lui-même signé.

*Bonnet*

*[Signature]*

*[Signature]*

*[Signature]*